



LEÇONS RETENUES

En Matière d'Eau, d'Assainissement
et de Santé

Edition augmentée

Treize années d'expérience
dans les pays en développement



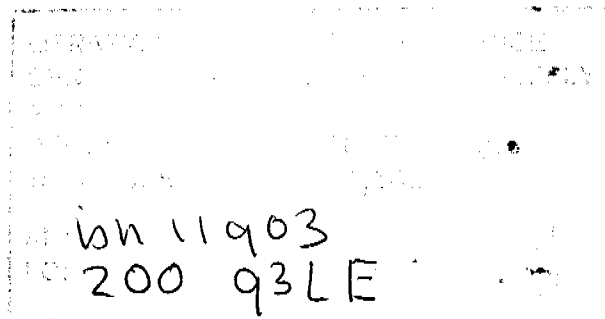
WATER AND SANITATION
FOR HEALTH PROJECT

Leçons retenues en Matière d'Eau, Assainissement et Santé

**Treize années d'expérience
dans les pays en développement**

**Compilé par le personnel du
Projet eau et assainissement pour la santé (WASH)
avec les conseils de rédaction de Diane Bendahmane**

**Traduit par Catherine Utz
Lioy Associates**



**Projet eau et assainissement pour la santé
Contrat No. 5973-Z-00-8081-00, Projet No. 936-5973
Parrainé par l'Office de Santé,
Bureau de la Recherche et du Développement
Agence des Etats-Unis pour le Développement international
Washington, D.C. 20523
Administré par Camp Dresser & McKee International Inc.**

Publié en 1993 par le Projet Eau et Assainissement pour la Santé,
1611 North Kent Street, Room 1001, Arlington, Virginia 22209, USA.
Ce rapport est du domaine public et peut être reproduit librement.
Toutefois, il faudra mentionner le nom des organisations et projets et
nous faire parvenir un exemplaire de toute reproduction.

Le Projet WASH est géré par Camp Dresser & McKee International Inc.,
One Cambridge Center, Cambridge, Massachusetts 02142.

Tous commentaires ou demandes sont encouragés. Prière de les adresser à
l'Office of Health, Bureau for Research and Development, Agency for
International Development, Room 1234, SA-18, Washington, D.C. 20523-1817.

Photo de couverture: Mark McEvoy/Panos Pictures

A la mémoire de
DAVID DONALDSON
RAYMOND B. ISELY
et
DAVID YOHALEM

TABLE DES MATIERES

| | |
|--|------|
| Avant-propos <i>Bob Wrin</i> | vii |
| Préface: La route de l'avenir <i>J. Ellis Turner</i> | xi |
| Remerciements | xvii |
| Chapitre 1: PRINCIPES FONDAMENTAUX | 1 |
| Le concept de développement | 1 |
| L'importance de l'eau et de l'assainissement | 3 |
| Les problèmes sanitaires modernes de l'eau et de l'assainissement | 8 |
| Le contexte de développement | 10 |
| Le rôle du Projet WASH | 12 |
| Les leçons et principes: Organisation du présent rapport | 14 |
| Chapitre 2: ASSISTANCE TECHNIQUE | 23 |
| Leçon un: La fonction de l'assistance technique | 25 |
| Leçon deux: La conception de l'assistance technique | 30 |
| Leçon trois: La prestation de l'assistance technique | 34 |
| Leçon quatre: La coordination et les réseaux | 41 |
| Leçon cinq: L'échange d'information | 46 |
| Chapitre 3: RESPONSABILITE PARTAGEE | 51 |
| Leçon six: Les institutions nationales | 52 |
| Leçon sept: Les bailleurs de fonds | 59 |
| Leçon huit: Les organisations non-gouvernementales | 64 |
| Leçon neuf: La participation communautaire | 69 |
| Leçon dix: Le secteur privé | 78 |
| Chapitre 4: STRATEGIES DE PROGRAMMES | 85 |
| Leçon onze: Le contexte plus large | 86 |
| Leçon douze: L'importance de l'assainissement | 91 |
| Leçon treize: Le changement comportemental | 97 |
| Leçon quatorze: La gestion communautaire | 103 |
| Leçon quinze: La planification | 104 |
| Leçon seize: Le cadre juridique et réglementaire | 108 |

| | |
|---|-----|
| Chapitre 5: PERENNITE | 115 |
| Leçon dix-sept: Le développement institutionnel et la valorisation des ressources humaines | 118 |
| Leçon dix-huit: La technologie et les normes techniques | 129 |
| Leçon dix-neuf: L'exploitation et l'entretien | 137 |
| Leçon vingt: La viabilité financière | 141 |
| Chapitre 6: LEÇONS EVALUEES | 149 |
| Biographie sélectionnée de rapports de WASH | 153 |

Avant-propos

Il y a plus de dix ans, le Projet WASH a été créé par l'AID en réponse à l'inauguration de la Décennie de l'eau en 1980. Depuis, WASH a fait des contributions importantes, aidant à concevoir et à réaliser les travaux de l'AID dans le domaine de l'eau et de l'assainissement auxquels l'AID a octroyé plus de 2 milliards de dollars depuis 1980. Le projet a été conçu au départ avec une solide orientation sur l'ingénierie mais très vite, on s'est rendu compte que la réussite à long terme du secteur de l'eau et de l'assainissement dépendait d'une bonne planification de politiques à l'appui, d'une solide participation communautaire et d'un financement adéquat. Ces réalisations ont été à l'origine du travail pionnier réalisé par le Projet WASH dans le domaine de la participation communautaire, du dialogue de politiques, de la formation, de la planification d'équipes, du financement sanitaire et du développement institutionnel et des ressources humaines. Ce sont également ces réalisations qui ont poussé WASH à publier les premières "Leçons retenues" en 1990.

Ces trois dernières années, WASH a continué à définir les barrières et les possibilités inhérentes au développement du secteur de l'eau et de l'assainissement. L'apparition du choléra aux Amériques, les problèmes des réfugiés kurdes, tout le travail à faire en Europe de l'Est et dans les nouveaux états indépendants de l'ancienne Union soviétique ainsi que les problèmes apparaissant chez les pauvres des zones urbaines ont été la source de nouveaux défis et ont renforcé la nécessité d'avoir de nouvelles approches plus souples en matière d'eau et d'assainissement. Au fur et à mesure que WASH a relevé ces défis, le projet a anticipé un grand nombre de thèmes que l'AID a adoptés pour guider son travail dans le contexte de l'après-Guerre froide notamment le soutien pour le développement durable, la priorité accordée à la participation ainsi que les approches et les méthodes intégrées.

Tel que nous l'avons appris, grâce à cette édition plus récente des "leçons retenues", le développement durable du secteur de l'eau et de l'assainissement ne signifie pas simplement achever un équipement ou installer une pompe manuelle mais veut également dire la manière dont ces interventions aident les gens à améliorer la qualité de leur vie. Et, chose encore plus importante, nous voyons que le développement durable entraîne le changement—le changement dans la manière dont le pouvoir est distribué et dont les technologies sont diffusées.

Le présent rapport examine le thème de la participation en discutant du partenariat entre bailleurs de fonds, gouvernements, organisations non-gouvernementales et entreprises privées à but lucratif. La notion de partenariat impose certaines responsabilités pour les gouvernements hôtes et leurs communautés. Telles que mises en exergue par l'expérience de WASH, ces responsabilités doivent être significatives et clairement définies. C'est le rôle du bailleur de fonds d'aider mais la responsabilité du développement revient en fin de compte à la nation bénéficiaire de l'aide. Notre but, par le biais de ces partenariats, est de

donner aux individus et aux communautés les moyens pour y arriver et de responsabiliser davantage les institutions publiques et non gouvernementales face aux gens qu'elles desservent.

Pour arriver à atteindre ce but, les femmes représentent des partenaires particulièrement estimables. Vu les rôles uniques que les femmes jouent en tant qu'employées, productrices alimentaires, prestataires de la santé et enseignantes de leurs enfants, en tant que gestionnaires des ressources naturelles et en tant que dirigeantes communautaires, elles sont une ressource énorme non-exploitée qui pourrait servir à la mise en oeuvre des projets communautaires d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

Par le biais du Projet WASH, nous avons appris l'importance stratégique de partenariats avec d'autres bailleurs de fonds. La collaboration non seulement permet à l'AID de partager les informations et d'obtenir d'autres ressources financières mais également de pouvoir profiter des compétences et des talents des autres.

Les treize années de WASH ont souligné l'importance des approches et des méthodes intégrées, le troisième nouveau thème de l'AID. En cherchant à trouver les causes profondes du manque d'eau potable ou de structures d'assainissement, WASH a adopté une vue générale et a examiné non seulement les besoins technologiques mais également, les facteurs sociaux, économiques, politiques et culturels.

En juillet 1993, J. Brian Atwood, Administrateur de l'AID, a donné la future direction de l'Agence, une direction définie par quatre grands principes en vue d'un développement durable: un engagement face aux initiatives démocratiques, au développement économique, à la protection environnementale et un ralentissement de la croissance de la population. Pour répondre au défi posé par cette nouvelle direction, le Bureau de la santé a inauguré le Projet de Santé environnementale.

Ce nouveau projet ressemblera de beaucoup au Projet WASH dans la manière dont il fonctionne c'est-à-dire que son but principal sera de fournir un soutien à l'AID par le biais d'une assistance technique aux missions et aux bureaux et de diffuser l'information. Mais alors que le mandat de WASH se limitait à l'eau et à l'assainissement, le Projet de Santé environnementale recoupera neuf sous-secteurs, 1) maladies tropicales, 2) approvisionnement en eau et assainissement, 3) déchets solides, 4) eaux usées, 5) pollution atmosphérique, 6) hygiène alimentaire, 7) matériaux toxiques, 8) santé professionnelle et 9) blessures. L'AID intervient déjà activement dans les quatre premiers domaines mais les cinq derniers sont nouveaux.

Ces neuf sous-secteurs ont été retenus car, tel que le montre le rapport de la Banque mondiale 1993 du développement dans le monde, ils représentent individuellement et collectivement les grandes causes des problèmes de santé du monde. Ils ont été retenus également car ils donnent aux pays bénéficiaires la possibilité, par le biais de l'assistance de l'AID et des autres bailleurs de fonds de développer un nouveau paradigme pour évaluer et gérer leurs problèmes sanitaires et socio-économiques basés sur les liens de chacun de ces secteurs aux problèmes environnementaux: des impacts sanitaires directs liés à l'interaction

humaine avec l'environnement aux impacts sanitaires indirects de la dégradation environnementale.

La priorité accordée récemment aux questions environnementales dans le monde entier a permis de mettre au premier plan la relation étroite entre l'environnement et la santé publique. Mais les programmes de santé environnementale suivent à peine les besoins des zones rurales et n'arrivent pas à répondre aux besoins des populations péri-urbaines qui s'accroissent de plus en plus rapidement. Vu que ces populations pauvres, rurales et urbaines, sont le fondement de la productivité agricole et industrielle, c'est par le biais de services de santé environnementale qu'on arrivera, en tant que première mesure, à un meilleur développement sanitaire et économique.

Alors que nous au sein de l'AID, nous nous préparons à répondre aux défis tels qu'ils ont été définis par l'Administrateur, nous devons le faire sans WASH. Après 13 années et plus de 800 missions d'assistance technique dans 85 pays, WASH arrive à sa fin. Mais la fin du Projet WASH ne signifie pas un engagement moindre de la part de l'AID face au secteur de l'eau et de l'assainissement. A bien des égards WASH a été un pionnier. C'était le premier projet financé centralement qui apportait des services techniques spécialisés à l'AID. En outre, WASH s'est rendu compte combien il était difficile, par le biais d'un seul secteur de prendre en charge les problèmes de la dégradation environnementale.

Au fur et à mesure que l'AID va de l'avant avec le nouveau Projet de Santé environnementale, les membres du personnel de WASH peuvent voir avec fierté ce qu'ils ont accompli et apprécier ce que l'AID fera à l'avenir grâce à leurs efforts et aux efforts du personnel technique de l'AID qui ont aidé à formuler les leçons contenues dans ce rapports. Au nom du Bureau de la Santé, j'aimerais remercier la famille WASH, le personnel, les consultants et le personnel de l'AID pour un travail bien fait. En fait ce sont les auteurs des "leçons retenues."

Dans les années à venir par le biais du mandat élargi et du Projet de Santé environnementale, il ne fait aucun doute que d'autres leçons, viendront s'ajouter aux vingt leçons présentées ici. Nous nous réjouissons personnellement à l'idée de partager ces leçons avec tous ceux qui cherchent par leurs efforts à alléger le fardeau de la mauvaise santé dans le monde en développement.

*Bob Wrin
Directeur par intérim
Bureau de la santé*

Préface: La route de l'avenir

La présente révision de l'édition de 1990 "de leçons retenues du Projet WASH" coïncide avec la fin du Projet Eau et Assainissement pour la Santé et donne à WASH une chance de dire son dernier mot sur l'assistance technique pour l'eau et l'assainissement. WASH a toujours été une organisation entraînée à apprendre, le type même capable de jeter un regard critique sur son expérience et de reconnaître ses erreurs. En outre, WASH a eu l'avantage de pouvoir utiliser une partie de ses ressources pour faire des recherches appliquées, de rédiger des documents de fond, d'organiser des conférences, etc. pour faire avancer les connaissances dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. WASH a toujours cherché à maintenir une solide approche d'assistance technique, se concentrant sur le renforcement des capacités et des solides pratiques de développement et de rester suffisamment souple pour ajuster sa démarche en fonction des leçons apprises et des besoins des clients, à savoir l'AID. Aussi, semble-t-il être naturel de clore le projet en regardant les 13 années passées de l'histoire de WASH surtout les trois années depuis la publication de la première édition—pour être sûr de communiquer les fruits de notre expérience à nos collègues du secteur de l'eau et de l'assainissement.

La préparation du présent volume a obligé le personnel de WASH à regarder en arrière le travail fait pour le projet. Moi aussi, je peux examiner les huit dernières années passées avec WASH d'abord en tant que directeur adjoint de l'ingénierie puis les cinq dernières années comme directeur du projet. Je suis arrivé avec une perspective strictement technique mais mon point de vue a changé du tout au tout. La nature multidisciplinaire de WASH m'a mis en contact à des idées et à des leçons qui ont élargi mon point de vue au-delà de l'aspect technique et qui ont profondément marqué ma compréhension du développement et de la gestion. Bien que j'apprécie plus que jamais l'importance de solides conseils techniques, j'apprécie encore plus les compétences nécessaires pour établir le bon contexte où le développement peut se faire.

J'ai commencé à comprendre que, si une solide gestion est certes essentielle pour un projet aussi complexe que WASH, c'est dans le meilleur intérêt du projet que de confier son évolution aux personnes qui, en équipes regroupent diverses compétences et expériences et qui ont le courage et l'imagination de défier de manière constructive les hypothèses fondamentales. A présent, je suis convaincu que la réussite de WASH est le produit d'une bonne communication et de la confiance tant sur la plan interne que dans les relations avec l'AID. De fait, tout développement solide repose sur la communication et la confiance. La leçon que j'ai apprise en tant que directeur du projet est qu'il faut avant tout encourager au maximum la participation du personnel et des sous-traitants. Les principes qui ont fait vivre WASH—à savoir le travail d'équipe, la communication, la confiance, la participation élargie et le courage de s'attaquer aux idées toutes faites ont fait bénéficier les pays en développement, et j'espère qu'ils de-

viendront monnaie courante dans le cadre des projets internationaux d'assistance technique.

Dans la préface de l'édition de 1990, je mentionnais que les leçons montraient que WASH avait réalisé que les améliorations dans le domaine de l'eau et de l'assainissement étaient surtout un problème humain plutôt qu'un problème technique et que par conséquent, maintes leçons pourraient être appliquées à toutes les activités de développement pas simplement à l'eau et à l'assainissement. Cette idée est toujours vraie et WASH est encore plus convaincu que les changements au niveau des gens et de leurs institutions représentent la clé de la réussite même dans des domaines aussi techniques que la gestion des eaux usées.

WASH ne saurait accepter tout le crédit d'avoir formulé tout seul toutes ces leçons. Les connaissances et idées de nombreuses personnes et organisations avec lesquelles WASH travaille ont contribué aux leçons au même titre que notre collaboration avec d'autres organisations d'eau et d'assainissement qui, à présent, s'expriment d'une seule voix pour nous montrer comment mener à bien la tâche qui nous attend. Aussi, les leçons sont-elles validées et renforcées. Le style adopté par la première édition a été également suivi dans la seconde. Le livre comporte très peu de jargons et de sigles. Il est écrit de manière simple et compréhensible. Aucun rappel en bas de page, aucune référence à des documents écrits ne viennent interrompre la lecture bien qu'une bibliographie relativement exhaustive soit donnée à la fin. Le rapport ne vise pas être un ouvrage universitaire mais bien plus, un travail pratique fondé sur les connaissances intimes de praticiens.

A l'instar de la première édition, la présente publication connaît également ses limitations. La plus importante dont il faudra se souvenir est qu'elle ne revendique pas un caractère complet. Elle essaie de traiter de toutes les leçons tenant à l'expertise de WASH mais, il existe des domaines où WASH n'a pas suffisamment d'expérience pour pouvoir en parler. Si ce livre reste silencieux sur certains thèmes, cela ne signifie pas que ces derniers ne sont pas importants. En outre, WASH en tant que prestataire d'assistance technique à court terme, ne peut pas vraiment parler de la manière dont il faudrait fournir l'assistance technique à long terme. Nous avons préféré parler de divers sujets plutôt que de les traiter en profondeur. Les lecteurs qui désireront étudier certaines leçons de manière plus approfondie pourront consulter les rapports techniques ou les rapports d'activités de WASH mentionnés dans la bibliographie.

* * *

WASH sera terminé en tant que projet en novembre 1993 mais cela ne signifie pas que l'AID ne fournira plus d'assistance technique dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Le travail continuera dans le cadre d'un nouveau projet qui cherchera à regrouper sous un même toit les programmes traitant des causes environnementales profondes de certains graves problèmes de santé. Le projet de santé environnementale offrira une assistance technique dans le do-

maine de l'eau, de l'assainissement, de la gestion des eaux usées, de la lutte contre les maladies tropicales, de la pollution de l'air, des déchets toxiques et dangereux, de l'hygiène alimentaire, de la santé professionnelle et de la lutte contre les blessures.

Tout au long de la route qui s'étend devant nous, les leçons de ce livre seront appliquées dans les circonstances qui, à maints égards sont tout à fait différentes de celles auxquelles était confronté WASH dans les années 80 et au début des années 90. Le paysage est entrain de changer et ces changements demanderont des changements équivalents dans la manière dont est exécuté le travail de développement.

Peut-être que le changement le plus frappant dans ce paysage est la division de l'ancienne Union soviétique et la fin de l'hégémonie soviétique en Europe de l'Est. Communisme, planification centralisée et économie contrôlée ont été discrédités. Les forces du marché libre et les institutions démocratiques sont entrain d'avancer mais un grand nombre des pays connaissent de graves problèmes de santé environnementale imputables à une industrialisation non contrôlée et à la négligence de l'environnement.

Le Gouvernement américain est encore entrain de s'ajuster à ce changement et de chercher les armes pour mener une nouvelle "guerre" déployée avec autant de vigueur que fut la Guerre froide. Il est probable que le nouveau paradigme soulignera l'importance de la création d'entreprises et des partenaires commerciaux mais outre cela, ce changement essentiel dans le paysage comporte un certain nombre d'implications pour l'organisation qui succède à WASH.

- L'AID continuera à accroître ses activités dans les nouveaux états indépendants et en Europe de l'Est. Ces pays sont plus développés que ceux où WASH et d'autres organisations avaient l'habitude de travailler par le passé. La prestation d'une assistance technique à ces pays plus développés exigera probablement un travail d'une nature plus participative avec d'autres organisations américaines telle l'Agence des Etats-Unis pour la protection de l'environnement et des organismes multilatéraux tels que la Banque mondiale.
- La promotion du commerce et des marchés pour des entreprises américaines est un but louable mais on ne sait que peu de choses sur la manière dont l'assistance au développement peut aider à atteindre ce but. Le projet qui succède à WASH devrait s'assurer par exemple, que la réalisation de ce but n'entraîne pas une trop grande importance donnée aux technologies ou ne néglige pas les principes du transfert de technologies.

Dans l'ensemble, la direction vers laquelle se dirige WASH est compatible à ce changement de paysage. L'approche de WASH qui insiste sur la participation et la gestion communautaires, la décentralisation des services d'eau et d'assainissement et le rôle de la participation au public soutient la croissance de la démocratie. L'assistance hors-projet surtout le type d'assistance qui aide les pays à améliorer et à renforcer leurs institutions et à se donner les capacités néces-

saires pour résoudre leurs propres problèmes vient également soutenir le développement des démocraties du marché libre. Enfin, l'inauguration d'un nouveau projet axé sur la santé environnementale devrait permettre à l'AID de traiter plus facilement certains des plus graves problèmes de santé de ces nouveaux pays "en développement".

La route qui s'ouvre devant nous est celle de l'après-Rio et de l'après-Décennie. Ces deux événements ont changé les attitudes et les pratiques de l'assistance pour le développement.

La conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement tenue en juin 1992 à Rio de Janeiro, au Brésil a fait qu'il est impossible de penser au développement sans tenir compte de son effet sur l'environnement. Le concept de "pérennité" signifie à présent pérennité environnementale. Dans quasiment toutes les régions du monde, l'UNED a fait prendre conscience de l'importance de protéger l'environnement.

Dans le monde de l'après-Rio, un plus grand nombre de ressources de développement seront consacrées à des programmes visant à encourager ou à nettoyer l'environnement. En outre, un plus grand nombre d'aspects liés au développement seront intégrés au cercle environnemental, et seront considérés par le biais environnemental. Par exemple, la gestion des eaux usées sera vue comme un aspect de la gestion intégrée des ressources en eau. Dans le monde de l'après-Décennie de l'eau, le réalisme a pris le pas sur les buts non-réalistes et les croyances simplistes concernant la manière d'étendre la couverture de l'eau et de l'assainissement sans pour autant diminuer les nombreux accomplissements de la décennie internationale des Nations-Unies pour l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement (1981-1990), on ne peut s'empêcher de conclure que ce fut une déception. "L'eau et l'assainissement pour tous d'ici 1990" ressemble aujourd'hui à un but bien naïf. Les expériences de la décennie ont eu un effet de réveil à la réalité pour les organisations de développement qui ont bien dû se rendre à l'évidence et voir combien il était difficile de faire des améliorations durables dans le domaine de l'eau et de l'assainissement et de changer des comportements liés à l'hygiène qui sont bien ancrés.

Lorsque ceux qui ont travaillé dur pendant la décennie ont lancé l'ancre, ils ont conclu que le manque de capacités institutionnelles n'avait pas été suffisamment traité, qu'il aurait fallu envisager une plus grande gamme d'options—technique, de gestion, de politiques et de participation publique et que les solutions aux problèmes de l'eau et de l'assainissement sont de nature locale. La campagne internationale de la décennie est d'importance qu'elle a accordée aux chiffres sur la couverture a pu encourager des pays à mettre toutes leurs ressources dans la création d'installation en accordant une attention minimale aux besoins comportementaux et institutionnels.

Si certains traits du paysage sont nouveaux, il n'empêche que nombreux d'entre eux ne sont que trop familiers. Nous continuerons à intervenir par exemple dans un contexte de ressources limitées. Pendant les années 80, les pays en développement ont vu leurs ressources disparaître dans les paiements d'intérêts qui ont suivi la gamme d'emprunts des pétro-dollars. Nombreux ont subi des restructurations économiques difficiles qui leur donnaient droit à des prêts

internationaux. Pour les nations industrialisées, les années 80 ont été une période d'expansion de ces mêmes pays - même les plus prospères connaissent à présent une récession économique. Nombreuses économies nationales semblent s'écrouler, l'argent est rare et les dettes sont élevées. Là où les services d'eau et d'assainissement sont nécessaires, il n'est plus possible de pouvoir compter sur la largesse de l'état et les nations industrialisées, elles-mêmes en prise de difficultés auront tendance à diminuer le financement pour le développement à l'étranger.

Ce manque de ressources continuera à modeler l'assistance au développement dans le secteur de l'eau et de l'assainissement (et dans d'autres secteurs) de nombreuses manières:

- Les pays en développement accorderont une plus grande importance à l'impact sur la santé, au recouvrement des coûts, à l'efficacité et aux formules de services à moindre coût. Les institutions publiques de l'eau et de l'assainissement n'ayant pas les capacités de répondre aux besoins du public avec leurs budgets restreints chercheront à décentraliser et à transférer la responsabilité de l'eau et de l'assainissement aux utilisateurs, au secteur privé et aux organisations non-gouvernementales. Malheureusement il n'existe que peu d'expérience sur la manière de le faire efficacement. Les fonds de l'Etat seront de plus en plus recherchés par divers secteurs et ce sont les organisations qui peuvent articuler leurs besoins et la valeur de leurs services qui auront un avantage sur celles qui ne peuvent pas le faire.
- Les pays industrialisés seront obligés, de par la pression exercée par leurs habitants de favoriser une aide qui "revient" sous forme de commerce et d'échange et devront montrer des résultats et un impact.

La croissance de la population et l'urbanisation ne semblent pas pouvoir être contrôlées du moins dans le court terme. Elles continueront à multiplier les problèmes du secteur.

Dans certains pays, la croissance de la population s'est ralentie mais les effets de ce ralentissement ne se feront pas ressentir avant quelques temps. A moins que les ressources consacrées à l'eau et à l'assainissement ne soient augmentées de manière importante ou utilisées bien plus efficacement, les progrès en vue d'étendre la couverture continueront à être très lents, un grand nombre de problèmes de santé environnementale s'aggraveront et pousseront à la hausse le prix de la prestation des services. Le manque d'eau deviendra une question de plus en plus cruciale.

L'urbanisation, telle qu'elle est entrain de se faire, a changé le concept traditionnel. Aux termes d'une urbanisation standard, les terres présentant les conditions requises étaient obtenues par un particulier ou une municipalité puis, étaient dotées de l'infrastructure nécessaire—routes, égouts, drains d'eau, électricité—puis vendues comme lots de construction. Aujourd'hui, l'urbanisation se fait dans le sens inverse. Les terres proches des grandes villes—souvent les terres les pires, celles qui ne conviennent pas à l'urbanisation traditionnelle sont occu-

pées par les nouveaux habitants qui viennent de la campagne. Ils achètent ou occupent cette terre et construisent des habitats précaires. Il n'existe aucune infrastructure, il faudra l'installer plus tard—chose bien plus difficile une fois que les maisons sont construites. La question qui se pose à présent au secteur est de savoir comment fournir les services à ces communautés. Ce thème demande une bien grande attention qu'il n'a reçu jusqu'à présent.

Il n'est pas possible de parler de la route du futur sans mentionner les changements que l'AID traversera sans aucun doute pendant l'exercice 1993-94 et par la suite. Le nouvel administrateur, J. Brian Atwood, dans sa déclaration de demande de budget devant le sous-comité du Sénat pour la politique économique internationale, le commerce et l'environnement du comité des relations étrangères, le 14 juillet 1993 a fait remarqué que, dans le monde de l'après Guerre froide, les problèmes de développement mondial qui sont sources de menaces stratégiques sont la surpopulation, la dégradation de l'environnement, la pauvreté endémique et les migrations de masses. Ces problèmes menacent les intérêts politiques et économiques des Etats-Unis et de ses alliés et partant, il est de notre intérêt national d'utiliser l'assistance au développement pour répondre à ces problèmes par le biais des programmes durables. Il a également parlé de la manière dont les quatre domaines qu'il a retenus—environnement, population et santé, croissance économique et démographique—sont des domaines pivots pour notre intérêt national.

Tel que je l'ai mentionné au début de cette préface, le Projet WASH fera bientôt partie du passé mais cela ne signifie pas que les leçons de ce livre doivent être mises sur une étagère comme une vieille histoire. Les leçons se fondent sur l'expérience. Mais elles sont là pour guider le travail de développement sur la route à venir. Peut-être faudra-t-il les ajuster ou peut-être faudra-t-il les affiner au fur et à mesure que le secteur rencontre de nouveaux problèmes et essaye de saisir de nouvelles occasions. J'espère qu'elles aideront ceux d'entre nous qui travaillent dans le domaine de l'eau et de l'assainissement à se rapprocher un peu du jour où le manque d'une eau potable et de l'assainissement n'occupera plus le premier plan du catalogue des problèmes de développement.

*J. Ellis Turner
Directeur du Projet WASH
Août 1993*

Remerciements

La publication de ce rapport était possible grâce aux efforts conjoints de tout un groupe de personnes. Premièrement, le personnel et les consultants de WASH qui ont rédigé l'édition originale des leçons retenues, tout particulièrement Dennis Warner, ancien directeur du Projet WASH qui a démarré le travail, Mary Morgan, écrivain freelance qui a rédigé la première version, John Austin et Dennis Long du Bureau de la Santé qui ont apporté encouragement et soutien et Diane Bendahmane, spécialiste de la formation de WASH qui a poussé et encouragé au travail jusqu'à ce qu'on soit arrivé à une version finale publiée. La présente version à jour se fonde sur leurs accomplissements.

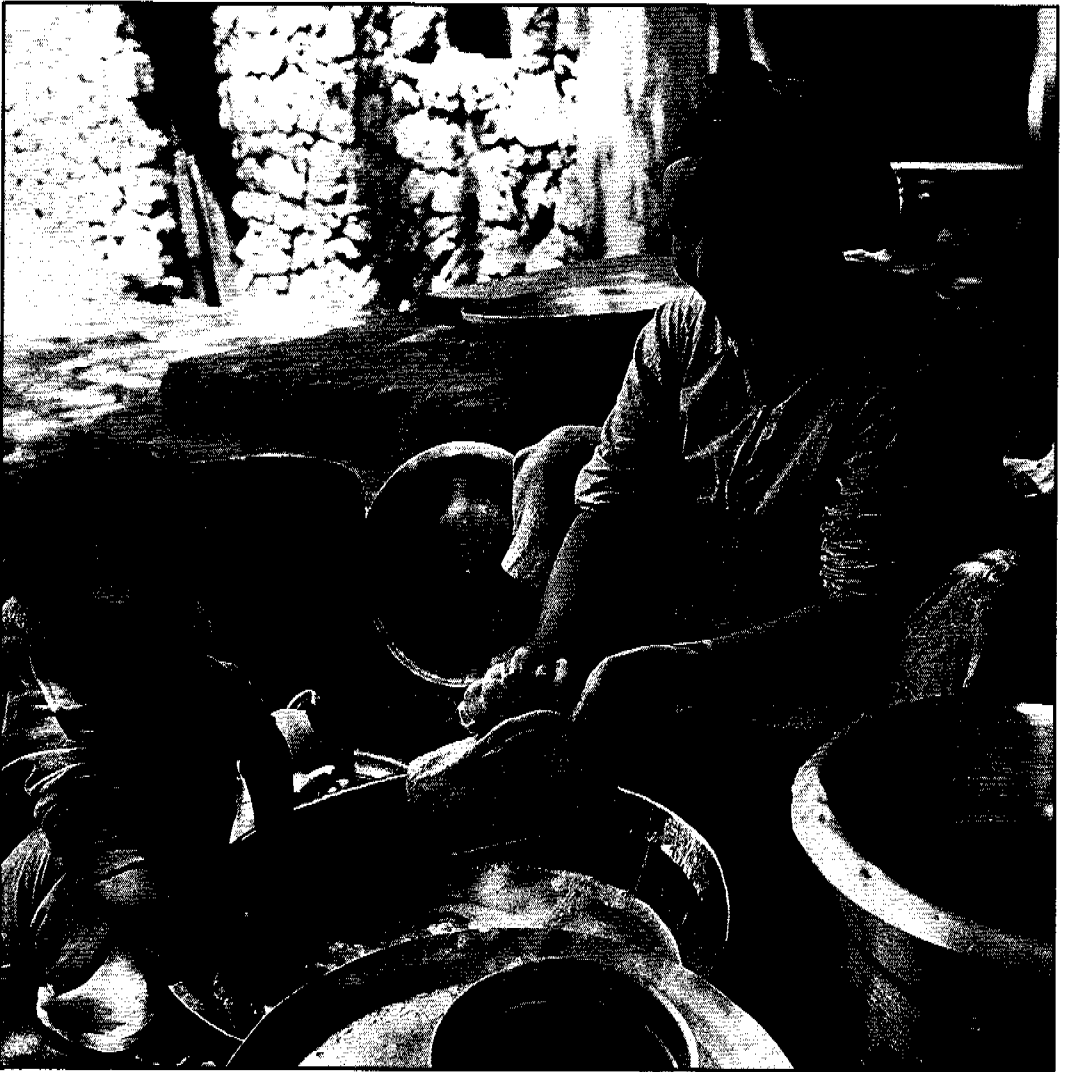
En deuxième lieu, je tiens à remercier tous les responsables de tâches de WASH, de 1992 à 1993, pour leur immense contribution à la version à jour: Eugene P. Brantly, Dan Campbell, Craig Hafner, Eduardo Perez, Philip Roark, Fred Rosensweig, Teresa Sarai, Jane Walker et May Yacoob. Ils ont été aidés par les rédacteurs, Rosemarie Philips est rédactrice et Christine De Joy. Diane Bendahmane a géré leurs travaux là aussi avec force encouragement et stimulation.

Troisièmement, WASH tient à faire une mention spéciale des examinateurs externes qui se sont proposés pour lire et commenter l'avant-projet: John Austin, consultant indépendant et ancien CTO de WASH; Rita Klees, USAID/Thaïlande; John Tomaro, AID/Bureau de la Santé; Jerry VanSant; Research Triangle Institute et Dennis Warner, OMS. Leurs suggestions, en vue de révisions et d'adjonctions, ont renforcé le présent rapport.

Quatrièmement, je désire remercier le service de publication du Projet WASH qui s'est occupé du traitement de texte, de la coordination de la production et de la traduction: Betsy Reddaway, responsable et Courtney Roberts assistante ainsi que Karen Dunwody, spécialiste du traitement de texte.

Enfin, je m'exprime au nom de tout le personnel pour faire mention du soutien apporté par l'AID tout particulièrement Julie Klement notre CTO et Dennis Carroll. Non seulement le bureau a entièrement appuyé cet effort ainsi que d'autres travaux de WASH en vue de saisir les leçons apprises, mais il a également, au fil des ans, apporté à WASH de nombreuses possibilités de réaliser des tâches "proactives" concernant divers thèmes et de cette manière a aidé à faire de WASH une organisation en constante évolution.

J. Ellis Turner
Directeur du Projet WASH



Mère et fille entraînent de laver la vaisselle dans une rue au Caire.

Chapitre 1: PRINCIPES FONDAMENTAUX

Le concept de développement

Plus d'une centaine de pays ont connu leur indépendance en l'espace d'un demi-siècle et le développement économique, social et politique de ces pays est devenu un des grands buts de toute la communauté internationale. Ces cinq dernières années, ces pays en développement ont vu se joindre à leur rang, les pays de l'Europe de l'Est et les nouveaux états indépendants de l'ancienne Union soviétique qui sont devenus les bénéficiaires de l'aide internationale. Les pays européens et un grand nombre des nouveaux états indépendants ont passé l'étape d'industrialisation mais pour eux, un grand nombre des problèmes

fondamentaux du développement n'ont pas encore trouvé de solutions. D'autres problèmes avec des impacts sanitaires plus étendus viennent d'institutions centralisées et mal gérées d'économies contrôlées et artificielles.

Bien qu'il n'y ait pas de définition précise du développement, l'on s'entend pour dire que c'est un processus aboutissant au minimum à une meilleure santé et longévité, une meilleure productivité et niveau de vie, une capacité accrue de résoudre les problèmes au niveau local et un accès plus grand aux biens et aux services essentiels. Les nations "développées" sont celles qui sont déjà passées par ce processus; les pays "en développement" sont ceux qui traversent encore cette transition.

Bien qu'il n'y ait pas de définition précise du développement, l'on s'entend pour dire que c'est un processus aboutissant au minimum à une meilleure santé et longévité, une meilleure productivité et niveau de vie, une capacité accrue de résoudre les problèmes au niveau local et un accès plus grand aux biens et aux services essentiels.

Si l'on veut qu'il soit réussi, le processus de développement d'un pays doit être complet, couvrant tous les aspects de la vie nationale. Mais pour se fixer des priorités et octroyer les modiques ressources, les gouvernements poursuivent généralement les buts de développement au sein de domaines dont chacun a ses propres problèmes et ses propres politiques et technologies connexes. Généralement, ces domaines spécialisés du développement—de l'agriculture, de l'éducation de la santé par exemple—sont appelés "des secteurs". Le secteur fournit le cadre d'organisation de la planification, de l'exécution et de la gestion des activités de développement.

L'un des secteurs les plus importants pour le développement a été celui de l'approvisionnement en eau potable, de l'éducation en matière d'hygiène et de l'assainissement dans les communautés urbaines, péri-urbaines et rurales. Les améliorations en ces domaines sont de nature capitale si l'on veut promouvoir la santé au sein de la population en général et la survie de l'enfance en particulier. Ce sont les aspects fondamentaux pour le développement de nombreuses industries et entreprises et pour l'expansion urbaine en général. Les principales installations de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement surtout celles qui desservent les zones urbaines et centres économiques font partie de l'infrastructure nationale au même titre que les routes et des réseaux électriques. Dans les zones rurales, l'amélioration des points d'eau, l'installation d'équipements sanitaires et de bonnes mesures d'hygiène font partie intrinsèque

du développement communautaire. Aussi, la communauté internationale du développement a-t-elle fait des investissements très importants dans l'approvisionnement et l'assainissement.

L'importance de l'eau et de l'assainissement

L'approvisionnement en eau et l'assainissement sont les pierres angulaires du processus du développement qui influençant le développement économique, l'emploi, l'agriculture, l'habitat et la santé et maints autres secteurs. Ces avantages concernent la société dans son entier. Le soutien de financement apporté aux projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement se justifie généralement mieux sur la base de la santé. Pour reprendre les mots du Docteur Halfdan Mahler, ancien directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé "le nombre de robinets par 1000 personnes est un meilleur indicateur de la santé que le nombre de lits d'hôpital."

Les bénéfices pour la santé tiennent à une meilleure qualité et à de plus grandes quantités d'eau, à des équipements sanitaires suffisants et à des changements dans le comportement liés à l'hygiène. La transmission d'un certain nombre de maladies véhiculées par l'eau (la draconculose et le choléra) proviennent directement de la boisson d'une eau contaminée. Dans d'autres cas, la transmission se fait par le biais d'un contact (schistosomiase). L'eau est également un milieu de culture pour certains vecteurs (par exemple la dengue et le paludisme). Si on n'a pas suffisamment d'eau pour laver les mains et les ustensiles de cuisine ou si on ne s'entoure pas des mesures d'hygiène nécessaires, on court souvent le risque de contracter des maladies diarrhéiques. Les maladies et la mauvaise santé sont un poids lourd pour l'économie, la communauté, la famille et l'individu. Des améliorations dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement peuvent diminuer l'incidence d'un grand nombre de ces maladies ou les supprimer entièrement.

Une étude après l'autre indique que les enfants tirent d'immenses avantages des améliorations portées à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement. Ces améliorations dans les pratiques liées à

"Le nombre de robinets par 1000 personnes est un meilleur indicateur de la santé que le nombre de lits d'hôpital."

Ces améliorations dans les pratiques liées à l'eau et à l'assainissement jouent un rôle extrêmement important dans la diminution de la mortalité infantile, la prévention de la diarrhée et l'amélioration de la nutrition infantile et de la santé en général.

Contrairement à maintes autres interventions sanitaires, les améliorations de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement entraînent toute une gamme d'avantages secondaires autres que sanitaires.

Les faits suggèrent également que les répercussions négatives sur la santé se multiplient lorsque les installations d'eau et d'assainissement se dégradent. Par exemple, le retour du choléra en Amérique en 1991 peut être vu comme une indication de la détérioration des équipements d'eau et d'assainissement.

l'eau et à l'assainissement jouent un rôle extrêmement important dans la diminution de la mortalité infantile, la prévention de la diarrhée et l'amélioration de la nutrition infantile et de la santé en général et de ce fait peuvent et devraient être utilisées comme un levier puissant pour obtenir un soutien pour les améliorations au niveau de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement.

En outre, contrairement à maintes autres interventions sanitaires, les améliorations de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement entraînent toute une gamme d'avantages secondaires autres que sanitaires. Elles permettent des avantages économiques pour la population en général et pour les femmes en particulier puisqu'il faut moins de temps pour aller chercher l'eau. Malheureusement, il est parfois difficile de démontrer les nombreux avantages liés à l'eau et à l'assainissement par le biais des techniques classiques du coût-efficacité.

L'approvisionnement en eau et l'assainissement sont des conditions nécessaires mais pas toujours suffisantes en elles-mêmes pour arriver à faire régresser une maladie. Plutôt que d'avoir un impact immédiat et direct sur la diminution de la maladie, l'eau et l'assainissement semblent avoir un effet "multiplicateur" dans le long terme qui permet de diminuer la mortalité en tant que résultat de l'amélioration environnementale. L'un des rares ensembles de données disponibles corroborent cet effet. Il indique que, dans les villes de la France au 19^{ème} siècle, les nettes diminutions dans les modes de mortalité coïncidaient avec l'introduction de l'eau courante et les systèmes d'égout. Les faits suggèrent également que les répercussions négatives sur la santé se multiplient lorsque les installations d'eau et d'assainissement se dégradent. Par exemple, le retour du choléra en Amérique en 1991 peut être vu comme une indication de la détérioration des équipements d'eau et d'assainissement puisqu'une population et une urbanisation toujours croissantes obèrent les ressources de pays qui ont déjà du mal à faire face à la situation.

Lutte contre les maladies diarrhéiques. En termes d'avantages pour la santé liés à une meilleure situation sur le plan eau et assainissement, c'est la diminution des maladies diarrhéiques qui est en tête de

liste. Les maladies diarrhéiques provenant d'une eau contaminée tuent environ deux millions d'enfants par an. La diarrhée se répercute également sur la nutrition infantile. La principale cause de retard de croissance chez les enfants des pays en développement est une mauvaise nutrition venant en partie d'épisodes diarrhéiques fréquents. Là aussi, des épisodes diarrhéiques répétés inhibent les capacités d'absorption des aliments par le corps. Par conséquent, des enfants qui risquent déjà de mourir suite à la diarrhée courent également un risque sur le plan nutritionnel. La diarrhée, conjuguée au manque d'aliments fait que la plupart des enfants pauvres ne connaissent pas une croissance normale en dépit des interventions médicales et nutritionnelles.

Même s'il est difficile d'établir une relation précise entre de meilleures installations d'eau et d'assainissement et l'incidence de la maladie diarrhéique, la relation est bien étayée. On s'est rendu compte que la quantité ainsi que la qualité de l'eau est un des grands facteurs de la diminution des maladies diarrhéiques suite aux bains plus fréquents, au lavage plus soigné des aliments et à une meilleure propreté venant de ce qu'on dispose de plus d'eau. De même, un meilleur assainissement a un effet positif significatif. Une étude de WASH analysant des données sur plus de 2000 enfants au Guatemala a montré que le rabougrissement, mesure de l'état sanitaire et nutritionnel d'un enfant, est deux fois plus susceptible de se présenter chez les enfants vivant dans les communautés avec un assainissement insuffisant par rapport à ceux qui vivent dans les communautés avec des niveaux élevés d'assainissement.

Un rapport de WASH enquêtant 142 études sur l'impact qu'ont de meilleures installations d'eau et d'assainissement sur six maladies transmises par l'eau concluait que ces améliorations sur le plan de l'eau et de l'assainissement permettaient des effets étendus sur la santé: les gens sont moins susceptibles de contracter les maladies et, au cas où ils en contractent, c'est généralement moins grave. Les Tableaux 1 et 2 de cette étude indiquent le nombre élevé de victimes que font ces maladies transmises par l'eau dans les pays en développement ainsi que les diminutions de la morbidité possibles grâce aux diverses interven-

On s'est rendu compte que la quantité ainsi que la qualité de l'eau est un des grands facteurs de la diminution des maladies diarrhéiques suite aux bains plus fréquents, au lavage plus soigné des aliments et à une meilleure propreté venant de ce qu'on dispose de plus d'eau.

TABLEAU 1

**Incidence et effets de maladies choisies
dans les pays en développement
(non-compris la Chine)**

| Maladie | Incidence | Décès estimés/année |
|----------------|---------------|---------------------|
| Diarrhée | 875 millions* | 4 600 000 |
| Ascariidose | 900 millions | 20 000 |
| Ver de Guinée | 4 millions | ** |
| Schistosomiase | 200 millions | ** |
| Ankylostome | 800 millions | ** |
| Trachome | 500 millions | *** |

* Cas estimés par année

** L'effet généralement débilisant plutôt que mortel

*** Principale conséquence: la cécité

Source: Steven A. Esrey et al., "Health Benefits from Improvements in Water Supply and Sanitation: Survey and Analysis of the Literature on Selected Diseases," Rapport technique WASH No. 66, avril 1990.

tions d'eau, d'assainissement et d'éducation en matière d'hygiène. Il convient de faire des études complémentaires des impacts sanitaires des diverses interventions de l'eau et de l'assainissement pour continuer les stratégies de développement.

Stratégies préventives et curatives. Ces dernières années, des interventions plus immédiates et moins coûteuses pour améliorer la santé infantile ont

TABLEAU 2

**Diminution prévue dans la morbidité grâce à un meilleur approvisionnement
en eau et assainissement**

| | Toutes les études | | | Meilleures études | | |
|-----------------------|-------------------|---------|------------|-------------------|---------|------------|
| | No. | Médiane | Fourchette | No. | Médiane | Fourchette |
| Maladies diarrhéiques | 49 | 22% | 9%-100% | 19 | 26% | 9%-68% |
| Ascariidose | 11 | 28% | 0%-70% | 4 | 29% | 15%-70% |
| Ver de Guinée | 6 | 76% | 37%-98% | 2 | 78% | 75%-81% |
| Ankylostome | 9 | 4% | 0%-100% | — | — | — |
| Schistosomiase | 4 | 73% | 59%-87% | 3 | 77% | 59%-87% |
| Trachome | 13 | 50% | 0%-91% | 7 | 27% | 0%-79% |

Source: Esrey *et al.*

obtenu une très grande attention de la part des bailleurs de fonds. Probablement que les deux plus connues sont la thérapie de réhydratation orale (SRO) et les vaccinations. La TRO est une technique pour traiter la déshydratation, principal effet de la diarrhée sur la santé. C'est un simple traitement qui suppose qu'on mélange et qu'on donne une solution de sel, de sucre et d'eau. Une fois formée, une mère peut donner la TRO à la maison. La TRO n'empêche pas les maladies diarrhéiques mais c'est un moyen de traitement extrêmement efficace.

Outre la TRO, les bailleurs de fonds ont attaché une plus grande importance à la vaccination des enfants contre les cinq grandes maladies de l'enfance. De pair avec la TRO, la vaccination a été mise au centre de l'effort international en vue d'améliorer les chances de survie et la santé des enfants. Alors que les bailleurs de fonds se retrouvaient avec des budgets limités et cherchaient diverses manières de les utiliser le plus efficacement possible, ils ont accordé la priorité à de telles interventions de lutte contre les maladies parfois en excluant des programmes préventifs à long terme comme l'approvisionnement en eau et l'assainissement.

Et pourtant, il ne faudrait pas que ce soit l'un ou l'autre. Les deux interventions à long terme préventives et axées plus spécifiquement sur les maladies sont valides et, par conséquent, une combinaison des deux représente la meilleure stratégie. En outre, l'approvisionnement en eau et l'assainissement peuvent jouer un rôle complémentaire très important pour renforcer au maximum l'efficacité de nombreuses interventions spécifiques.

Rien ne pourrait souligner plus l'importance de la prévention que le retour du choléra en Amérique latine en 1991. Dans de nombreux pays, les gouvernements n'ont pas pu suivre l'accroissement de la population et fournir à tous des services d'eau et d'assainissement. Le manque de traitement des eaux usées et la désinfection insuffisante de l'eau ont tout particulièrement créé une situation favorisant la propagation du choléra. Le choléra est également endémique en Afrique et en Asie. Cette maladie inquiétante restera une menace tant que les points d'eau risquent d'être contaminés par les matières fécales humaines.

Et pourtant, il ne faudrait pas que ce soit l'un ou l'autre. Les deux interventions à long terme préventives et axées plus spécifiquement sur les maladies sont valides et, par conséquent, une combinaison des deux représente la meilleure stratégie.

La maladie du ver de Guinée, ou draconculose, est une autre maladie hydrique qui a fait l'objet d'une grande attention ces dernières années. L'Organisation mondiale de la Santé a fixé 1995 comme l'année d'éradication de la draconculose, maladie qui dépend énormément des améliorations portées aux installations d'eau. La draconculose est une maladie débilitante qui défigure. Elle est causée par une larve qui entre dans le corps par le biais de l'eau de boisson, qui s'y développe puis qui sort par la peau une fois arrivée au stade adulte (l'incidence annuelle de la draconculose est légèrement inférieure à 1 million dans environ 20 pays). Lorsqu'on dispose d'eau salubre, l'incidence de la maladie régresse très nettement. De fait, dans les régions où la maladie est prévalente, les diminutions dans la morbidité imputable au ver de Guinée peuvent être utilisées comme mesure directe des améliorations portées aux points d'eau.

Sur les trente-sept grandes maladies dans les pays en développement, 21 sont liées à l'eau et à l'assainissement. A cette liste de maladies, il faut ajouter les problèmes de santé plus "modernes" causés par l'ingestion d'une eau contaminée par des matières organiques ou inorganiques.

Les problèmes sanitaires modernes de l'eau et de l'assainissement

Sur les trente-sept grandes maladies dans les pays en développement, 21 sont liées à l'eau et à l'assainissement. Pour 10 de ces 21 maladies, on considère que l'eau et l'assainissement sont des interventions primaires en vue de prévention: la diarrhée, la typhoïde, la schistosomiase, l'amibiase, l'ankylostome, l'hépatite A, l'ascaridiose, la gardiase, la trichocéphalose et la draconculose. Ces dix maladies causent un grand nombre de maux chaque année. Une des sources, s'inspirant des chiffres de 1986, indique que les dix maladies étaient responsables de plus de 28 milliards d'épisodes de maladies par année dans les pays en développement¹. Selon le Rapport du développement dans le monde de la Banque mondiale de 1993, la mortalité annuelle imputable aux maladies s'élève à environ 3 000 000 mais les maladies les plus meurtrières sont les maladies diarrhéiques—et de loin—avec un total de 2 866 000 décès.

1 Julia A. Walsh, "Estimating the Burden of Illness in the Tropics" (Chaper 25) in Kenneth S. Warren and Adel A. F. Mahoud, *Tropical and Geographic Medicine* (McGraw Hill, 1990), p.190.

A cette liste de maladies, il faut ajouter les problèmes de santé plus "modernes" causés par l'ingestion d'une eau contaminée par des matières organiques ou inorganiques. Il existe peu de données sur l'ampleur de ces problèmes de santé dans des pays en développement mais il est évident qu'une industrialisation de plus en plus poussée, les progrès de l'agriculture, la croissance de la population et l'urbanisation aggravent le problème.

Ces problèmes seraient très prononcés dans les nouveaux états indépendants de l'ancienne Union soviétique ainsi qu'en Europe de l'Est et du Centre bien que les données fiables soient rares. WASH a participé à une équipe de la Banque mondiale réalisant une mission d'identification et de préparation d'un projet environnemental en Russie. Le consultant de WASH a trouvé que les usines de traitement des eaux usées contenaient une fange importante et que les contaminants passaient dans les eaux souterraines et les rivières.

Par la suite, WASH a organisé un atelier régional à Tashkent, en Uzbekistan pour quatre des républiques de l'Asie centrale de l'ancienne Union Soviétique portant sur l'étude et la gestion des problèmes sanitaires liés à l'environnement. Ces républiques connaissent de graves problèmes de santé publique causés ou aggravés par la dégradation prononcée de l'environnement. Les pratiques agricoles ont entraîné une importante contamination de l'eau aux pesticides et à la salinisation des sols et des eaux souterraines. Les extractions minières et les industries ont été à l'origine de la contamination des eaux locales par les produits chimiques industriels et les métaux. Il existe des problèmes chroniques et répandus: eau de boisson insalubre et déchets non-traités. Et vu qu'ils sont exposés à ces conditions environnementales, les habitants de ces républiques connaissent de graves problèmes de santé allant de diarrhées aiguës à des empoisonnements par le biais de pesticides.

La plupart des pays en développement manquent de personnel techniquement qualifié mais dans les pays de développement "avancés" de l'Europe centrale et de l'Est et dans l'ancienne Union soviétique, il existe un grand nombre de personnes formées mais on manque d'information pour étayer les plans

Les interventions d'approvisionnement en eau et d'assainissement permettent en fin de compte aux enfants, non pas simplement de survivre une maladie après l'autre mais d'aller à l'école et de pouvoir profiter pleinement de l'instruction sans avoir des vers, sans perdre des jours à cause de la draconculose, du paludisme et sans devoir souffrir d'épisodes diarrhéiques chroniques.

La croissance de la population peut dépasser à un tel point l'installation de systèmes que même après de nombreuses années d'investissement dans l'approvisionnement en eau et d'assainissement, le nombre absolu de personnes mal desservies peut être environ le même ou peut-être plus grand qu'au début de l'effort.

et de compétences en matière de planification dans un mode démocratique.

Bien qu'il soit important d'en connaître autant que possible sur l'étiologie des maladies hydriques, le travail consistant à fournir à tous l'eau et l'assainissement devrait être centré sur la santé et non pas sur les maladies. Les interventions d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'éducation pour l'hygiène visent à maintenir les gens en bonne santé. Vu sous cet angle, elles permettent en fin de compte aux enfants, non pas simplement de survivre une maladie après l'autre mais d'aller à l'école et de pouvoir profiter pleinement de l'instruction sans avoir des vers, sans perdre des jours à cause de la draconculose, du paludisme et sans devoir souffrir d'épisodes diarrhéiques chroniques.

Le contexte de développement

La mise en place des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement prend place dans un monde réel de fonds modiques, de moult priorités, de limitations des ressources humaines et autres limitations institutionnelles et de systèmes sociaux et politiques qui façonnent et déterminent leur éventuel succès. Il faut des ressources financières et humaines/institutionnelles et les deux manquent dans la plupart des contextes du tiers monde. Ces limitations entravent sérieusement les efforts que peut faire un pays en toute réalité pour répondre aux besoins du secteur.

Les contextes sociaux, économiques et politiques sont aussi importants que les ressources puisque c'est dans ce cadre que se déroulent les projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Par exemple, la croissance de la population peut dépasser à un tel point l'installation de systèmes que même après de nombreuses années d'investissement dans l'approvisionnement en eau et d'assainissement, le nombre absolu de personnes mal desservies peut être environ le même ou peut-être plus grand qu'au début de l'effort. Le Tableau 3 indique le nombre de personnes qui n'étaient pas desservies par l'eau et l'assainissement au début et à la fin de la Décennie internationale de l'alimentation en eau potable et de l'assainissement

TABLEAU 3

Populations non-desservies
(en millions)

| Approvisionnement en eau | | | | Assainissement | | | |
|--------------------------|------|-------|------|----------------|------|-------|------|
| Urbain | | Rural | | Urbain | | Rural | |
| 1980 | 1990 | 1980 | 1990 | 1980 | 1990 | 1980 | 1990 |
| 235 | 204 | 1511 | 1089 | 374 | 345 | 1591 | 1603 |

Source: Examen de la fin de la décennie, 1990.

(1981-90). Le Tableau 4 compare l'accroissement de la population pendant la même période. Notons que les gains sur le plan assainissement sont particulièrement faibles.

Les traditions de responsabilités gouvernementales et de formulation et exécution des politiques jouent régulièrement un rôle très important. Si le système politique est tel que le gouvernement ne peut pas rationnellement et objectivement mettre en place des politiques, des plans des programmes et des projets, il est évident que cette situation se répercutera sur l'assainissement et l'approvisionnement en eau. De même, s'il n'existe pas d'infrastructure pour sou-

TABLEAU 4

Croissance de la population comparée aux progrès de couverture
1980-1990
(en millions)

| | Couverture eau | Croissance de la population | Progrès net |
|---------|-------------------------|--------------------------------|----------------|
| Urbain | 427 | 396 | +31 |
| Rural | 778 | 356 | +422 |
| Général | 1205 | 752 | +453 |
| | Couverture sanitaire | Croissance de la population | Progrès net |
| Urbain | 425 | 396 | +29 |
| Rural | 344 | 356 | -12 |
| Général | 769 | 752 | +17 |

Source: Examen de la fin de la décennie, 1990.

tenir les améliorations portées à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement—électricité pour faire fonctionner les pompes, routes et véhicules pour transporter les gens et les matériaux—les efforts de développement seront très entravés.

Dans les pays en développement, il est important que l'approvisionnement en eau et l'assainissement reçoivent une priorité assez élevée pour s'assurer que les liens nécessaires soient mis en place avec d'autres activités gouvernementales et d'autres efforts de développement. Dans la plupart du contexte du monde en développement, il se peut que plusieurs ministères participent à différents aspects de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement. Mais même si la responsabilité incombe surtout à un seul ministère, il est quasi certain que plus d'un service sera concerné. En accordant une haute priorité à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement, on garantira l'accès nécessaire aux ressources humaines et financières qui existent dans d'autres services et ministères et on encouragera une meilleure coordination des activités et une utilisation plus efficace des ressources. Cela peut aider à mettre en place le soutien nécessaire du point de vue politiques.

En accordant une haute priorité à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement, on garantira l'accès nécessaire aux ressources humaines et financières qui existent dans d'autres services et ministères.

Le rôle du Projet WASH

Les Etats-Unis ont été un leader du développement à l'échelle mondiale puisque le pays a accordé depuis les années 40 des centaines de millions de dollars par an au titre de l'assistance directe au développement, du soutien économique et des garanties de prêt pour toute une gamme d'activités de développement. Au premier plan de l'assistance bilatérale américaine se trouve l'Agence pour le Développement international (AID) qui intervient par le biais de ses bureaux et missions dans le monde entier. Les Etats-Unis sont également un de pays qui contribue de manière importante à d'autres organisations du développement multilatéral telles que l'UNICEF et le Programme des Nations Unies pour le Développement ou encore la Banque mondiale et les banques de développement régional.

L'AID a toujours utilisé l'assistance technique pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement

aux fins de soutenir et de compléter le financement de ses projets mais, la Décennie internationale de l'approvisionnement en eau potable et de l'assainissement a poussé l'AID à renforcer et à simplifier ses capacités d'assistance technique. En juillet 1980, l'Agence créait le Projet d'eau et d'assainissement pour la Santé (WASH).

Le mécanisme de financement était par un contrat sur plusieurs années et à hauteur de plusieurs millions de dollars, accordé sur appel à la concurrence et remporté par un consortium d'organisations dirigé par Camp Dresser & McKee International Inc. (CDM), un bureau établi à Cambridge, au Massachusetts qui se spécialise dans les services d'ingénierie environnementale. Depuis 1980, le consortium CDM a été le maître d'oeuvre du Projet WASH puisque trois contrats successifs lui ont été adjugés. Le projet se termine en novembre 1993 mais ses activités continueront et seront intégrées par l'AID dans le projet plus vaste de santé environnementale.

Le Projet WASH a été conçu comme un moyen novateur de canaliser et de déployer des ressources dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement. Le programme a commencé à se concentrer sur les zones rurales mais, ces dernières années, une attention plus grande a été accordée aux zones urbaines et aux problèmes spécifiques liés à l'eau et à l'assainissement dans les milieux urbains pauvres. Pendant les premières années, la mission de WASH ne touchait qu'à l'eau et à l'assainissement dans les milieux urbains pauvres. Pendant les premières années, WASH n'intervenait qu'au niveau de l'eau et de l'assainissement mais, par la suite, cette mission a été élargie englobant également l'évacuation des déchets solides et la gestion des eaux usées ainsi que des déchets industriels et toxiques.

Tout au long, WASH a été un réseau d'information, de transfert de technologies, d'assistance technique et de formation afin de soutenir les efforts déployés par l'AID pour aider les pays clients dans l'ensemble du monde. Le contractant a travaillé sous la direction technique du Bureau de la Santé de l'AID.

Au fil de son histoire, WASH est intervenu dans le cadre de quelques 800 activités dans 85 pays en Afrique, en Asie, en Amérique latine, en Europe de l'Est et dans les nouveaux états indépendants de l'an-

Le Projet WASH a été conçu comme un moyen novateur de canaliser et de déployer des ressources dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement.

Pendant les premières années, la mission de WASH ne touchait qu'à l'eau et à l'assainissement. Par la suite, cette mission a été élargie englobant également l'évacuation des déchets solides et la gestion des eaux usées ainsi que des déchets industriels et toxiques.

cienne Union soviétique. La plupart des activités répondaient à des demandes venant des missions de l'AID à l'étranger qui cherchaient à obtenir une assistance directe pour les pays en question. En outre, le projet a prêté une assistance à d'autres organisations du Gouvernement américain (telles que le Corps de la Paix) et à des nombreuses organisations non-gouvernementales (CARE, Catholic Relief Services et World Vision). Toutes les activités visaient à transférer dans les pays en développement le savoir-faire et les outils dont ils ont besoin pour atteindre les buts qu'ils se sont fixés sur le plan de l'approvisionnement et de l'assainissement. WASH a également aidé l'AID à élaborer les politiques régionales et nationales pour les programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

Tout au long, WASH a été un réseau d'information, de transfert de technologies, d'assistance technique et de formation afin de soutenir les efforts déployés par l'AID pour aider les pays clients dans l'ensemble du monde.

Les leçons et principes: Organisation du présent rapport

En 1990, le Projet WASH a rédigé un document intitulé *Leçons retenues du Projet WASH: Dix années d'expérience en matière d'eau et d'assainissement dans les pays en développement*. Le manuel se basait sur les vastes connaissances acquises par WASH quant à ce qui réussit au niveau de l'assistance technique et de l'exécution des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les zones rurales. Au début de 1993, voyant la fin de WASH approchée, le projet a décidé de réaliser une version revue, mise à jour des leçons retenues, qui couvrirait l'expérience intégrale de WASH. Ce rapport en est le résultat.

Environ la moitié du rapport est quasiment analogue à la première version mais l'autre moitié a été profondément changée et de nombreuses leçons sont nouvelles ou ont été formulées de manière plus précise. Une grande partie de ce qui est nouveau se trouve dans le chapitre sur les stratégies de programmes, témoignant de l'expérience récente de WASH dans le domaine de la gestion des eaux usées en zones urbaines et de l'assainissement fondamental tout particulièrement, l'assainissement péri-urbain, la participation communautaire, l'évaluation de risques, le changement comportemental etc. Les sections sur

la participation privée et la gestion financière dans le chapitre sur la pérennité ont été très étoffées.

De même que le précédent, le présent rapport s'inspire des réflexions d'un grand nombre des personnes qui ont géré le Projet WASH et sur les comptes rendus publiés. Il distille l'expérience de WASH en 20 leçons apprises dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement. Un grand nombre des leçons ne sont pas uniques à WASH. Elles ne reflètent pas non plus l'ensemble des connaissances utiles sur le développement qu'a pu acquérir le projet. Mais elles représentent bien l'essence même de l'expérience de WASH.

Toutes les leçons de ce livre se fondent sur le travail de terrain de WASH et pour la plupart elles sont expliquées dans les rapports techniques et d'activités du projet. Mais lorsque l'idée s'est présentée de réaliser un rapport sur les leçons apprises, on a décidé de ne pas rompre le flot du texte avec des rappels en bas de page ou des références bibliographiques. En outre, le rapport ne mentionne que rarement des exemples spécifiques. Le lecteur devrait se rapporter à la liste des rapports choisis de WASH donnée à la fin du rapport pour toutes les études de cas et de documentation.

Les leçons se rangent en deux catégories générales. La première catégorie, (chapitre 2) traite de la mise en place et du fonctionnement d'un programme d'assistance technique. Ces leçons décrivent les caractéristiques centrales du Projet WASH au fur et à mesure de son évolution. Elles intéresseront peut-être surtout les bailleurs de fonds qui apportent une assistance technique internationale mais un grand nombre d'entre elles concernent également des gouvernements centraux, fournissant une assistance technique locale. La seconde catégorie (chapitre 3-5) contient des leçons de terrain qui devraient intéresser tout particulièrement tout le groupe de personnes responsables de la planification, de l'exécution, du financement ou de l'évaluation de programmes et de projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

Les chapitres 2 à 5 commencent par un principe fondamental à partir duquel les leçons sont discutées tout au long du chapitre. Chaque leçon couvre un grand thème tel que "la conception de l'assistance technique" ou "les systèmes d'exploitation et de

Le présent rapport s'inspire des réflexions d'un grand nombre des personnes qui ont géré le Projet WASH et sur les comptes rendus publiés. Il distille l'expérience de WASH en 20 leçons apprises dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement.

Les leçons se rangent en deux catégories générales. La première catégorie traite de la mise en place et du fonctionnement d'un programme d'assistance technique. La seconde contient des leçons de planification, d'exécution, de financement ou d'évaluation de programmes et de projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

Le développement dans le monde réel est une entreprise extrêmement complexe avec toute une gamme de nécessités et d'actions inconstantes et parfois contradictoires. Ce n'est de loin pas aussi simple que ne semblent l'impliquer les vingt leçons.

Le rôle des consultants techniques n'est pas de prendre les décisions pour le personnel du pays hôte, mais de faciliter un processus qui leur permet de prendre les décisions par eux-mêmes.

l'entretien" et la discussion de ce thème fournit un contexte pour les leçons elles-mêmes. "Des sous-leçons" sont mises en exergue dans la marge. Cette présentation—des années d'expérience dans le développement traduite en 20 leçons spécifiques—a l'avantage d'ajouter un côté prenant et pratique à ce rapport. Mais le développement dans le monde réel n'est de loin pas aussi simple ou aussi bien démarqué que ne l'impliquent les 20 leçons. Les questions et préoccupations prioritaires du secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement sont intimement liées entre elles. Aussi, les chapitres se chevauchent-ils dans une certaine mesure et les idées données dans un contexte sont à nouveau revues dans un autre avec une autre connotation.

Les cinq principes et les vingt leçons constituent ensemble une esquisse de la méthodologie WASH pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement. Le pivot de cette méthodologie n'est qu'une application spécifique du principe démocratique de base: à savoir que, quel que soit le niveau du processus décisionnel, les gens ordinaires peuvent résoudre leurs propres problèmes si on leur en donne l'occasion. Aucune politique ou aucun programme ne saurait réussir à moins qu'ils ne réussissent eux-mêmes. Les quatre grands principes liés à cette hypothèse et confirmés par l'expérience de WASH se rapportent à l'assistance technique d'un caractère participatif aboutissant aux transferts de compétences, à la responsabilité partagée des résultats du développement, aux stratégies efficaces vérifiant que l'approvisionnement en eau et l'assainissement rapportent les avantages escomptés ainsi qu'à la pérennité du système en tant que mesure de la réussite.

Assistance technique. Le premier principe est que l'assistance technique réussit surtout si elle aide les gens à faire les choses pour eux-mêmes dans le long terme. L'assistance technique est un processus interactif entre les personnes offrant une assistance et les personnes qui la reçoivent. Le rôle des consultants techniques n'est pas de prendre les décisions pour le personnel du pays hôte, mais de faciliter un processus qui leur permet de prendre les décisions par eux-mêmes. Vu que ce sont eux qui

doivent vivre avec les décisions, il est plus important que les solutions adoptées obtiennent leur soutien plutôt que d'être appuyées par des experts techniques, sauf dans les domaines exclusivement techniques. Cette règle s'applique aux étapes de planification et d'exécution du développement.

Ce style d'assistance technique tend également à faire participer un grand nombre de personnes à la prise de décisions. Un expert qui dispense ses sages conseils d'en haut est toujours mis de côté en faveur de processus participatifs et de décisions en groupes.

Cinq leçons découlent de ce principe général sur la manière d'assurer l'efficacité de l'assistance technique.

- Première leçon: une assistance technique efficace se concentre sur le renforcement des **institutions locales** et le transfert de compétences durables.
- Leçon deux: l'assistance technique dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement demande une **approche interdisciplinaire** et non pas une approche restreinte et spécialisée.
- Leçon trois: **une approche participative**—facilitation et non pas directives rigides—maximise les chances de voir les projets et les programmes se maintenir dans le temps.
- Leçon quatre: l'assistance technique fournit par le biais de la **collaboration** entre organismes multilatéraux et bilatéraux et projets financés par l'AID permet d'utiliser au maximum les modiques ressources.
- Leçon cinq: un **service d'information active** peut étendre la portée ainsi que la visibilité et la crédibilité de l'assistance technique.

Généralement, un pays en développement compte au moins cinq types de participants: le gouvernement, les bailleurs de fonds, les organisations non-gouvernementales, les communautés locales et les bénéficiaires ainsi que le secteur privé.

Responsabilité partagée. Le second principe est qu'un développement soutenable est plus susceptible si chacun des participants clés reconnaît et assume son rôle et porte sa part de responsabilité. Généralement, un pays en développement compte au moins cinq types de participants: le gouvernement (pouvant inclure les collectivités locales et le gouvernement central), les bailleurs de fonds (bilatéraux et

multilatéraux) les organisations non-gouvernementales, les communautés locales et les bénéficiaires ainsi que le secteur privé.

En règle générale, la division du travail est la suivante: Le gouvernement devrait contrôler le processus d'élaboration et fixer les politiques et les priorités. Les utilisateurs doivent participer mais la nature de la participation dépend de la situation. Par exemple, dans les zones rurales, les communautés devraient assumer la principale responsabilité de l'exploitation et de l'entretien des systèmes. Les bailleurs de fonds peuvent fournir un financement et une assistance technique conformes aux priorités du gouvernement avec des organisations non-gouvernementales intervenant dans des domaines spécifiques qui ne sont pas couverts par les principaux bailleurs de fonds. Enfin, le secteur privé fournit les capitaux nécessaires à l'investissement ou les services dans le cadre d'un contrat avec de bonnes chances d'améliorer l'efficacité. D'où cinq leçons complémentaires:

- **Leçon six: le rôle du gouvernement** consiste à assumer la responsabilité première de la gestion du secteur, notamment la planification, la coordination avec les bailleurs de fonds, la réforme des politiques, la réglementation ainsi que les aspects institutionnels et financiers du développement.
- **Leçon sept: le rôle des bailleurs fonds** est de fournir un soutien coordonné au gouvernement pour concevoir ou réaliser leur plans nationaux.
- **Leçon huit: les ONG** sont capables de fonctionner efficacement et exactement là où les bailleurs de fonds peuvent trouver qu'il est difficile de le faire—au niveau de la communauté locale et dans des situations très politisées.
- **Leçon neuf: la participation des utilisateurs** à la mise en place des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, qu'elle soit dans les communautés rurales ou urbaines ou péri—urbaines, est d'importance critique pour la pérennité à long terme.

- Leçon dix: le rôle du secteur privé dans la fourniture de services d'eau et d'assainissement peut être élargi si les gouvernements créent un contexte institutionnel, financier et juridique favorisant la participation du secteur privé.

Stratégies de programme. Le troisième principe est que les stratégies les plus efficaces pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement sont celles qui cherchent avant tout à éliminer les contraintes empêchant les installations de rapporter les avantages prévus sur le plan de santé. Pendant les premières années de la décennie de l'eau et de l'assainissement, on dépendait beaucoup des solutions technologiques mais au fur et à mesure que la communauté du développement a acquis une certaine expérience et a commencé à analyser ce qui freinait les progrès à l'amélioration de la santé par le biais de l'eau et de l'assainissement, on s'est rendu compte que généralement ce n'était pas le manque de technologies qui était le frein. La contrainte se situait plus au niveau "logiciel" qu'au niveau "matériel". Par exemple, les avantages liés à l'accès à une eau salubre peuvent être annulés par de mauvaises pratiques d'hygiène. Par conséquent, pour obtenir les avantages sanitaires, l'installation de points d'eau et d'équipements sanitaires (matériel) doit s'accompagner de meilleures pratiques d'hygiène (logiciel).

Une autre contrainte rencontrée couramment est la faiblesse du secteur de l'eau et de l'assainissement. Ce secteur est incapable de faire une bonne utilisation des ressources qu'il possède, et n'arrive pas à servir le public alors que c'est pourtant sa mission. Aussi, la recherche de l'efficacité dans les organisations sectorielles est-elle une autre stratégie efficace de programmes.

Les autres stratégies que WASH a reconnues comme étant d'une importance capitale sont celles qui se concentrent sur le changement comportemental, le rôle légitime des utilisateurs, la participation élargie à la planification et la création d'un contexte de politiques réglementaires bénéfiques.

Voici les leçons concernant les stratégies efficaces de programme.

Le manque de technologies appropriées n'est généralement pas le frein aux améliorations de la santé, par le biais de l'eau et de l'assainissement.

- Leçon onze: la réussite de divers projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement dépend de **solides politiques sectorielles et pratiques institutionnelles**.
- Leçon douze: l'assainissement devrait recevoir la même priorité que l'approvisionnement en eau.
- Leçon treize: les améliorations dans le comportement lié à l'hygiène doivent être la mesure de la réussite de l'activité sur le plan de l'eau et de l'assainissement.
- Leçon quatorze: les **gouvernements nationaux** doivent prendre des mesures de politiques spécifiques pour vérifier que les communautés ont les capacités et le pouvoir nécessaire pour gérer les activités d'eau et d'assainissement.
- Leçon quinze: une **approche participative** à la planification aide à forger les liens nécessaires à l'intérieur et à l'extérieur du secteur et à garantir la collaboration au niveau de la mise en oeuvre.
- Leçon seize: le modèle de commande et de contrôle qui gouverne généralement la réglementation de l'eau et de l'assainissement dans les pays développés ne convient pas en règle générale aux pays en développement.

On ne peut parler de véritable développement que lorsque les équipements continuent à fonctionner après le départ des organismes d'aide, lorsque les communautés ont le contrôle de leurs propres affaires et lorsque les services publics sont en place pour fournir des niveaux adéquats d'assistance.

Pérennité. Le principe final est que la mesure fondamentale de la réussite du système national de développement et de gestion communautaire est la pérennité, la capacité à continuer un travail efficace, à l'infini, une fois terminée l'assistance des bailleurs de fonds. Il est encore courant de voir les progrès faits au niveau de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement décrits en termes de nombre de puits installés ou de nombre de latrines construites. Mais la plupart des praticiens reconnaissent aujourd'hui, grâce en partie aux efforts faits par WASH et d'autres, combien de telles évaluations sont fallacieuses. On ne peut parler de véritable développement que lorsque les équipements continuent à fonctionner après le départ des organismes d'aide,

lorsque les communautés ont le contrôle de leurs propres affaires et lorsque les services publics sont en place pour fournir des niveaux adéquats d'assistance.

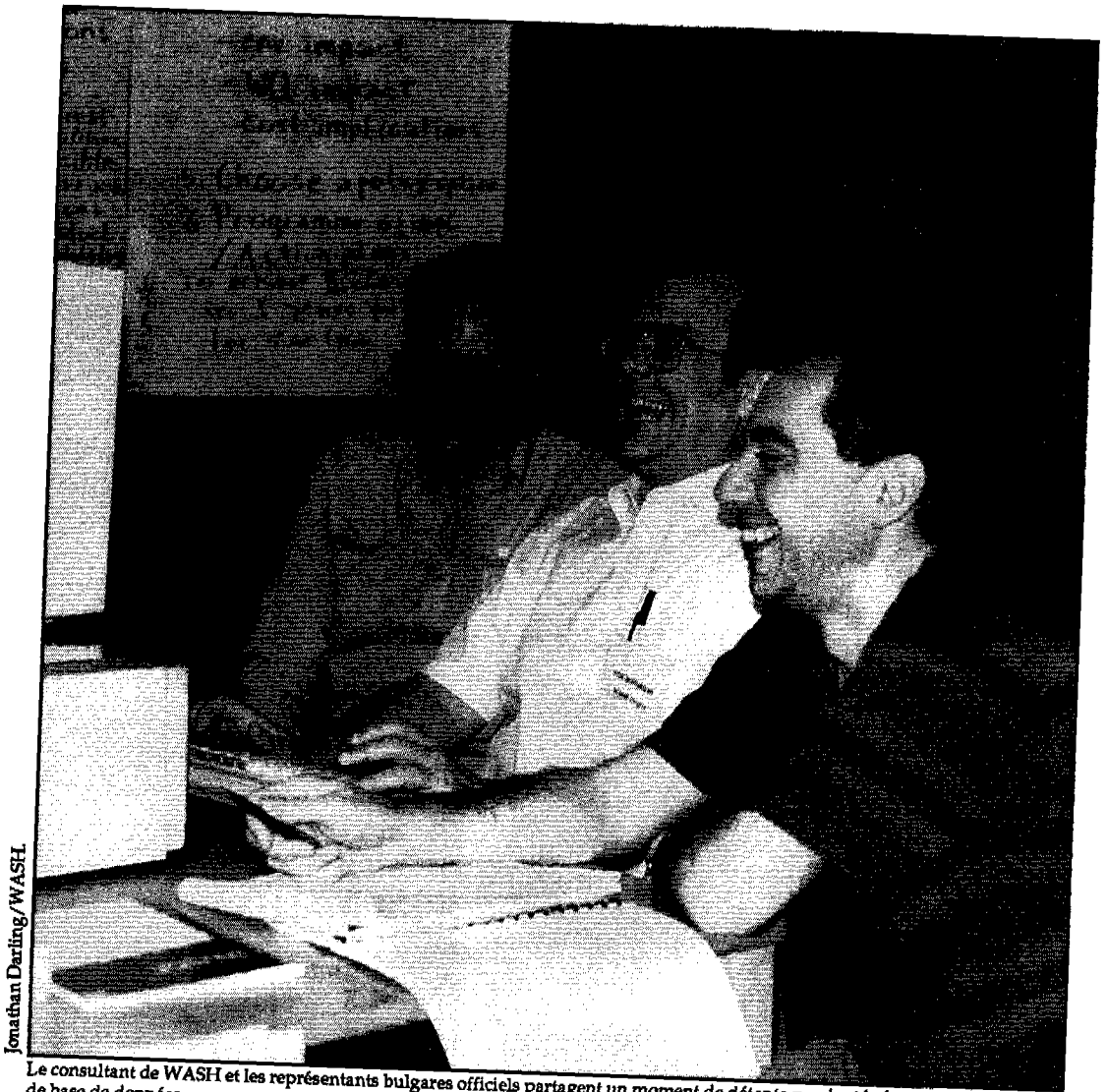
Il est évident que la pérennité doit commencer au stade de planification lorsque sont établis les liens et qu'une technologie appropriée à la situation est prescrite. Un système durable devrait avoir un plan financier qui vérifie que tous les coûts sont couverts: qu'il s'agisse de revenus provenant des utilisateurs, de subventions ou d'assistance de bailleurs de fonds. Il faut également qu'il y ait des institutions d'appui à l'échelle nationale et locale et du personnel qualifié pour travailler dans ces institutions.

Les leçons sur la pérennité de systèmes soulignent l'importance de disposer de solides institutions et d'une solide direction, d'un personnel qualifié, de faire le bon choix en matière de technologie, d'avoir des systèmes d'exploitation et d'entretien bien organisés ainsi qu'un financement suffisant pour le long terme.

- **Leçon dix-sept: des projets réussis de développement institutionnel et de valorisation des ressources humaines** sont des projets complets, systématiques, à caractère participatif et fondés sur une planification à long terme.
- **Leçon dix-huit: il faut envisager la bonne conception et application au niveau de l'ingénierie** pour garantir la pérennité du système.
- **Leçon dix-neuf: Le fait de faire des plans d'exploitation et d'entretien** avant de construire les équipements aide à choisir des technologies durables.
- **Leçons vingt: le secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, si l'on veut qu'il se maintienne dans le temps doit reposer sur un bon ensemble de ressources** financières de bailleurs de fonds, de gouvernements nationaux et de la communauté.

Les principes et leçons en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement dont il est question ici se soutiennent mutuellement. Aussi, si

l'on suit des stratégies efficaces et si l'assistance technique permet de renforcer les capacités et si en plus les responsabilités sont partagées, les systèmes sont plus susceptibles de se maintenir dans le temps. Les systèmes durables encouragent à leur tour l'expansion et le renforcement des capacités et le soutien pour les bonnes stratégies.



Jonathan Darling/WASH

Le consultant de WASH et les représentants bulgares officiels partagent un moment de détente pendant la formation en gestion de base de données.

Chapitre 2: ASSISTANCE TECHNIQUE

L'assistance au développement de gouvernement à gouvernement est en fait une innovation de la période qui a suivi la deuxième guerre mondiale. L'idée qu'il serait bon pour un pays d'en aider un autre à développer son économie et sa société a été acceptée pour la première fois lors de la reconstruction de l'Europe et de l'Asie puis est devenue une doctrine entrant dans le cadre de la révolution contre le colonialisme qui s'est étendue dans le monde lors des décennies suivantes. Pendant les années 90, qui ont marqué la fin de la Guerre froide, laquelle elle-même était un cadre pour l'assistance au développement, la justification de l'assistance était davantage ancrée dans la promotion de démocraties basées sur les lois du marché et la recherche de partenaires commerciaux.

On se rend de plus en plus compte que même avec les meilleures intentions du monde, on n'arrive pas au développement si on fait les choses à la place des autres.

Aujourd'hui, l'assistance technique ne consiste pas simplement à résoudre un problème à court terme mais à renforcer les capacités locales pour résoudre les futurs problèmes.

D'abord, une grande partie de l'assistance s'est faite sous forme de prêts et de dons en vue de construire ou de reconstruire l'infrastructure matérielle—"l'investissement en biens d'équipement." Le Plan Marshall des Américains en Europe était le prototype d'une telle assistance. Mais lorsque quelques nations ont commencé à naître sur l'ensemble de l'Asie et de l'Afrique, on s'est rendu compte qu'elles devaient relever un défi de développement bien plus cher et avec des effets bien plus durables. Et pourtant, aucune nation n'était pas prête à faire les dépenses considérables nécessaires pour le développement de ce "tiers monde." Aussi, dès le fameux programme Point quatre en 1948, les pays industrialisés ont commencé à engager les gens outre les capitaux dans le cadre de l'assistance au développement. Cela coûtait de l'argent mais était plus facile à vendre chez soi que les dépenses en monnaie sonnante et trébuchante. Cette aide a été appelée "l'assistance technique" pour la distinguer des transferts financiers directs.

Au début, l'assistance technique avait pris la forme de "conseil-expert." L'ingénieur expatrié qui concevait des ponts ou qui occupait même une position dans le gouvernement d'un pays en développement représentait l'assistance technique par excellence. Ce type d'assistance se trouve encore de nos jours dans les pays en développement. Mais on se rend de plus en plus compte que même avec les meilleures intentions du monde, on n'arrive pas au développement si on fait les choses à la place des autres.

Les programmes d'aide multilatérale et bilatérale sont devenus des traits proéminents des relations internationales. Ils regroupent capitaux et assistance technique. Aujourd'hui, l'assistance technique signifie encore que les gens offrent une assistance mais l'intention n'est généralement pas simplement de résoudre un problème à court terme mais de mettre en place les capacités locales pour la résolution de futurs problèmes. Il ne s'agit pas simplement d'appliquer une technologie mais de transférer la technologie. Il ne s'agit pas simplement de fournir les compétences mais de mettre en place les compétences. WASH considère que c'est le principe fondamental: **l'assistance technique réussit surtout lorsqu'elle aide les gens à faire les choses eux-mêmes.**

Les leçons liées à l'assistance technique se rangent dans cinq grandes catégories: fonction, conception, prestation, coordination et mise en place de réseaux ainsi qu'échange d'information.

Leçon un **La fonction de l'assistance technique**

**Une assistance technique efficace vise
à renforcer les institutions locales et
à transférer des compétences durables.**

Le Projet WASH définit de manière élargie l'approvisionnement en eau et l'assainissement pour y inclure non seulement la mise en place d'équipements mais également la promotion de comportements et de politiques influençant l'utilisation et la pérennité de l'équipement. Aussi, les buts de l'assistance de WASH sont-ils d'aider à concevoir et à construire des systèmes d'eau et d'assainissement, de protéger contre la pollution environnementale, de promouvoir un comportement favorisant la santé et d'aider les autorités locales et nationales d'assumer la responsabilité financière opérationnelle et de gestion pour leurs systèmes.

Dans ce contexte, *le processus d'assistance technique est aussi important que la substance.* Quel que soit le contenu d'une activité particulière d'assistance technique, le rôle correct pour le fournisseur est de fournir l'assistance demandée de sorte à mettre en place des capacités locales. Cette approche vérifie que les compétences—pas simplement l'information—sont transférées.

A moins que le pays bénéficiaire ne développe les compétences techniques, financières et de gestion pour assumer la responsabilité lui permettant de répondre dans le long terme aux besoins en matière d'eau et d'assainissement, les investissements faits par des bailleurs de fonds n'arriveront pas à un impact maximum. En fait, on estime que les organismes externes de financement n'arrivent à répondre qu'à un petit pourcentage (peut-être moins que 15% à 20%) des besoins de financement à long terme du secteur de l'eau et de l'assainissement. Mais les taux projetés de croissance de la population et d'urbanisation à eux seuls indiquent que la demande dépassera

Le processus d'assistance technique est aussi important que la substance.

Pour combler l'écart de financement, les pays en développement devront utiliser de manière efficace les ressources qu'ils ont, trouver et intégrer de nouvelles sources de finance et profiter de chaque occasion pour coordonner les efforts.

Les politiques nationales et les points de vue économiques peuvent favoriser le renforcement des capacités ou alors rendre ce travail quasi-impossible.

les capacités d'offre des bailleurs de fonds et des gouvernements. Pour combler l'écart de financement, les pays en développement devront utiliser de manière efficace les ressources qu'ils ont, trouver et intégrer de nouvelles sources de finance et profiter de chaque occasion pour coordonner les efforts.

Les facteurs externes de l'assistance technique peuvent déterminer l'éventuelle réussite ou l'éventuel échec des efforts de renforcement des capacités. Par exemple, les politiques nationales et les points de vue économiques peuvent favoriser le renforcement des capacités ou alors rendre ce travail quasi-impossible. A l'instar d'autres domaines d'assistance technique, le cadre national d'absorption de l'assistance intervient autant au niveau de l'impact que la qualité de l'assistance elle-même.

La manière dont l'assistance technique est fournie, la durée de l'assistance et le moment de l'apport de capitaux influencent tous la manière dont l'assistance technique contribue au renforcement des capacités dans le long terme et à la pérennité.

Caractéristiques d'une assistance efficace. Les bailleurs de fonds doivent reconnaître l'importance du renforcement des capacités et structurer à dessein l'assistance de sorte à y arriver. Peu de bailleurs de fonds nieront l'importance du renforcement des capacités mais la plupart des projets ont également d'autres buts et, parce qu'ils veulent atteindre ce but, les bailleurs de fonds risquent de ne pas prêter une attention assez grande au renforcement des capacités ou alors de créer sans le vouloir un contexte qui relègue cette activité au deuxième rang.

Les consultants avec une mentalité du style "je suis l'expert" ne conviennent pas à ce rôle de renforcement des capacités, pas plus que les conseillers expatriés qui ont encore des relents de paternalisme.

Tous les fournisseurs de l'assistance technique participant à un projet doivent être engagés face au renforcement des capacités. Les consultants avec une mentalité du style "je suis l'expert" ne conviennent pas à ce rôle, pas plus que les conseillers expatriés qui ont encore des relents de paternalisme, une des grandes barrières au renforcement des capacités. Si les conseillers à long terme doivent travailler dans le secteur de l'eau et de l'assainissement du gouvernement du pays hôte—tel que c'est exactement le cas dans de nombreux pays, un employé local du service doit apprendre à faire le travail du conseiller à long

terme. En outre, le pays hôte devrait contribuer au moins une partie du soutien du conseiller.

Les consultants à court terme tels que ceux fournis par le Projet WASH doivent également se concentrer sur le renforcement des capacités et le transfert de compétences. Ils peuvent y arriver en structurant l'assistance technique de sorte à ce que telle série d'activités s'inspire d'une autre afin de renforcer systématiquement les capacités. Par exemple, en 1992-93, WASH a fourni une assistance technique à quatre pays afin de faire le point de la pollution du Danube qui est le fleuve le plus pollué en Europe. Un outil informatique de gestion de données sur la qualité de l'eau appelé DEMDESS (Danube Emissions Management Decision Support System) a été mis au point pour que les décideurs puissent rassembler les données sur la pollution du fleuve et les utiliser pour évaluer les effets des diverses stratégies de lutte contre la pollution. Pour être sûr que les compétences liées à l'emploi de DEMDESS étaient véritablement transférées aux techniciens des quatre pays, le Bureau AID pour l'Europe de l'Est, le sponsor du Projet Danube, a réalisé une série d'activités, notamment un atelier de formation pratique, une assistance de la part des consultants dans les divers pays et des contacts avec les représentants officiels de haut niveau. On a utilisé les mêmes consultants à court terme tout au long de la série d'activités. Ces consultants étaient très motivés dans leur travail pour adapter le système DEMDESS dans chaque pays et ont laissé derrière eux, pas simplement le manuel de l'utilisateur mais des utilisateurs formés, capables de modifier et d'élargir le système pour répondre à leurs besoins spécifiques.

Dans les cas où les consultants ou les conseillers ont conçu leur mission en visant le renforcement des capacités locales, par exemple, au Zaïre et au Sri Lanka, ils ont fourni le leadership et l'assistance nécessaires, mais ils ont également servi de catalyseur pour créer des programmes durables.

Durée de l'assistance technique. Vu que le renforcement des institutions et le transfert de compétences sont des tâches difficiles et longues, ce sont des activités qui doivent être manipulées soigneusement. Si un prestataire de l'assistance

Le renforcement des capacités et le transfert de compétences peuvent se faire en structurant l'assistance technique de sorte à ce que telle série d'activités s'inspire d'une autre afin de renforcer systématiquement les capacités.

Si un prestataire de l'assistance technique veut avoir un véritable impact sur le secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement et sur les institutions qui soutiennent ce secteur, il devrait être prêt à s'engager dans le long terme.

Le prestataire de l'assistance technique doit être vu comme un partenaire stable, fiable et disponible, travaillant avec le gouvernement hôte de façon continue pour identifier les problèmes et concevoir des solutions.

technique veut avoir un véritable impact sur le secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement et sur les institutions qui soutiennent ce secteur, il devrait être prêt à s'engager dans le long terme. De même, les gouvernements recevant une assistance technique doivent également être engagés dans le long terme.

Une des manières de fournir une assistance à long terme est par le biais d'une série de tâches individuelles durant chacune deux à trois semaines, réparties sur une année ou deux tel que nous l'avons mentionné ci-dessus. Il vaut mieux utiliser les mêmes consultants sur toute la période. Par exemple, en Equateur, WASH a fourni une assistance technique pour renforcer de cette manière une institution d'eau et d'assainissement. Des consultants expatriés passent quelques semaines au sein de l'institution fournissant une formation ou autre type d'assistance puis laissent une "mission" pour les consultants locaux et le personnel de l'institution qui les exécuteront dans l'intervalle de deux ou trois mois avant de passer à la prochaine tâche de la série. La mission demandée au personnel local est de mettre en pratique ce qu'il avait appris pendant la formation ou d'intégrer des politiques ou des procédures de gestion spécifiques. Le fait d'utiliser les mêmes consultants tout au long du processus comporte l'avantage évident de créer une continuité et d'inspirer confiance. WASH et le Projet de Biologie et de Lutte contre les Vecteurs, autre projet financé centralement par l'AID ont utilisé une approche analogue à Belize dans le cadre d'un programme complet visant à institutionnaliser une stratégie communautaire pour l'eau et l'assainissement et pour la lutte contre les vecteurs.

Des programmes durables évoluent. Ils ne sont pas créés et mis en place tels quels. Une grande partie de la réussite de cette évolution dépend des relations institutionnelles et humaines. Le prestataire de l'assistance technique doit être vu comme un partenaire stable, fiable et disponible, travaillant avec le gouvernement hôte de façon continue pour identifier les problèmes et concevoir des solutions, processus qui peut prendre des années avant qu'on puisse mettre en place un programme durable. Un représentant officiel du Sri Lanka, parlant d'un projet réussi de développement institutionnel pour le conseil national

d'approvisionnement en eau et de drainage indiquait que six ans étaient à peine suffisant pour le projet.

Malheureusement, des calendriers d'exécution raisonnables ne répondent pas souvent aux besoins de bailleurs de fonds qui ont pour première priorité d'affecter le capital sur le terrain où il est nécessaire pour les projets. Trop souvent, cela se fait sans qu'on ait songé de manière réaliste à la manière dont le pays bénéficiaire peut absorber et utiliser à bon escient ces fonds pour atteindre le but en question.

Caractère opportun de l'apport en capitaux. Aucun investissement, quel que soit le montant, ne permettra le développement si le bénéficiaire n'est pas capable d'utiliser efficacement les capitaux. Ce fait est souvent ignoré tant que les problèmes ne sont pas visibles et menacent de submerger un programme. WASH a vu, à maintes occasions, un pays réaliser après la construction de l'équipement qu'il lui fallait mettre en place les capacités institutionnelles. A d'autres occasions, les problèmes institutionnels sont reconnus à temps. Par exemple, le Projet de Développement institutionnel du Sri Lanka mentionné ci-dessus a été mis en place à la demande de la Banque mondiale. Réalisant que le conseil national avait des problèmes graves, la Banque a bloqué à la dernière minute un prêt important jusqu'à ce que le Gouvernement du Sri Lanka ait fait venir une équipe d'assistance technique de l'AID et ait été d'accord pour réaliser un projet de renforcement institutionnel. A Belize, huit années de construction d'équipement dans le cadre du Projet AID "Une meilleure productivité grâce à une meilleure santé" ont précédé tout effort visant à traiter des questions institutionnelles. Finalement, l'AID a amendé le projet pour tenir compte du renforcement des capacités communautaires lorsqu'on s'est rendu compte que le Gouvernement de Belize avait besoin d'assistance pour traiter ces questions. L'AID a conclu que ce ne serait pas un bon investissement que de continuer à construire des équipements tant qu'on ne mettait pas en place également des institutions communautaires.

Aucun investissement, quel que soit le montant, ne permettra le développement si le bénéficiaire n'est pas capable d'utiliser efficacement les capitaux.

Leçon deux
La conception de l'assistance technique

L'assistance technique pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement demande une approche interdisciplinaire et non pas une approche étroite et spécialisée.

L'orientation interdisciplinaire a été un des aspects pivots de WASH depuis sa création mais le nombre de disciplines s'est accru au fur et à mesure que WASH et d'autres prestataires de l'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement ont compris les multiples façons dont s'expriment les problèmes de développement.

Si l'on se place dans l'angle de conception, probablement que l'aspect le plus exigeant de l'assistance technique concerne la nature complexe et polyvalente de l'assistance technique de l'approvisionnement en eau/assainissement. Il ne fait aucun doute que si l'on pense qu'assistance technique veut dire renforcement des institutions, il faut des compétences bien plus polyvalentes et spécialisées que si l'assistance technique est uniquement définie comme le fait de donner de conseils ou de résoudre des problèmes. De même, l'engagement à la pérennité en tant que principe fondamental introduit la nécessité d'apporter une assistance en matière de gestion, de finances, de planification de politiques et de formation.

L'orientation interdisciplinaire a été un des aspects pivots de WASH depuis sa création mais le nombre de disciplines s'est accru au fur et à mesure que WASH et d'autres prestataires de l'assistance technique en matière d'eau et d'assainissement ont compris les multiples façons dont s'expriment les problèmes de développement.

La structure de consortium dans le cadre de laquelle fonctionne WASH a été pratiquement dictée par cette nécessité d'avoir de solides capacités multidisciplinaires et interdisciplinaires. Le consortium comprend un certain nombre de sous-traitants dont chacun apporte des forces et des ressources particulières. Ce sont des organisations professionnelles d'un niveau même mais qui, administrativement, rendent compte à CDM, maître d'oeuvre du projet. La plupart des sous-traitants ont au moins un cadre supérieur qui fait partie du personnel de WASH et CDM fournit le personnel de direction et de soutien. Tous les membres du consortium fournissent des consultants et du personnel dans leurs propres domaines d'expertise. Voici les spécialités institutionnelles du consortium: l'ingénierie (CDM); la santé publique (University Research Corporation), la communication

et l'information, la gestion, le transfert de technologies et l'évaluation (International Science and Technology Institute); le développement des ressources institutionnelles et humaines (Training Resources Group); la participation communautaire, l'éducation en matière d'hygiène, l'évaluation du risque environnemental et les finances (Research Triangle Institute); le développement durable des ressources naturelles et les technologies appropriées (Associates in Rural Development); et la recherche appliquée (University of North Carolina).

Personnel central. Le personnel central de WASH représente la plupart des grandes disciplines importantes dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement: l'ingénierie, le développement des ressources institutionnelles et humaines, les finances et l'économie, l'anthropologie, la santé publique, le droit, l'administration publique, les ressources hydrauliques, la gestion environnementale et la gestion de l'information. On encourage vivement les membres du personnel à avoir des contacts fréquents concernant tous les aspects de leur vie professionnelle. On encourage également des débats animés au sein du personnel. Les décisions de gestion sont prises de manière participative. Une retraite annuelle permet de garder sur la bonne route le projet et des communications et échanges d'informations constants sont demandés.

Lorsque des demandes en vue d'assistance technique sont reçues de la part des missions de l'AID, un membre senior du personnel de WASH est nommé comme responsable de tâches. Cette décision se fonde parfois sur les connaissances de fond, mais elle pourrait très bien être déterminée par l'expérience, l'intérêt ou le souci de la continuité du travail. On s'attend à ce que tout le personnel senior soit prêt et capable de gérer des activités n'entrant pas dans leurs propres disciplines, pour rester au courant de toutes les activités de WASH et fournir une assistance de soutien lorsque c'est nécessaire. Les principales décisions concernant les activités se fondent davantage sur une discussion animée entre le personnel senior que sur le jugement solitaire des responsables de tâches ou du directeur de projet.

On encourage également des débats animés au sein du personnel. Les décisions de gestion sont prises de manière participative. Une retraite annuelle permet de garder sur la bonne route le projet et des communications et échanges d'informations constants sont demandés.

Lorsqu'on choisit des consultants, il faudra en général voir avant tout l'expérience de travail dans divers pays ainsi que l'expérience spécifique se rapportant à l'eau et à l'assainissement. Le consultant avec une expérience et une formation polyvalente dans deux ou plusieurs spécialités est très recherché.

Equipes de consultants. WASH utilise également une approche interdisciplinaire pour réunir et envoyer sur le terrain des équipes de consultants chargés de mener à bien les activités d'assistance technique. C'est au responsable de tâches, travaillant de pair avec la mission, qui a fait la demande d'assistance, de déterminer quelle est la bonne combinaison de compétences, d'expertise et d'expérience. Ensuite, il réunit ces compétences. La gamme de plus en plus vaste de problèmes dont on confie la résolution à WASH demande des équipes de consultants plus diversifiées. Par exemple, une équipe examinant les possibilités de faire participer le secteur privé au secteur de l'eau en Indonésie comptait des représentants de cinq disciplines: ingénierie, gestion financière, politiques et administration publique, droit et développement organisationnel. Rassembler et envoyer sur le terrain de telles équipes relève autant de l'art que de la science.

Dans le cadre de certaines missions, les techniciens représentant de multiples disciplines doivent chercher à intégrer leur travail. On en voit un exemple dans l'évaluation des risques environnementaux faite à Quito, en Equateur, conjointement par WASH et un autre projet financé par l'AID, PRITECH (Technologie pour les soins de santé primaires). Des experts en santé, planification et politiques urbaines, économie et anthropologie ont mis au point une méthode expérimentale qui combinait la collecte de données quantitatives et qualitatives. La méthode intégrait des concepts dont on ne tient généralement pas compte dans des évaluations de risques.

Pour mettre sur pied de bonnes équipes de consultants, une organisation apportant une assistance technique doit avoir un vaste fichier de noms d'experts d'un accès facile. Le fichier de WASH est organisé selon une vingtaine de catégories importantes pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement.

Lorsqu'on choisit des consultants, il faudra en général voir avant tout l'expérience de travail dans divers pays ainsi que l'expérience spécifique se rapportant à l'eau et à l'assainissement. Le consultant avec une expérience et une formation polyvalente dans deux ou plusieurs spécialités est très recherché. Par exemple, un ingénieur avec une formation ou une

expérience dans le domaine social. De nombreuses missions demandent des consultants spécialisés dans les domaines précis et ayant de l'expérience dans d'autres domaines tels que, par exemple, un épidémiologue avec certaines connaissances de la valorisation des ressources humaines, des finances et des questions réglementaires.

WASH évite délibérément d'utiliser des consultants qui sont des experts nationaux chevronnés mais qui n'ont pas d'expérience de travail à l'étranger et qui ne parlent pas de langues étrangères. Malgré leur expertise technique pointue, on constate trop souvent qu'ils n'arrivent pas à bien travailler dans d'autres pays et d'autres cultures, qu'ils connaissent mal la méthodologie et la philosophie de l'assistance technique ainsi que l'importance de la participation locale et des objectifs de renforcement de capacités. WASH cherche continuellement à trouver des ressortissants d'autres pays pouvant être ajoutés à son groupe de consultants, tout particulièrement des experts dans de "nouveaux domaines" tels que les questions juridiques et réglementaires; les déchets toxiques et dangereux et la privatisation.

Malgré leur expertise technique pointue, on constate trop souvent qu'ils n'arrivent pas à bien travailler dans d'autres pays et d'autres cultures, qu'ils connaissent mal la méthodologie et la philosophie de l'assistance technique ainsi que l'importance de la participation locale et des objectifs de renforcement de capacités.

Pratiques de gestion. Il existe de nombreux facteurs entrant dans la conception d'un effort mondial d'assistance technique. Et bien sûr, il est important d'établir et de maintenir une étroite relation de travail avec l'organisation publique parrainante. Les complexités de l'entreprise demandent souplesse, procédures détaillées, compréhension partagée des buts et responsabilités, confiance mutuelle entre le contractant et l'organisme de financement. Un manque d'étroite collaboration de travail entre les deux est source de retard et d'inefficacité au mieux et au pire d'inertie et de gaspillage des ressources. L'approche WASH consiste à tenir l'AID entièrement informé à tout moment des activités pertinentes et d'encourager une relation collégiale entre le personnel de sorte à ce qu'il puisse y avoir une communication quotidienne. Cette approche a permis tant aux contractants qu'à l'organisation d'anticiper les problèmes, de clarifier les questions et procédures au fur et à mesure qu'elles se présentent et d'apprendre grâce aux erreurs de faites.

Il faut également une solide gestion centrale de la part du contractant de l'assistance technique car un vaste projet d'assistance technique peut devenir un véritable cauchemar du point de vue gestion. La variété des ressources humaines devant être rassemblées et coordonnées, le soutien logistique et administratif à mettre en place et les activités devant être réalisées simultanément ci et là dans le pays ainsi que la nature délicate parfois, du point de vue politique, des projets devant être entrepris sont autant d'éléments exigeant une conception et une structure hautement organisées du projet.

En outre, des procédures systématiques sont nécessaires pour répondre aux demandes d'assistance technique. Si elles n'existent pas, un programme d'assistance technique pourrait être débordé par les demandes d'aide et les détails et paperasseries connexes. Pour simplifier le travail, il faut se donner des procédures uniformisées pour la plupart des activités notamment l'envoi des équipes sur le terrain, l'envoi des câbles, la rédaction de lettres, l'examen de rapports et la distribution de publications.

Leçon trois

La prestation de l'assistance technique

Une approche participative—facilitée et non dictée—favorise au maximum la pérennité des programmes et projets

L'approche de WASH à l'assistance technique insiste sur la participation significative de toutes les personnes et entités participant à un projet d'eau et d'assainissement. Qui participe et comment dépend du type de programme ou de projet. Par exemple, dans le cadre des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les zones rurales, il est capital que les membres communautaires participent à toutes les étapes d'un projet, allant de la planification à l'entretien continu. La participation donne un sentiment d'appartenance et de responsabilité. Quand ce sentiment n'existe pas, les projets échouent une fois que les bailleurs de fonds arrêtent leur soutien.

De même, si un service d'eau prévoit de réorganiser ces activités, il est vital que les responsables à

tous les niveaux et les employés réguliers aient la chance de s'exprimer et de participer à des décisions qui les toucheront. Les décisions prises d'en haut sans la participation de ceux qui seront obligés de les appliquer sont des décisions non informées. En outre, ces décisions peuvent être bloquées par ceux qui ne participent pas au processus décisionnel.

Les prestataires de l'assistance technique doivent honorer leur propre engagement à la participation en travaillant dans le cadre d'un partenariat avec le client. La participation active à la définition des problèmes et aux solutions qui est le pivot de la plupart des efforts de l'assistance technique est en soi-même une expérience d'apprentissage. Lorsque les clients sont les participants à part égale, ils apprennent tout au long et peuvent renforcer leurs capacités. Le fait de dicter des solutions peut résoudre des problèmes à court terme mais n'augmente pas les chances de développement à long terme.

Une approche participative permet un meilleur soutien aux solutions auxquelles on est arrivé et une plus grande chance de voir continuer les avantages et bénéfiques du projet après le départ de l'équipe d'assistance technique. Lorsque les gens participent à une décision, choisissent entre diverses solutions ou élaborent un plan, ils sont plus susceptibles de soutenir la décision et le plan et de chercher à ce qu'elle réussisse.

Toutefois, il faut bien dire que la participation demande du temps et coûte de l'argent. Mais si l'on se place dans le long terme, l'argent dépensé sera "remboursé" du point de vue efficacité accrue du projet.

Dans le cadre de la plupart des activités d'assistance technique dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, il n'y a pas de réponse "juste" ou même de réponse qui soit "la meilleure". Généralement, la bonne réponse est celle pouvant être appliquée—quelque chose qui dépend davantage de l'investissement psychologique de ceux qui devront l'exécuter que de l'élégance de la solution. Un investissement psychologique se rapporte directement au niveau de participation à la solution. Par exemple, le "meilleur" plan national de la Décennie internationale de l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement pour le Swaziland est ce-

Les décisions prises d'en haut sans la participation de ceux qui seront obligés de les appliquer sont des décisions non informées. En outre, ces décisions peuvent être bloquées par ceux qui ne participent pas au processus décisionnel.

lui élaboré par le Gouvernement du Swaziland car c'est le plan auquel fera confiance le gouvernement, qu'il soutiendra avec de l'argent et d'autres ressources et qu'il cherchera à faire réussir au même titre que le meilleur plan pour une communauté est celui qu'elle a aidé à concevoir.

La participation aide avant tout à renforcer les institutions et processus essentiels pour mettre en place un plus grand nombre de sociétés pluralistes et démocratiques—objectif important de l'assistance américaine au développement.

Le rôle du prestataire technique est de faciliter la prise de décisions, de contribuer intellectuellement au processus, de s'assurer que toutes les parties concernées sont entendues et participent aux décisions. La tâche n'est guère aisée surtout pour ceux qui n'ont pas l'habitude du rôle. Par conséquent, WASH a mis au point plusieurs techniques pour que ses activités d'assistance technique cherchent avant tout à faciliter le processus décisionnel chez le client plutôt que de lui dicter ce qu'il doit faire. Il s'agit de la préparation des équipes d'assistance technique par le biais des réunions préalables aux projets, de la définition des besoins des clients, de la continuité du personnel ainsi que des activités de synthèse et de suivi. WASH cherche également à recruter des consultants qui ont de l'expérience et qui savent travailler aux termes d'une collaboration partageant la philosophie du développement de WASH.

Le rôle du prestataire technique est de faciliter la prise de décisions, de contribuer intellectuellement au processus, de s'assurer que toutes les parties concernées sont entendues et participent aux décisions.

Préparer les équipes d'assistance technique. La réunion de planification de l'équipe est l'élément pivot du processus d'assistance technique de WASH. La réunion de planification de l'équipe a été élaborée au sein des bureaux de WASH pendant les premières années du projet. C'est une réunion de deux jours. Un rapport de WASH qui traite de cette réunion a été publié en 1985. En 1986, la réunion de planification était institutionnalisée au sein de WASH. A présent, de nombreuses autres organisations utilisent la méthodologie dans le cadre de leurs propres activités.

La réunion de planification de l'équipe est une réunion de deux jours avec un animateur à laquelle assistent tous les membres des équipes de consultation. Le but est de mettre les consultants au courant du contexte de la mission, de définir clairement les

but et les objectifs de l'activité et d'ébaucher le produit final et un plan de travail. Ce plan de travail est l'outil de base servant à définir et à exécuter la mission. C'est la base pour se mettre d'accord sur les termes de référence et la nature de la mission entre les membres de l'équipe et entre l'équipe et le client.

Un autre objectif de la réunion est de mettre en place une équipe efficace et de communiquer l'expérience pertinente de WASH. Les consultants ne sont pas toujours les uns autant que les autres à l'aise dans le cadre d'une équipe interdisciplinaire à caractère participatif où le client a son mot à dire. Il est important que les membres de l'équipe arrivent à des compromis avec les clients sur les aspects qui n'endommagent pas l'intégrité du projet mais ne qu'ils cèdent pas si celle-ci est menacée. Il y a un bien plus grand nombre de questions de la première sorte que de la deuxième mais le problème le plus courant est de ne pas chercher à arriver à un compromis. La réunion de planification de l'équipe donne aux responsables de tâches et aux chefs d'équipe la possibilité de détecter les éventuels problèmes et de prendre les mesures pour les résoudre.

En 1993, WASH a mis au point un nouveau guide pour compléter celui sur la réunion de planification de l'équipe. Si la réunion de planification de l'équipe se concentre sur la préparation des équipes d'assistance technique, ce nouveau guide par contre donne des conseils sur la manière dont les chefs d'équipe peuvent renforcer l'efficacité des équipes qui interviennent sur le terrain. Le guide traite de la manière d'encourager les membres d'une équipe appartenant à des disciplines très différentes à travailler ensemble dans l'harmonie. Il explique comment une équipe multidisciplinaire (une équipe avec des représentants de nombreuses disciplines) peut devenir une équipe "interdisciplinaire" (une équipe où le travail de discipline est intégré). Le guide traite de l'expérience de 24 chefs d'équipe et responsables qui ont été interviewés lors de la préparation du guide.

Définir les besoins des clients. La plupart des clients aiment recevoir des avis intelligents des équipes d'assistance technique mais ils ne veulent pas qu'on leur donne des ordres ou qu'on les paternalise.

Il est important que les membres de l'équipe arrivent à des compromis avec les clients sur les aspects qui n'endommagent pas l'intégrité du projet mais qu'ils ne cèdent pas si celle-ci est menacée.

La plupart des clients aiment recevoir des avis intelligents des équipes d'assistance technique mais ils ne veulent pas qu'on leur donne des ordres ou qu'on les paternalise.

L'approche participative pour définir les besoins et objectifs des clients est particulièrement importante car les clients n'articulent pas toujours exactement ce qu'ils veulent.

La règle la plus importante d'une assistance technique réussie est de fournir l'aide que désire recevoir le client et non pas l'assistance dont il a besoin aux yeux du prestataire. Pour pouvoir suivre cette règle, il faut d'abord commencer par bien définir qui est le client car cette identification n'est pas toujours apparente au premier coup d'oeil. La question la plus utile à poser est la suivante: "Qui devrait vraiment avoir une réponse aux questions auxquels s'adresse cette activité?" Pour le Projet WASH, le client est normalement la mission AID à laquelle l'assistance technique est apportée. Mais, il y a souvent les clients secondaires, par exemple, le ministère de la santé ou une ONG qui peuvent également participer à l'activité.

Identifier le client est un des grands thèmes de la discussion lors des réunions de planification de l'équipe puisque WASH a appris qu'une activité réussie dépend d'une compréhension partagée entre les membres de l'équipe et entre l'équipe et le client concernant le but de l'activité. Une fois identifié, le client devient un membre de l'équipe et on peut commencer à clarifier les objectifs des clients. C'est un processus itératif, qui commence par les discussions initiales au moment de la demande de l'assistance et qui ne se termine que lorsque l'avant-projet du rapport est présenté au moment du départ.

L'approche participative pour définir les besoins et objectifs des clients est particulièrement importante car les clients n'articulent pas toujours exactement ce qu'ils veulent. Aussi, dans le cadre d'activités de grande envergure, peut-être faudra-t-il faire une visite de reconnaissance pour clarifier les besoins des clients avant même de préparer les termes de référence. Cette clarification des besoins et des objectifs est parfois un travail long mais qui en vaut toujours la peine car tous les clients savent ce qu'ils ne veulent pas quand ils le voient. L'échec par excellence de l'assistance technique est d'accomplir la mission et de présenter le rapport pour s'entendre dire que ce n'était pas ce que voulait ou ce dont avait besoin le client.

Cette clarification des besoins et des objectifs est parfois un travail long mais qui en vaut toujours la peine car tous les clients savent ce qu'ils ne veulent pas quand ils le voient.

Maintenir la continuité du personnel. Dans le cadre de projets exigeant une série de visites d'assistance technique sur plusieurs années ou sur toute la durée du projet, il est bien plus efficace de

faire venir le même personnel dans le cadre des activités d'assistance technique. Une telle "mémoire institutionnelle" diminue le travail pour le personnel de la mission, permet un démarrage plus rapide des activités et calme les peurs des clients qui ont appris à estimer et à faire confiance au travail d'un consultant donné.

Le travail accompli par WASH au Sri Lanka ces dernières années montre bien les avantages des visites multiples. Au début de 1985, un consultant de WASH a planifié et réalisé un atelier de démarrage de projets dans le cadre d'un important projet de renforcement institutionnel financé par l'AID. Depuis, le même consultant est revenu avec des collègues pour réaliser une série d'ateliers de formation en gestion pour le personnel supérieur du service national d'approvisionnement en eau. Cette continuité a été l'un des grands facteurs de la réussite de l'assistance technique.

Synthèse pour les clients et les équipes de consultants. La synthèse est importante tant pour le client que pour le prestataire de l'assistance technique puisqu'elle est un indicateur de l'efficacité de l'activité. Si les clients participent à part entière tout au long de la mission—tel qu'ils devraient le faire—ils verront par eux-mêmes l'état d'avancement et seront plus susceptibles d'accepter les résultats. Lorsque la mission est quasiment achevée, il est important de convoquer rapidement le client et de lui faire un topo clair et succinct. Avant de quitter le pays, les équipes de consultants de WASH présentent normalement un avant-projet de rapport, aussi achevé que possible, pour parler rapidement et clairement de leur travail. On prévoit le temps nécessaire pour s'asseoir et revoir les résultats avec le client de sorte à clarifier toute mauvaise compréhension ou à tenir compte d'autres points de vue.

Si l'on se place dans l'angle du prestataire d'assistance technique, l'équipe de consultants est la source d'information la plus accessible sur la mission pouvant fournir des commentaires utiles tant sur le fond que la forme de l'activité. Pour profiter de ces commentaires, WASH utilise les synthèses formelles et informelles ainsi que les rapports écrits.

Lorsque la mission est quasiment achevée, il est important de convoquer rapidement le client et de lui faire un topo clair et succinct.

Certaines activités rateront et le client ne sera pas satisfait, c'est inévitable mais si l'on s'en rend compte tout de suite et si on corrige rapidement la situation, on arrivera à réduire à un minimum l'impact négatif.

Dans le cadre de nombreux projets d'assistance technique, le suivi reçoit une faible priorité. Souvent d'autres activités—planifier, gérer ou remplir la documentation—semblent plus urgentes et reçoivent une plus grande attention.

Le choix du moment opportun peut être l'élément le plus capital pour les synthèses. Les opinions et les souvenirs sont bien clairs de suite après la mission et vu qu'une grande partie de la "mémoire institutionnelle" d'une organisation faisant souvent appel à des consultants en dépend, plus on arrivera à saisir leur expérience, moins on risquera de laisser passer quelque chose pouvant être important. En outre, les responsables de tâches doivent savoir rapidement si la mission a été un succès ou un échec. Certaines activités rateront et le client ne sera pas satisfait, c'est inévitable mais si l'on s'en rend compte tout de suite et si on corrige rapidement la situation, on arrivera à réduire à un minimum l'impact négatif. Le prestataire de l'assistance technique peut offrir de refaire la mission ou de prendre des mesures pour rectifier ou sauver la situation. Il est évident que, plus on attend, plus une mauvaise situation devient irratrappable. Aussi, les premières synthèses doivent-elles se faire dans les quelques jours après le retour de l'équipe. Les synthèses formelles peuvent également être une occasion de discuter des leçons apprises pouvant être appliquées à des futures missions.

Activités de suivi. Lorsqu'une activité d'assistance technique se termine, la responsabilité de l'exécution est confiée au client. Les consultants ont fait leur travail et ont préparé le rapport. Le client a accepté le résultat et prêt à aller de l'avant. On ne saura si l'activité a vraiment réussi qu'après le suivi, lorsqu'on verra dans quelle mesure le client continue le travail.

Dans le cadre de nombreux projets d'assistance technique, le suivi reçoit une faible priorité. Bien que tout le monde reconnaisse intellectuellement ce qu'il faut en faire, souvent d'autres activités—planifier, gérer ou remplir la documentation—semblent plus urgentes et reçoivent une plus grande attention. Très peu de temps est laissé pour obtenir des informations sur les activités passées et pour voir si les objectifs ont été véritablement atteints, pour réfléchir à l'expérience et pour appliquer les leçons apprises. De par la manière dont WASH fonctionne—répondant à des demandes d'assistance de la mission de l'AID—le projet souvent n'a pas l'occasion de faire un bon suivi de toutes les missions mais, quand il peut le faire, les

résultats en valent la peine. Par exemple, pour l'assistance au développement institutionnel apportée par WASH à Sri Lanka, WASH a pu suivre les progrès lors d'ateliers annuels. Chose gratifiante que de voir une institution extrêmement bureaucratique et inefficace se transformer et devenir davantage une entreprise commerciale bien gérée.

Un plus grand financement pour l'assistance technique de suivi serait hautement avantageux pour le secteur. Chaque projet en bénéficierait mais surtout les programmes d'ensemble du secteur s'amélioreraient puisqu'on tiendrait compte des leçons apprises lors de la conception des nouvelles activités.

Leçon quatre Coordination et réseaux

L'assistance technique fournie par le biais d'une collaboration entre les organisations multilatérales et bilatérales et les projets de l'AID permet une utilisation maximale des modiques ressources.

La coordination et l'établissement de réseaux ont plusieurs avantages significatifs pour les projets d'assistance technique. Outre qu'ils permettent d'utiliser plus efficacement les ressources et de multiplier leur effet, la coordination entre les programmes des organisations multilatérales et bilatérales et les projets financés par l'AID aide à éviter tout double emploi et permet aux projets de jouer un rôle plus influent. La création de réseaux, c'est-à-dire la création des relations professionnelles mutuellement bénéfiques avec des collègues d'autres organisations rend le projet plus visible, plus crédible et permet d'avoir accès à une expertise et à des informations que n'auraient pas pu permettre les propres ressources du projet. Cela permet des efforts coordonnés et conjoints et sensibilise davantage à l'importance et à l'impact de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement.

De nos jours, la tendance semble en faveur d'une meilleure coordination et collaboration et il existe un climat favorable pour y arriver au niveau gestion et sur le terrain. Cette tendance tient en partie à la diminution des ressources pour les projets de développement et à l'influence qu'on peut avoir sur les

De nos jours, la tendance semble en faveur d'une meilleure coordination et collaboration et il existe un climat favorable pour y arriver au niveau gestion et sur le terrain.

politiques des pays en développement. Les organisations et l'assistance technique devraient être prêtes et à même de pouvoir profiter de ces possibilités et d'initier des efforts conjoints.

Mécanismes de collaboration. Un réseau de collaboration créé en 1991 en Amérique centrale pouvait bien être un modèle de collaboration efficace entre bailleurs de fonds et gouvernement. Le réseau régional de l'eau et de l'assainissement pour l'Amérique centrale comprend près de 20 membres représentant des organisations gouvernementales et externes participant à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement dans la région. Le Programme des Nations-Unies pour le développement et le Programme d'eau et d'assainissement de la Banque mondiale coordonnent le réseau dont font partie la Banque interaméricaine de Développement, l'UNICEF, l'Organisation panaméricaine de la Santé, l'Organisation mondiale de la Santé et des organismes d'assistance au développement de nombreux pays. Le réseau régional de l'eau et de l'assainissement a un petit secrétariat et dépend d'autres organisations qui doivent mener à bien les tâches. Un membre du personnel de WASH a fait partie du secrétariat pour aider le réseau lors de l'étape démarrage en s'occupant surtout des questions de ressources institutionnelles et humaines.

Plutôt que de suivre le modèle traditionnel de l'assistance technique, c'est-à-dire l'exécution de projets individuels d'approvisionnement en eau et d'assainissement, le réseau régional vise à diriger l'attention des gouvernements sur les questions trop souvent négligées au niveau sectoriel qui doivent être résolues avant de pouvoir faire des progrès au niveau de la couverture de l'eau et de l'assainissement. Il s'agit notamment de l'organisation sectorielle, des tarifs d'eau, du développement institutionnel, des politiques et de la planification. La force de ce réseau est sa capacité à pouvoir traiter ces questions au niveau sectoriel auxquelles ne sauraient s'attaquer des organisations individuelles. En outre le réseau peut attirer l'attention des représentants officiels de haut niveau dont le soutien est indispensable.

Un autre effort régional parrainé par l'Organisation panaméricaine de la Santé vise non seulement à

s'attaquer aux problèmes d'eau et d'assainissement mais à tous les problèmes de santé environnementale. Le plan régional pour l'investissement dans l'environnement et la santé vise à des améliorations importantes de la santé environnementale en Amérique latine et aux Caraïbes. Le plan qui a été lancé en 1993 prévoit la création d'un fond multilatéral cherchant à obtenir 216 milliards de dollars sur une période de 12 ans (70% de sources nationales et 30% de sources externes) en vue de combler l'énorme déficit dans l'infrastructure des services de santé, l'eau de boisson et l'assainissement de base. Aux termes du plan, chaque pays devra concevoir un plan national sur plusieurs années fournissant des directives pour toutes les institutions publiques et privées intervenant dans le domaine de la santé et de l'environnement dans un pays ainsi que pour la mobilisation des ressources techniques et financières multilatérales et bilatérales. WASH, par le biais du Bureau AID pour l'Amérique latine et les Caraïbes, collabore avec l'OPS à cet effort.

Un mécanisme de collaboration analogue bien plus étendu a été organisé à la fin de la Décennie internationale pour l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement (1981-90). Au fur et à mesure que la décennie approchait de sa clôture et que les buts sur le plan eau potable et assainissement n'étaient toujours pas atteints, des organismes externes ont cherché à ne pas perdre l'enthousiasme soulevé par la décennie. En 1988, un conseil de collaboration d'organismes externes a été créé et, en 1990, il ouvrait ses portes à des professionnels du secteur de l'eau venant des pays en développement. Le conseil est un forum pour ces spécialistes, leur permettant de discuter divers problèmes, encourageant la collaboration et l'utilisation efficace des ressources ainsi que l'adoption de politiques favorables. Il travaille par le biais d'institutions et s'attache aux questions de nature sectorielle.

La collaboration à ce niveau permet de mettre en tête de liste les questions de l'eau et de l'assainissement. Elle peut également offrir un modèle sur les avantages de la collaboration pour les pays en développement puisque les structures de ces pays répartissent souvent entre plusieurs ministères les responsabilités de l'eau et de l'assainissement.

Il existe certains problèmes qu'il faut reconnaître et résoudre dans la mesure du possible. Peut-être que le problème le plus important est que la collaboration et la coordination prennent beaucoup de temps, plus en fait, que de faire les choses soi-même.

Les jalousies institutionnelles ou la concurrence légitime se met en travers du chemin.

Les paradigmes de résolution des problèmes changent selon les organisations et ne seront pas toujours compatibles mais du moins ils devraient être explicites.

Coordination pour la gestion. Outre les réseaux de collaboration décrits ci-dessus, WASH a participé à des activités conjointes avec un certain nombre d'organisations internationales et bilatérales dans le domaine de l'exploitation et de l'entretien, de l'information, de la recherche appliquée, du recouvrement des coûts et de la gestion financière, de la gestion communautaire, de la formation, de la participation communautaire, de l'urbanisation et du rôle des femmes. Ces activités ont pris la forme de conférences conjointes, de documents préparés et présentés ensemble et d'équipes conjointes d'assistance technique. Ces activités en général se sont bien déroulées mais il existe certains problèmes qu'il faut reconnaître et résoudre dans la mesure du possible.

Peut-être que le problème le plus important est que la collaboration et la coordination prennent beaucoup de temps, plus en fait, que de faire les choses soi-même. Il faut de nombreuses réunions, de nombreux coups de fil et de nombreux mémorandums. Une opération qui est déjà tendue et difficile peut devenir encore plus complexe si on sent les pressions exercées par d'autres institutions que l'organisme de financement. Il y a diverses priorités pour le temps et l'argent. Parfois les jalousies institutionnelles ou la concurrence légitime se met en travers du chemin. Mais, même avec ces éventuels problèmes, les avantages sont énormes tant qu'on ne perd pas de vue le but premier et la priorité des organisations et qu'on prévoit le temps et les ressources nécessaires aux fins de planification et de budgétisation.

WASH a adopté un certain nombre de pratiques pour que la collaboration se déroule sans heurt. Par exemple, WASH cherche par tous les moyens de persuader les collaborateurs d'utiliser les techniques de planification qui ont passé l'épreuve de temps à WASH: réunions de planification de l'équipe avec animateur, consultation du client pour élaborer les termes de référence et rapport final bien rédigé. Certaines organisations avec lesquelles WASH a travaillé n'ont pas l'habitude de consacrer autant de temps à la planification. En outre, WASH reconnaît que les paradigmes de résolution des problèmes changent selon les organisations et ne seront pas toujours compatibles mais du moins elles devraient être explicites.

Coordination sur le terrain. De même qu'une coordination soutenant une politique institutionnelle ne mène pas forcément à une collaboration, la coordination au niveau direction ne mène pas forcément à la coordination sur le terrain. Toutes les activités d'assistance technique sur le terrain ne nécessitent pas une coordination mais un grand nombre en ont besoin. Il n'est pas rare de voir des équipes d'assistance technique du secteur de l'eau et de l'assainissement venant de diverses organisations se retrouver dans le même pays ou les organisations homologues dans d'autres pays qui se rencontrent accidentellement dans le même hôtel. Et même si le siège de la société est conscient qu'il faut coordonner les efforts et informer les équipes respectives, cela dépend presque entièrement de l'acceptation des chefs d'équipes et des membres pour que cela survienne effectivement de manière utile.

La direction d'une société peut encourager la coordination en créant une atmosphère et une approche stimulant la coordination et en évaluant la réussite de ses efforts en fonction des résultats atteints. Mais, en fin de compte, vu que les responsables seront physiquement au loin et qu'ils ne connaissent pas une grande partie des détails de ce qui se passe, ils n'ont que peu de pouvoir d'influencer les situations sur le terrain.

La meilleure manière d'encourager la coordination dans les situations de terrain est de rechercher des consultants qui, en tant que chefs d'équipe, croient dans la valeur de la coordination et de la collaboration et qui peuvent fixer des normes pour y arriver dès le départ, au moment de l'étape planification de l'équipe. Cette opinion peut ensuite être transmise à d'autres en encourageant la mise en place de réseaux et la communication et en démontrant une coordination au niveau supérieur.

La direction d'une société peut encourager la coordination en créant une atmosphère et une approche stimulant la coordination.

La meilleure manière d'encourager la coordination dans les situations de terrain est de rechercher des consultants qui, en tant que chefs d'équipe, croient dans la valeur de la coordination et de la collaboration et qui peuvent fixer des normes pour y arriver.

Leçon cinq Echange d'Information

Un service actif d'information peut étendre la portée ainsi que la visibilité et la crédibilité de l'assistance technique

Le transfert le plus efficace des technologies, des compétences et de l'information se fait par le biais des activités de l'assistance technique sur le terrain. Mais la nécessité de ce transfert dépasse de loin des ressources disponibles pour y arriver. Une des manières de combler cet écart est d'élaborer et de diffuser du matériel écrit. Le service d'information de WASH permet à un groupe bien plus important de personnes que celles recevant une assistance technique et directe de profiter de l'expérience de terrain et des analyses de gestion de WASH. Dans une grande mesure, c'est une démarche efficace car elle fait partie intégrante des opérations de WASH et jouit de la même priorité que les activités de terrain.

L'élaboration et la distribution de matériel provenant du travail de WASH joue également un rôle important en vue de renforcer la visibilité et la crédibilité du projet. En d'autres mots, la diffusion du matériel a un impact de marketing à un coût nettement moindre et avec un public bien plus vaste que d'autres techniques telles que la participation à des conférences ou des visites de reconnaissance. WASH accorde une haute priorité à la réalisation et à la distribution de publications qui englobent autant que possible ces connaissances et méthodologies. WASH publie des rapports techniques et des rapports de terrain dont nombreux sont traduits en français et en espagnol.

Les rapports techniques examinent les questions, synthétisent l'expérience et fixent des directives. Une grande attention est accordée à l'examen, à la révision et à la présentation des rapports techniques. Les rapports de terrain sont le résultat des activités d'assistance technique. Dans ces documents, on cherche surtout à saisir et à diffuser rapidement les résultats plutôt qu'à produire un document parfait. WASH fait parvenir à tous ceux intéressés les deux types de documents et les distribue régulièrement au

public clé. A la fin de l'exercice 1992, WASH avait publié 80 rapports techniques et 380 rapports de terrain.

Le principe directeur lorsqu'on décide du type de publication est de s'appuyer avant tout sur l'aspect fonction. La forme suivra la fonction. Un prestataire de l'assistance technique devrait avoir une image claire de son public et du type d'information dont celui-ci a besoin. Ce n'est qu'à ce moment là qu'il peut décider du type de publication qui convient (ou de toute autre forme de communication).

Par exemple, WASH publie des fiches de faits et des notes techniques. Ce sont des dépliants de deux à quatre pages qui synthétisent les contenus des rapports techniques et de terrain ou de publications pour les gens qui n'ont pas besoin de tous les détails de rapports plus longs. Ces dépliants visent à apporter les informations dont ne disposent pas les publics qui veulent se familiariser avec les questions de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement. En outre, plusieurs publications encouragent une meilleure connaissance des activités de WASH. Un "rapport d'activités" publié tous les douze ou dix-huit mois décrit brièvement toutes les activités d'assistance technique de WASH et donne une liste de toutes les publications de WASH. Trois ou quatre bulletins "mis à jour de WASH" publiés entre les rapports d'activités permettent aux missions et aux bureaux de l'AID et à d'autres parties intéressées de se tenir au courant des activités actuelles.

Un service d'information actif cherche de nouvelles manières de communiquer les idées. Aussi, WASH a utilisé un certain nombre de programmes de logiciels pour des présentations spéciales. Par exemple, une présentation informatisée de diapositives a permis de stimuler les discussions et de compléter les rapports publiés, les fiches techniques et les fiches de faits publiées sur le même thème.

Par le biais de son service d'information, WASH profite du travail des autres. Les échanges d'information ont permis de réunir une collection de plus de 7 000 documents sur l'eau, l'assainissement et la santé, une des plus complètes qui existe sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement. Une fonction importante de cette collection est de faciliter l'accès du personnel et des consultants de WASH à toute une gamme de documents traitant de problèmes courants

Un prestataire de l'assistance technique devrait avoir une image claire de son public et du type d'information dont celui-ci a besoin.

du point de vue technique, culturel et politiques. C'est extrêmement utile lorsqu'on prépare les équipes de consultants, qu'on répond à des demandes d'assistance technique et qu'on tient le personnel et les consultants au courant de ce qui se passe ailleurs sur le plan de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement.

Outre les fonctions de marketing, de diffusion de l'information et de collection de bibliothèque, le service d'information de WASH fournit également une assistance technique, une mémoire institutionnelle, une documentation des leçons apprises et des collections et réseaux spécialisés.

Soutien à l'assistance technique. Au fur et à mesure qu'on se rend davantage compte dans les pays en développement des bénéfices liés aux systèmes organisés d'informations techniques, de nombreuses demandes ont été reçues pour une assistance technique portant sur la planification, la conception et l'application de ces systèmes.

Par exemple, la mission AID au Zaïre a demandé à WASH de définir les besoins d'information du Projet AID d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les zones rurales et au sein des ministères et organismes connexes du Gouvernement zaïrois. Une fois les besoins définis, WASH a aidé à concevoir le système d'information et le programme de formation pour les organisations respectives. En outre, une activité d'assistance technique portant sur la gestion de base de données a été réalisée en Thaïlande conjointement avec un centre de ressources hydrauliques, qui pourrait devenir une bibliothèque.

La collecte, l'organisation et le maintien de l'information sur les expériences et les accomplissements de l'organisation lui permettent de s'inspirer des réussites passées et d'éviter les erreurs déjà faites.

Mémoire institutionnelle. La collecte, l'organisation et le maintien de l'information sur les expériences et les accomplissements de l'organisation lui permettent de s'inspirer des réussites passées et d'éviter les erreurs déjà faites. Le service d'information de WASH représente la mémoire institutionnelle aussi bien de WASH que du personnel de l'AID intervenant dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement. Outre la collection des rapports techniques et d'activités de WASH, la bibliothèque de WASH contient également une collection importante de rapports de terrain, de rapports à mi-parcours, de présentations de conférences et d'autres

matériels qui ne sont pas publiés officiellement. Ce matériel est très précieux pour la formation et pour l'orientation des nouveaux membres du personnel de WASH ainsi que pour les équipes d'assistance technique.

Leçons apprises. Le processus permettant continuellement de saisir les leçons apprises devait être une fonction de l'assistance technique. WASH a adopté un certain nombre de pratiques permettant de faire bénéficier la planification des fruits de l'expérience. Lorsque les équipes d'assistance technique terminent leurs missions, elles participent à une réunion de synthèse où elles décrivent la mission et ses résultats aux personnes intéressées de WASH, de l'AID et d'autres organismes d'assistance au développement. Les leçons apprises représentent un volet important de l'ordre du jour de ces réunions de synthèse.

Au début 1992, WASH a institué des séminaires trimestriels du personnel où l'on discute des leçons apprises. Les thèmes dont il est question lors de ces réunions sont développés davantage et diffusés par le biais du "Forum des leçons apprises", nouvelle publication où les membres du personnel de WASH parlent de ce que WASH a appris en particulier sur des thèmes bien précis tels que la participation du secteur privé et l'assainissement. Le "Forum des leçons apprises" est distribué aux publics techniques et politiques clients.

Collections et réseaux spécialisés. L'échange d'information permet de mettre en place des réseaux de communication—c'est-à-dire des arrangements interactifs entre organisations ou particuliers aux fins de partager l'information. Lorsque l'information réunie est organisée autour d'un ou plusieurs thèmes spécialisés, des réseaux spécialisés ont également tendance à se créer. WASH a utilisé ces techniques pour cibler l'échange d'information sur des thèmes très prioritaires, à l'intention d'organisations concernées. WASH est devenu un point focal international d'information dans les domaines de la draconculose, de la récolte des eaux de pluie et des questions péri-urbaines.

Les réseaux associés à ces trois thèmes sont très vastes et comprennent des personnes et des organisa-

L'échange d'information permet de mettre en place des réseaux de communication—c'est-à-dire des arrangements interactifs entre organisations ou particuliers aux fins de partager l'information.

tions intéressées dans le monde entier. De nature informelle et relativement peu chers, les réseaux sont particulièrement importants pour fournir des informations aux chercheurs et aux praticiens des pays en développement. Un bulletin spécial est publié pour chaque réseau pour faciliter les échanges d'information entre membres. Par exemple, "la GOUTTE D'EAU", bulletin du réseau des eaux de pluie est publié et distribué deux fois par an à 820 membres du réseau dans 103 pays. Tous les bulletins du réseau comprennent des articles et des lettres provenant des membres du réseau. Le bulletin est le moyen de communiquer au sein du réseau.

La coopération d'autres organisations est un volet critique pour garder des réseaux efficaces. Par exemple, dans le cadre de la maladie du ver de Guinée, WASH collabore avec les Centers for Disease Control pour la traduction et la distribution du bulletin.

L'existence de ces collections et réseaux spécialisés a eu plusieurs résultats positifs notamment un meilleur échange d'information entre WASH et les intervenants de l'eau et de l'assainissement et un meilleur contact entre le personnel et les praticiens du développement.

* * *

Au fil des ans, WASH a mis sous pied un projet efficace d'assistance technique et certaines de ses méthodes et pratiques ont été copiées et utilisées par d'autres organisations. Mais les procédures et pratiques particulières sont moins importantes que les actions sur lesquelles elles reposent: sensibilité de la réponse au client, prise de décision conjointe, approche interdisciplinaire et volonté d'apprendre à partir de l'expérience et de changer lorsque les vieilles approches ne sont plus efficaces.



Andrew W. Karp/WASHU

Une femme bolivienne profite des fruits de sa participation à un programme communautaire d'assainissement en zone rurale réalisé par CARE.

Chapitre 3: RESPONSABILITE PARTAGEE

Le thème "responsabilité partagée" n'est pas utilisé couramment dans la littérature du développement mais englobe un concept apprécié par la plupart des praticiens du développement. L'essence du concept est que les principaux intervenants de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement ne devraient pas agir de manière indépendante ou compétitive mais devraient partager la responsabilité, assumant chacun une partie appropriée du fardeau. S'ils le font, le processus de développement a plus de chance de réussir et s'ils ne le font pas, le temps et l'argent seront gaspillés et on n'arrivera pas à répondre aux besoins d'avoir ces équipements durables d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Le principe peut être résumé ainsi: **un développement durable est**

davantage possible si chacune des principales entités participantes reconnaît et assume son rôle et sa part de responsabilité.

Ceux qui ont la responsabilité de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement sont les gouvernements des pays hôtes—au niveau national et à l'échelle locale ou municipale, les bailleurs de fonds, les organisations non-gouvernementales (ONG), les communautés locales et les utilisateurs ainsi que le secteur privé. Chacun de ces groupes est traité ci-après.

Leçon six Institutions nationales

C'est au gouvernement qu'incombe la responsabilité principale de la gestion du secteur, notamment la planification, la coordination des bailleurs de fonds, la réforme de politiques, la réglementation ainsi que les aspects institutionnels et financiers du développement

Les gouvernements du pays en développement doivent prendre l'initiative des activités dans leurs propres secteurs de l'eau et de l'assainissement. Autrement, les bailleurs de fonds risquent de prendre des décisions fondées sur leurs propres opinions et les résultats ne sont pas toujours dans le meilleur intérêt du pays dans son ensemble. Ou alors, les bailleurs de fonds peuvent décider d'intervenir ailleurs dans un autre pays qui se montre davantage capable de réaliser des programmes durables. De même, les gouvernements devraient vérifier que les conditions sont en place pour attirer les ressources du secteur privé.

Dans presque tous les cas, seul le gouvernement national a l'autorité et la crédibilité nécessaires pour assumer le rôle de gestionnaire du secteur. Les collectivités locales, les organisations du secteur privé et les organismes de soutien internes peuvent apporter une assistance à divers niveaux mais ils ne peuvent pas être le point focal de la gestion sectorielle c'est-à-dire la définition de normes, la coordination générale de la planification, la participation des bailleurs de fonds, le financement et l'exécution. WASH a trouvé qu'il

Il est d'importance capitale d'avoir de solides institutions au niveau du gouvernement central pour gérer efficacement l'approvisionnement en eau et l'assainissement.

est d'importance capitale d'avoir de solides institutions au niveau du gouvernement central pour gérer efficacement l'approvisionnement en eau et l'assainissement.

Les indicateurs d'une gestion sectorielle efficace sont notamment la définition de buts, plans, politiques et institutions bien clairs au niveau national avec un personnel qualifié pour les exécuter; des directives réglementaires et une approbation de programmes pour vérifier que les activités sont solides du point de vue environnemental et que tous les éléments nécessaires à la pérennité sont compris ainsi que l'approbation et le suivi des organisations donatrices non-gouvernementales pour être sûr que les programmes répondent aux besoins des pays.

Politiques. Pour être réussis, l'approvisionnement en eau et l'assainissement doivent se placer dans le contexte du soutien formulé explicitement et des responsabilités dans les plus hautes sphères du gouvernement national. Cela devrait être donné sous forme d'un document contenant la politique officielle publique sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement. Ce document n'a pas besoin d'être élaboré ou de contenir des plans détaillés d'exécution. Mais il doit au moins indiquer qui est responsable de l'exploitation et de l'entretien du système public et indiquer qui financera ces activités. Par exemple, le Bénin a élaboré un tel document qui est clair et concis et qui fournit une direction à toutes les parties concernées notamment les bailleurs de fonds, les communautés, les ONG et le secteur privé.

Il n'est pas rare de voir s'écrouler des programmes parce qu'ils n'ont pas été soutenus d'en haut. Une des raisons expliquant la réussite de la création des associations d'intérêt collectif en Tunisie, du point de vue exploitation et gestion des systèmes d'approvisionnement en eau des zones rurales est que le Gouvernement soutenait à fond l'idée et en fait, l'avait traduite sous forme de politiques nationales.

Les déclarations officielles des politiques indiquent que le gouvernement cherche sérieusement à répondre aux problèmes de l'eau et de l'assainissement, rend visibles des activités de développement et indique la priorité dont jouit le secteur. Elles aident à

Il n'est pas rare de voir s'écrouler des programmes parce qu'ils n'ont pas été soutenus d'en haut.

Lorsque les gouvernements pensent vraiment que cette question est importante, ils vont y consacrer une certaine somme d'argent même si leurs ressources sont modiques.

En se plaçant du point de vue des bailleurs de fonds, la planification sectorielle inspire confiance en montrant que les fonds sont utilisés de manière appropriée et soutiendront des programmes et des projets durables.

créer et à façonner l'environnement dans lequel se déroule le développement mais ces déclarations à elles seules ne convainquent pas les bailleurs de fonds et les autres éventuels intervenants du programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement de la résolution du gouvernement. Les gouvernements doivent également apporter une partie des ressources nationales disponibles. Lorsque les gouvernements pensent vraiment que cette question est importante, ils vont y consacrer une certaine somme d'argent même si leurs ressources sont modiques.

Planification. La planification sectorielle au niveau national est importante car elle établit les domaines prioritaires dans l'investissement et vérifie que les programmes d'eau et d'assainissement répondent à ce que le gouvernement juge être les besoins les plus urgents du secteur. La planification permet également de cerner les domaines où le renforcement institutionnel est nécessaire pour augmenter les capacités de réalisation des programmes et pour vérifier que le financement est fourni pour répondre aux besoins. Enfin, la planification aide les gouvernements à identifier les activités et les projets pour lesquels on peut chercher une assistance auprès d'autres sources telles que les organisations bénévoles privées et le secteur privé. En se plaçant du point de vue de bailleurs de fonds, la planification sectorielle inspire confiance en montrant que les fonds sont utilisés de manière appropriée et soutiendront des programmes et des projets durables.

WASH a constaté que souvent les gouvernements n'ont pas les capacités nécessaires pour élaborer des plans réalistes. Aussi, dans un certain nombre de cas, WASH a aidé les gouvernements à planifier les activités. Par exemple, lorsque le choléra est revenu sévir en Amérique en 1991, WASH a aidé un certain nombre de pays à évaluer leur vulnérabilité à la maladie et à faire des plans pour enrayer l'épidémie. Dans le cadre d'une autre tâche, l'une des plus ambitieuses qu'ait entreprise WASH, WASH a aidé quatre pays de l'Europe de l'Est à élaborer des plans pour nettoyer le Danube en évaluant d'abord les sources de pollution du fleuve dans ces pays.

La planification est difficile car elle concerne souvent des institutions qu'il faut regrouper en dépit

de leur tendance naturelle à vouloir garder leurs prérogatives. Au fur et à mesure qu'on considérera l'eau et l'assainissement comme un des aspects du programme général de santé environnementale, le nombre d'institutions augmentera, compliquant encore davantage la planification. Ces dernières années, des outils ont été élaborés, par exemple, des évaluations environnementales et de risques pour la santé pour aider les pays à fixer des priorités et à faire des plans.

Vu son expérience limitée en matière d'évaluation des risques, WASH a cherché à adapter les méthodes d'évaluation des risques utilisées par l'Agence américaine de Protection de l'Environnement et les utilisées dans le contexte des pays en développement avec des données qualitatives et quantitatives. WASH a collaboré avec PRITECH, un Projet de Santé publique financé centralement par L'AID, pour faire une évaluation des risques relatifs pour la santé dans le cadre d'un certain nombre de conditions environnementales à Quito, en Equateur en 1992. L'évaluation de risques est un outil permettant d'estimer dans quelle mesure un danger environnemental fait courir un risque sur le plan santé. Elle fournit des informations aux décideurs pour fixer des priorités. Généralement, l'information recherchée pour une évaluation de risques est purement quantitative. Pour donner une face humaine à l'évaluation de Quito, WASH a réuni des données qualitatives et des données provenant d'interviews approfondies et de discussions de groupe, ainsi que d'observations structurées du comportement des ménages pour définir les risques tels qu'ils sont perçus et expérimentés par les gens ordinaires. Les données qualitatives et quantitatives ont été comparées.

L'évaluation des risques peut être un outil important de planification pour les gouvernements mais, si l'on veut qu'elles soient efficaces, les organisations du secteur public doivent avoir la capacité de réunir les données quantitatives sur lesquelles se fondent les évaluations. En outre, les gouvernements ont besoin d'institutions et de processus participatifs pouvant être mobilisés pour prendre des décisions de politiques publiques. Ce n'est qu'à ce moment là que les décisions obtiendront le soutien nécessaire et pourront se maintenir.

La planification est difficile car elle concerne souvent des institutions qu'il faut regrouper en dépit de leur tendance naturelle à vouloir garder leurs prérogatives.

L'évaluation des risques peut être un outil important de planification pour les gouvernements mais, si l'on veut qu'elles soient efficaces, les organisations du secteur public doivent avoir la capacité de réunir les données quantitatives sur lesquelles se fondent les évaluations.

Réglementation. Les gouvernements nationaux devraient continuer à identifier et à faire des réformes des politiques et réglementations nécessaires pour un développement plus efficace dans le domaine de l'eau et de l'assainissement et bien que des progrès très importants aient été faits face à ces questions difficiles, il existe encore dans certains pays des réglementations publiques qui entravent l'exploitation et l'entretien efficaces puisqu'on décourage la participation du secteur privé.

Par exemple, le Ministère des Finances en Tunisie ne voulait pas lâcher le contrôle étroit des fonds d'entretien réunis par des associations d'intérêt collectif en dépit des sentiments quasiment unanimes au sein des gouvernorats que le système ne marche pas bien. Les associations d'intérêts collectifs ont été créées pour institutionnaliser un programme de gestion communautaire, à l'échelle nationale, des points d'eau en zones rurales. Changer le système et confier aux associations un plus grand pouvoir sur leurs ressources financières est une décision fondamentale si l'on veut qu'elles soient plus autonomes. Certains gouvernements, pour prendre un autre exemple, ont fixé des réglementations bien trop strictes régissant la qualité de l'eau ou la construction d'équipement, ce qui entrave le développement d'autres systèmes et vu que ces réglementations sont bien souvent ignorées, elles encouragent implicitement un manque de respect vis à vis de la loi. D'autres gouvernements encore demandent des droits tarifaires élevés pour des produits dont le secteur privé a besoin pour participer au programme d'eau et d'assainissement.

Dans de nombreux pays, les réglementations publiques concernant une institution financière peuvent bloquer les marchés de capitaux locaux, les empêchant de participer à l'investissement dans l'eau et dans l'assainissement puisqu'on interdit ou qu'on limite énormément leur capacité à prendre des prêts. Si ces marchés locaux étaient disponibles, on arriverait mieux à résoudre les problèmes de dettes externes qui sont aggravés de par la stipulation de rembourser en monnaie originale puisque cela entame un pourcentage toujours plus grand du produit intérieur brut lorsque les monnaies nationales sont dévaluées.

Gestion. Une solide gestion dans le secteur gouvernemental renforce les ressources institutionnelles et financières disponibles pour le secteur de l'eau et de l'assainissement. De nombreuses organisations responsables de la mise en oeuvre ont surtout une orientation technologique et ne disposent pas des compétences multidisciplinaires nécessaires pour un développement efficace. Ces compétences sont souvent disponibles dans d'autres ministères publics et peuvent profiter à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement grâce à une coordination interministérielle efficace.

De même, les programmes financés et gérés par des bailleurs de fonds, des organisations bénévoles privées et le secteur privé ont des capacités et une expérience qui en font des ressources précieuses pour l'effort de développement si le gouvernement s'adresse à eux. Le secteur privé est particulièrement utile pour l'exécution de projets—étude de faisabilité, plans d'ingénierie et système de construction sous la direction du gouvernement—ainsi que pour la prestation des services d'exploitation et d'entretien. Si l'on veut utiliser efficacement les ressources externes, le plan sectoriel doit être bien formulé et appliqué et l'effort en général doit être bien coordonné.

Evaluer la performance. Dans la mesure où il le peut, le gouvernement devrait identifier et corriger rapidement les problèmes des programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement car ils sont la cause des grandes faiblesses. Si les bailleurs de fonds pensent que le programme national est faible, inefficace ou corrompu, le gouvernement perdra rapidement le contrôle du processus. La meilleure manière de l'éviter consiste pour le gouvernement à évaluer constamment la performance du programme procédant aux ajustements nécessaires pour le renforcer et l'améliorer.

Des secteurs de l'eau et de l'assainissement qui ont réussi se sont donnés des mécanismes de suivi et d'évaluation pour garder un oeil sur ce qui se passe dans le secteur. Par exemple, au Swaziland, le groupe de soutien technique responsable en premier lieu de la planification sectorielle dans le cadre du groupe d'action nationale suit et évalue continuellement le secteur recommandant les domaines où une attention

Les programmes financés et gérés par des bailleurs de fonds, des organisations bénévoles privées et le secteur privé ont des capacités et une expérience qui en font des ressources précieuses pour l'effort de développement si le gouvernement s'adresse à eux.

Des secteurs de l'eau et de l'assainissement qui ont réussi se sont donnés des mécanismes de suivi et d'évaluation pour garder un oeil sur ce qui se passe dans le secteur.

Au fur et à mesure qu'un programme national d'approvisionnement en eau et d'assainissement évolue, les arrangements institutionnels devraient être périodiquement évalués par les organismes gouvernementaux concernés pour voir si les changements sont bien nécessaires.

complémentaire est nécessaire ou les ajustements à porter aux plans du programme.

Revoir et reformuler les arrangements institutionnels. Au fur et à mesure qu'un programme national d'approvisionnement en eau et d'assainissement évolue, les arrangements institutionnels devraient être périodiquement évalués par les organismes gouvernementaux concernés pour voir si les changements sont bien nécessaires. Par exemple, de nouveaux ministères ont pu être créés pour répondre de manière vigoureuse aux autres besoins nationaux et leurs efforts devraient être coordonnés avec les activités réalisées dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement. De même, on peut changer la forme d'un programme d'eau et d'assainissement si une autre structure de coordination serait plus efficace. Par exemple, si le secteur privé s'est renforcé ou si de nouvelles organisations bénévoles privées se sont créées, peut-être faudra-t-il institutionnaliser les nouvelles relations. La responsabilité de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement devra peut être confiée à un ministère différent—par exemple, le ministère du développement de l'infrastructure, du développement de la santé ou du développement rural—pour permettre au secteur de continuer à se développer dans la bonne direction. Au départ, les affaires rurales et urbaines ont pu être prises en charge par le même service mais à présent, il faut les séparer ou alors il faut mettre en place un volet tout à fait nouveau concernant l'éducation en matière d'hygiène.

Par exemple, en Equateur, suite à une ré-évaluation du secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, le service national de l'eau a décidé d'adopter une approche plus décentralisée pour mieux répondre aux besoins des communautés rurales. Au Sri Lanka, la responsabilité de l'approvisionnement en eau des zones rurales n'incombait plus au Ministère de l'Agriculture mais avait été confiée à l'entité urbaine de l'eau car on considérait que c'était moins cher et plus efficace de combiner les services ruraux et urbains. Dans certains pays, la responsabilité de l'eau et de l'assainissement est confiée à des nouveaux ministères de l'environnement.

Les responsabilités liées à l'exécution des diverses activités du secteur varient considérablement, dans leur portée, selon le pays. Une étude faite par WASH auprès de cinq pays constatait que les responsabilités de gestion variaient selon qu'il s'agissait d'organisations du gouvernement national, d'organisations régionales décentralisées, de communautés ou du secteur privé. Chaque arrangement avait été développé conformément aux besoins et aux soucis locaux.

Les possibilités sont indéfinies. L'important est de prendre périodiquement du recul pour voir dans quelle mesure le secteur progresse et comment ces progrès influencent et sont à leur tour influencés par les arrangements institutionnels existants. Si on ne fait pas cela, on perpétue la tendance consistant à ne pas faire de changement et à continuer à faire les choses de manière dépassée ou inefficace.

Leçon sept Les bailleurs de fonds

Le rôle des bailleurs de fonds est de fournir au gouvernement un soutien coordonné pour concevoir ou exécuter leurs plans nationaux.

Sous l'impulsion de la Décennie internationale de l'approvisionnement en eau potable et de l'assainissement, de nombreux pays ont élaboré des plans sectoriels. Ces plans ont été élaborés par les consultants de l'extérieur et témoignent d'un déséquilibre entre activités proposées et ressources nationales, capacité et engagement du gouvernement. Mais certains pays ont pris la planification sectorielle comme une question sérieuse, lui accordant une haute priorité et ont mis sur pied des plans à long terme bien réfléchis qui méritent que les bailleurs de fonds les envisagent sérieusement en vue de leur accorder un financement à long terme. Citons à ce propos le Bénin. La force de son programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement vient probablement de sa planification efficace.

Cela ne veut pas dire que les bailleurs de fonds ne devraient pas fournir des crédits et de l'assistance technique aux pays qui ont de tels plans pragmati-

Trop souvent, Les bailleurs de fonds approuvent ou même encouragent l'idée selon laquelle les gouvernements nationaux prennent en main le développement du secteur de l'eau et de l'assainissement et finalement insistent au moment de l'exécution que tout ce qui se fait en utilisant l'argent du bailleur de fonds se fasse de la manière dont eux l'entendent.

ques. Les pays qui n'ont pas de capacité institutionnelle pour entreprendre une bonne planification ont également besoin d'assistance technique. Leur population aura probablement besoin tout autant sinon plus d'investissements pour améliorer les équipements que les populations des pays possédant les meilleures capacités de planification. Toutefois, les bailleurs de fonds devraient soutenir tout particulièrement des pays qui traitent le secteur de l'eau et de l'assainissement avec suffisamment de sérieux pour lui consacrer des ressources aux fins de gestion et développement. Par ailleurs, ce renforcement n'est positif que pour un pays qui sait prendre en main ses propres affaires et c'est un bon indicateur montrant que les investissements des bailleurs de fonds sont faits dans le cadre de programmes et de systèmes durables.

Trop souvent, Les bailleurs de fonds approuvent ou même encouragent l'idée selon laquelle les gouvernements nationaux prennent en main le développement du secteur de l'eau et de l'assainissement et finalement insistent au moment de l'exécution que tout ce qui se fait en utilisant l'argent du bailleur de fonds se fasse de la manière dont eux l'entendent. Trop souvent, le soutien des bailleurs de fonds n'est apporté que si toutes les règles de celui-ci sont suivies et si l'on utilise l'équipement et le matériel qu'il a spécifiés. Certains bailleurs de fonds insistent même pour qu'un département opérationnel séparé soit créé pour se charger de tous les projets souscrits par le bailleur de fonds et veulent que ce département fonctionne indépendamment de tous les autres.

On a un exemple extrême de cette situation au Honduras où trois bailleurs de fonds ont insisté que des services séparés soient créés au sein de SANAA (service public de l'approvisionnement en eau des zones rurales et urbaines) pour gérer leurs programmes individuels. Ainsi on avait trois services d'une organisation couvrant chacun une zone géographique différente, utilisant des critères différents pour les conditions d'acceptation des communautés et utilisant des technologies différentes. Guère surprenant dès lors d'avoir eu d'importants problèmes internes notamment des jalousies entre des institutions, des politiques incompatibles et des plans des carrières bloqués.

Les bailleurs de fonds devraient insister sur l'autonomie nationale et chercher d'abord à soutenir le plan national même s'il ne correspond pas exactement à celui qu'ils auraient fait eux-mêmes. S'il y a clivage entre les objectifs du plan et les priorités du programme du bailleur de fonds, celui-ci devrait soit modifier ses propres priorités soit montrer au gouvernement national pourquoi ses priorités devraient être les mêmes que celui du bailleur de fonds, au vu des besoins du pays.

Dans certaines situations, il n'est pas bon que les bailleurs de fonds continuent à octroyer les ressources d'un pays. Par exemple, si un pays n'est pas prêt à réaliser qu'il doit renforcer ses institutions qui sont trop faibles, un bailleur de fonds peut être justifié dans sa décision de retirer le soutien puisque l'argent pourra être utilisé plus efficacement ailleurs.

Les bailleurs de fonds doivent être prêts à être souples et compréhensifs et à faire des sacrifices dans le court terme dans l'intérêt d'un développement institutionnel durable dans le long terme. Ce rôle suppose plusieurs obligations spécifiques qui démontrent le soutien des bailleurs de fonds face à la gestion du processus de développement de la part du gouvernement national dont il est question plus en détail ci-après.

Participation à la planification. Les bailleurs de fonds devraient participer activement à l'élaboration de stratégies et de plans nationaux mais devraient aussi faire attention à ne pas dicter la forme que doit prendre le plan du gouvernement. Si l'on veut que les programmes durent dans le temps, ils doivent refléter les priorités et les directions du gouvernement et non pas celles des bailleurs de fonds. Le processus de planification doit être collaboratif si l'on veut que le bailleur de fonds facilite les choses mais ne décide pas.

Toutefois, les bailleurs de fonds ne devraient pas prendre une attitude détachée quant à la planification nationale prétendant que la collaboration est inappropriée ou qu'elle demande un engagement financier. Si ce dernier point est un problème, le bailleur de fonds peut l'expliquer simplement dès le début et dire que sa participation tout au long de la planification ne doit pas être interprétée comme indiquant un engage-

Si un pays n'est pas prêt à réaliser qu'il doit renforcer ses institutions qui sont trop faibles, un bailleur de fonds peut être justifié dans sa décision de retirer le soutien puisque l'argent pourra être utilisé plus efficacement ailleurs.

Si l'on veut que les programmes durent dans le temps, ils doivent refléter les priorités et les directions du gouvernement et non pas celles des bailleurs de fonds. Le processus de planification doit être collaboratif si l'on veut que le bailleur de fonds facilite les choses mais ne décide pas.

ment financier. La plupart des bailleurs de fonds reconnaissent qu'ils ont la responsabilité d'aider les gouvernements à renforcer leurs capacités institutionnelles par le biais de transferts d'information et de compétences même s'il n'y a pas investissement financier.

Engagements à long terme. Une des erreurs les plus courantes et les plus graves que font les bailleurs de fonds consiste à refuser de prendre des engagements financiers à long terme dans les pays pour soutenir les activités dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Les bailleurs de fonds ne devraient pas se sentir obligés de signer un chèque en blanc pour dix années en fonction de plans décennaux qui, à l'évidence ne sont pas réalistes. Par contre, on peut s'attendre à ce qu'il s'engage de manière informelle face à un niveau de financement pour une période de plusieurs années. Ce type d'engagement permet au pays d'élaborer ses plans sachant qu'il obtiendra de l'argent suivant l'approbation du bailleur de fonds par rapport aux activités spécifiques pour lesquelles ces fonds seront utilisés.

Certains bailleurs de fonds ont une tendance à changer tellement rapidement de directions et de priorités qu'aucun gouvernement n'arrive à suivre.

Certains bailleurs de fonds ont une tendance à changer tellement rapidement de directions et de priorités qu'aucun gouvernement n'arrive à suivre. Dans une certaine mesure, c'est dû aux pressions politiques démocratiques dans les pays des bailleurs de fonds mais tous les bailleurs de fonds démocratiques ne sont pas les uns aussi coupables que les autres. Si l'on change les "thèmes" de développement tous les deux ou trois ans, il est impossible pour les pays en développement d'utiliser à bon escient les ressources des bailleurs de fonds ou leurs propres ressources. Les pays qui prennent au sérieux les directions que leur donnent les bailleurs de fonds quant à leur propre développement et qui élaborent des plans réalistes peuvent voir leur travail bloqué par des changements dans la direction. Des politiques de développement rationnelles et l'utilisation efficace des ressources demandent des thèmes et approches consistants et logiques. Autrement, on gaspille l'argent du contribuable.

Coordination des programmes. En cherchant une évolution rapide, de nombreux gouvernements per-

mettent à des programmes de démarrer alors qu'ils ne sont pas en mesure de les coordonner efficacement. Généralement, il n'est guère réaliste de demander à un gouvernement national de coordonner les programmes de divers bailleurs de fonds. La participation de bailleurs de fonds à la planification nationale aide certes, mais en fin de compte, ce sont des bailleurs eux-mêmes qui doivent prendre des mesures positives pour coordonner leur travail. Dans de nombreux pays en développement, des comités formels ou informels de bailleurs de fonds se rencontrent régulièrement pour discuter de leurs activités et projets prévus et pour partager leurs évaluations sur l'état d'avancement dans le secteur. Cela permet à tous les bailleurs de fonds de mieux utiliser leurs ressources et de vérifier que les projets ne se chevauchent pas ou ne vont pas dans le sens contraire. La compétitivité entre bailleurs de fonds ou le refus de partager l'information et de coordonner les activités est source de gaspillage d'argent et d'échec de programmes.

La collaboration et la coordination entre bailleurs de fonds bilatéraux et internationaux peuvent augmenter l'importance et la visibilité des activités du secteur. Elles fournissent des occasions de renforcer l'efficacité et de diminuer les coûts (par exemple, en acceptant d'utiliser un matériel standard). Parallèlement, une véritable collaboration présente de nombreuses difficultés logistiques et l'investissement important du point de vue temps peut ralentir des progrès et faire augmenter des coûts—du moins dans le court terme. De plus, la collaboration signifie une certaine perte de contrôle et beaucoup d'organisations n'aiment pas cela.

Souplesse au niveau de l'exécution. Souvent, les projets commencent en allant dans une direction puis, changent de cap lorsque de nouvelles possibilités se présentent ou si l'on se heurte à des difficultés plus grandes que prévues. Par exemple, les personnes dirigeant un projet de lutte contre la schistosomiase peuvent trouver à mi-parcours qu'une partie des fonds devrait être consacrée à la construction de points d'eau potable dans les zones touchées. De même, un projet axé uniquement sur l'approvisionnement en eau pourrait découvrir un soutien considérable dans la

La collaboration et la coordination entre bailleurs de fonds bilatéraux et internationaux peuvent augmenter l'importance et la visibilité des activités du secteur et fournir des occasions de renforcer l'efficacité et de diminuer les coûts.

Les bailleurs de fonds doivent être suffisamment souples pour répondre aux besoins et saisir les possibilités à mi-parcours sans se tenir cantonnés dans l'approche originale ou en insistant pour telle ou telle technologie.

communauté et une acceptation à payer une partie des coûts de l'assainissement si les deux peuvent être installés simultanément. Ou alors, les responsables d'exécution d'un programme conçu pour l'emploi des pompes manuelles pourraient constater que les communautés sont prêtes à payer pour des technologies plus pratiques mais qu'elles ne veulent rien donner pour le niveau des services.

Dans de tels cas, les bailleurs de fonds doivent être suffisamment souples pour répondre aux besoins et saisir les possibilités à mi-parcours sans se tenir cantonnés dans l'approche originale ou en insistant pour telle ou telle technologie. Une telle souplesse peut valoir une utilisation plus efficace de ressources que celle envisagée au départ.

Leçon huit

Les organisations non-gouvernementales

Les ONG sont capables de fonctionner efficacement là où les bailleurs de fonds peuvent trouver qu'il est difficile de le faire—au niveau communautaire local et dans des situations très politisées

Traditionnellement, les ONG ont joué un rôle très important au niveau communautaire dans de nombreux pays en développement. Des milliers d'ONG locales et nationales interviennent dans le monde entier bien que, dans un pays donné, il n'en existe que quelques unes avec suffisamment d'expérience et avec un financement régulier.

Outre les nombreuses ONG locales dans le monde entier, il existe un certain nombre de grandes ONG internationales dont le rôle au sein du développement a pris beaucoup d'importance puisqu'elles se concentrent sur les secours classiques en cas de catastrophe et davantage sur un engagement à long terme face au développement. Par exemple, CARE réalise des projets d'approvisionnement et d'assainissement dans divers pays notamment l'Indonésie, le Guatemala et la Sierra Leone. World Vision a réalisé un programme de grande envergure dans le domaine de l'eau et de l'assainissement pour cinq pays africains. Ce sont des grandes ONG internationales avec lesquelles WASH a travaillé qui sont discutées ici.

Vu que les ONG interviennent dans les domaines des soins de santé primaires, de l'eau et de l'assainissement, elles ont tendance à ne pas être politiques. Elles sont souvent plus acceptables que les bailleurs de fonds tant pour les communautés locales que les gouvernements nationaux. Elles peuvent travailler dans les pays quelles que soient les relations gouvernementales officielles entre le gouvernement du pays en développement et le gouvernement du pays d'où vient l'ONG. Par exemple, en Ethiopie, les problèmes politiques ont empêché l'AID de travailler directement dans les camps de secours à la famine. Mais plus d'une douzaine d'ONG établies aux Etats-Unis ont pu mettre sur pied des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans ce pays. En Afrique du Sud, une coalition d'ONG a été créée pour coordonner les secours d'urgence lors de la sécheresse de 1992 vu que les relations complexes entre le gouvernement de l'Afrique et les gouvernements de homelands entravaient les secours.

Il est évident que les ONG ont un rôle positif à jouer au sein du développement. Souvent elles disposent d'importantes sommes financières et d'autres ressources, conjuguées à une capacité d'agir rapidement et avec souplesse pour répondre aux besoins du développement. Elles ont d'excellents liens avec les communautés et sont très crédibles et actives tant sur le plan assistance technique que sur le plan construction. Ces caractéristiques sont nécessaires et peuvent être utilisées pour soutenir les programmes et les projets de développement national. Aussi, les ONG sont-elles une ressource potentiellement significative pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement.

Par ailleurs, de nombreuses ONG ont résisté à toute directive de l'extérieur—même de la part des gouvernements des pays où elles travaillent. Par le passé, de nombreuses ONG étaient des organismes de secours qui étaient fières de leur indépendance et dont les financiers demandaient des résultats rapides et visibles. Si ces caractéristiques ne sont pas problématiques pour les secours d'urgence, elles peuvent par contre entraver des programmes à long terme visant à un développement durable.

Au fur et à mesure que les ONG se tournent davantage vers le développement à long terme, elles

Vu que les ONG ont tendance à ne pas être politisées, elles sont souvent plus acceptables que les bailleurs de fonds tant pour les communautés locales que les gouvernements nationaux.

Les ONG ont d'excellents liens avec les communautés et sont très crédibles et actives tant sur le plan assistance technique que sur le plan construction.

sont de plus en plus prêtes à travailler de pair avec d'autres bailleurs de fonds dans le contexte d'un gouvernement national chargé de son propre développement. Cette acceptation est d'autant plus grande si l'on traite les ONG comme des intervenants importants au sein de l'équipe de développement et si on les fait participer au processus de planification et de coordination. Généralement, lorsqu'il existe de solides relations de travail entre les ONG et le gouvernement, on arrive à mise en oeuvre efficace du projet. Par exemple, en Sierra Leone, CARE avec le soutien du Canada a réalisé pendant un certain nombre d'années un Projet d'approvisionnement en eau dans le district rural de Moyambo.

Vu que CARE travaillait en étroite relation avec le Ministère de l'Énergie et de l'Électricité de la Sierra Leone, le personnel technique des deux organisations a pu être intégré de manière efficace au niveau de la mise en oeuvre du projet. Le ministère fournissait la direction générale et certains membres du personnel ainsi que les directives du point de vue politiques établies alors que CARE a fourni les fonds du projet, les approches novatrices et la participation communautaire, du personnel et un soutien logistique. En général, CARE a forgé un solide partenariat du travail avec le Gouvernement de la Sierra Leone qui a permis de diriger les efforts conjoints dans les problèmes urgents de l'eau et de l'assainissement.

Dans les zones péri-urbaines ou informelles qui n'ont peut être pas le statut légal et qui risquent donc d'être coupées de l'accès aux ressources et aux institutions gouvernementales, les ONG peuvent être des moyens utiles pour arriver jusqu'aux institutions formelles. Par exemple, une ONG pourra organiser une communauté et puis essayer d'arriver à partir de cette base aux institutions officielles. De plus, en travaillant avec les communautés, les ONG peuvent fonctionner comme des entreprises commerciales fournissant des services de construction de l'infrastructure à faible coût. Grâce à l'assistance des ONG et la main d'oeuvre communautaire, les coûts et la paperasserie peuvent généralement diminuer et le soutien du gouvernement en devient plus important.

À l'instar de toutes les organisations les ONG ont des points forts et des points faibles.

Dans les zones péri-urbaines ou informelles qui n'ont peut-être pas le statut légal et qui risquent donc d'être coupées de l'accès aux ressources et aux institutions gouvernementales, les ONG peuvent être des moyens utiles pour arriver jusqu'aux institutions formelles.

Points forts. Les ONG ont un certain nombre d'avantages par rapport aux organisations gouvernementales au niveau de la mise en oeuvre des projets de l'approvisionnement en eau et d'assainissement tout particulièrement les petits projet utilisant des technologies et approches novatrices. Les ONG ont tendance à avoir des structures administratives plus simples que les organisations publiques et peuvent mobiliser et adopter plus rapidement de nouvelles idées. Généralement, elles peuvent réaliser les projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement à un coût unitaire plus faible car leurs frais généraux et coûts administratifs sont eux aussi plus faibles.

Les ONG utilisent de manière très efficace le personnel local lui confiant des responsabilités plus grandes que ne le font les organisations internationales du développement. Elles sont tout particulièrement efficaces dans des pays où les infrastructures publiques sont inexistantes ou faibles. Par exemple, au Zaïre et en Haïti, les ONG ont réalisé la majorité des activités d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les zones rurales. Vu qu'elles ont une présence dans le long terme et par conséquent, elles sont bien acceptées par les collectivités locales, les ONG sont excellentes pour introduire les projets pilotes en utilisant des idées, des technologies et des méthodes de développement novatrices.

Par exemple, au Cameroun, CARE a commencé à travailler avec l'AID en 1979 dans le cadre d'un Programme intégré d'approvisionnement en eau, d'éducation sanitaire, et de construction de latrines. Dans un pays où peu d'organisations ont réussi à mettre en oeuvre des programmes demandant une participation communautaire, CARE a su travailler avec le service public de développement communautaire pour mettre au point des projets intégrés dans plus 100 villages. La philosophie de l'entraide mutuelle encouragée par CARE a aidé les villages à développer un sentiment d'appartenance et d'intérêt face à l'exploitation continue de leurs équipements.

Points faibles. Tous les projets réalisés par les ONG ne sont pas forcément réussis, suite surtout aux faiblesses inhérentes mais rectifiables au sein de certaines organisations. Parfois, les ONG manquent d'expertise technique pour réaliser des programmes

Les ONG utilisent de manière très efficace le personnel local lui confiant des responsabilités plus grandes que ne le font les organisations internationales du développement.

plus complexes d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Vu que les salaires des ONG sont généralement assez faibles, elles connaissent souvent une pénurie d'ingénieurs et d'hydrogéologues dans leur personnel. Cette pénurie peut se répercuter de manière négative sur l'exécution des projets exigeant des niveaux élevés d'expertise technique. Vu leurs ressources humaines et administratives limitées, les ONG souvent n'arrivent pas à suivre de près leurs opérations de terrain et, par conséquent, ne peuvent pas faire des évaluations détaillées de projets achevés. Elles risquent également de ne pas pouvoir mobiliser suffisamment de ressources en cas de problèmes. En revanche, certains projets des ONG ne sont pas reproductibles suite au coût caché d'une gestion intensive et d'une grande attention technique de la part du personnel des ONG s'attachant à des efforts plutôt petits. Souvent, on oublie de tenir compte de ce coût en jugeant la rentabilité des ONG alors que la réussite du projet pourrait très bien dépendre de cette attention. Ces problèmes sont aggravés en raison du fait que de nombreuses ONG préfèrent réaliser leurs projets toutes seules plutôt que de collaborer avec d'autres ONG ou institutions qui pourraient fournir certaines ressources.

Il est étonnant de noter que les ONG intervenant dans le domaine de l'eau et de l'assainissement ignorent parfois le besoin de renforcer les institutions et d'encourager la participation communautaire alors que l'un de leurs points forts est de forger d'excellentes relations avec les communautés. Cela pourrait être un résultat de la mentalité "faire pour les autres" acquise lors des opérations de secours plutôt que de l'approche "faire avec" que demande un développement durable.

WASH a évalué le travail fait dans quatre pays avec deux des plus grandes ONG internationales intervenant dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement et a trouvé des problèmes importants au niveau de la participation communautaire. Par exemple, au Ghana et au Sénégal, WASH a constaté que les communautés n'étaient pas suffisamment préparées avant l'arrivée des foruses bien qu'un bon travail de développement communautaire, de la part de la même ONG avait été réalisé dans les villages qui ne faisaient pas partie du

projet d'eau. De même, au Sierra Leone et à Belize, WASH a constaté que les projets d'une autre ONG étaient dominés par la technologie et que les communautés rurales n'avaient que peu de choses à dire quant à l'évolution du projet. Dans le cadre de son travail avec les ONG, le WASH cherche surtout à renforcer leurs capacités dans le domaine de la participation communautaire.

Leçon neuf **Participation communautaire**

La participation des utilisateurs au système d'approvisionnement en eau et d'assainissement, qu'il s'agisse de communautés rurales ou urbaines et péri-urbaines est d'importance critique pour la pérennité.

Si l'on veut qu'un système d'approvisionnement en eau et d'approvisionnement se maintiennent dans le temps, les utilisateurs doivent accepter leurs responsabilités ou proposer leur participation. Les types de responsabilités et la nature de la participation dépendent du type d'utilisateur.

Dans les zones urbaines bien établies, où les équipements ne sont pas sur le site (eau courante et tout-à-l'égout) la participation se limitera peut-être aux paiements de redevances pour les services et à l'utilisation du système de sorte à ne pas l'endommager. Cela peut sembler évident. Mais, dans de nombreux pays, le principe de payer en contrepartie de services n'est pas encore très établi. Peut-être n'y a-t-il pas de compteur, les redevances ne sont peut-être pas recouvrées régulièrement ou sont fixées à un niveau artificiellement faible ou encore il est courant dans certains pays d'avoir recours à des branchements illégaux. Cet état de chose signifie perte de recettes pour le secteur et permet difficilement aux services d'eau de maintenir et d'étendre les prestations. De nombreux gouvernements pourraient trouver les recettes nécessaires en évaluant et en améliorant leurs pratiques de structures tarifaires et de collecte des redevances.

Dans les communautés rurales et péri-urbaines, les utilisateurs doivent normalement accepter un type

Dans les zones urbaines bien établies, où les équipements ne sont pas sur le site (eau courante et tout-à-l'égout) la participation se limitera peut-être aux paiements de redevances pour les services et à l'utilisation du système de sorte à ne pas l'endommager.

Dans les communautés rurales et péri-urbaines, les utilisateurs doivent normalement participer à la planification, à la construction et à l'exploitation des nouveaux équipements ou de ceux améliorés.

Si l'on a appris beaucoup de choses sur la manière d'encourager ce niveau de participation dans les zones rurales, on commence par contre juste à comprendre cette évolution dans les zones péri-urbaines.

de participation plus active. Ils devraient participer en tant que membres communautaires à la planification, à la construction et à l'exploitation des nouveaux équipements ou de ceux améliorés. Dans la plupart de ces communautés, les installations sont sur place, ce qui se prête aux efforts communautaires ou familiaux.

Dans l'idéal, le rôle de la communauté, que ce soit dans les zones rurales ou péri-urbaines, consiste à participer activement à toutes les étapes de la décision et de la mise sur pied du projet. Si l'on a appris beaucoup de choses sur la manière d'encourager ce niveau de participation dans les zones rurales, on commence par contre juste à comprendre cette évolution dans les zones péri-urbaines où il existe un besoin croissant et urgent pour les services d'eau et d'assainissement.

Les premières activités dans le domaine de l'eau et de l'assainissement ont surtout été réalisées dans les zones rurales où il existe peu de services et où tout accroissement représentait un énorme progrès. Mais aujourd'hui, une proportion de plus en plus grande des pauvres vivent dans les zones urbaines marginales n'ayant pas toujours un statut légal, dans des abris précaires, avec peu ou aucune infrastructure et rares sont les services d'eau et d'assainissement. Ces zones urbaines en croissance rapide ont un besoin urgent d'eau et tout particulièrement d'assainissement. La réponse à ces besoins force des changements importants dans les priorités stratégiques de développement. La participation communautaire est tout aussi importante dans ces zones que dans les régions rurales. Mais on se rend de plus en plus compte qu'il est bien plus difficile d'arriver à cette participation dans les zones urbaines que rurales en partie à cause du lien culturel bien faible dans les communautés péri-urbaines. Ce sont les communautés où les systèmes sont construits qui sont les bénéficiaires finales de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement. Pendant de nombreuses années, les bailleurs de fonds ont regardé les communautés comme étant des bénéficiaires passifs auxquels on donnait le nouveau système. Ensuite, on demandait aux communautés d'exploiter et de maintenir leurs nouveaux systèmes du mieux qu'elles le pouvaient. Avec le recul il n'est guère surprenant que cette approche ait value de

nouveaux systèmes abandonnés et des ressources gaspillées.

L'expérience montre que les projets d'eau et d'assainissement ont de bien meilleures chances de réussir lorsque les communautés participent à la prise de décisions concernant le projet. Dans les zones rurales, cela signifie, planifier, concevoir, construire, exploiter et entretenir les équipements. La participation communautaire ne signifie pas simplement tenir les habitants informés, chercher à ce qu'ils ratifient les décisions déjà prises ailleurs ou les laisser construire certaines parties du système. Une véritable participation signifie prise de décisions et gestion pratique. Tout le reste ne pourra pas se maintenir dans le temps. En outre, la capacité à participer efficacement se forge lentement au sein d'une communauté. On n'y arrive pas en une journée.

Arriver à ce niveau de participation communautaire demande un travail important—encore plus dans les zones péri-urbaines que dans celles rurales et entraînent des coûts très importants. Mais lorsqu'on peut trouver de bons moyens pour garantir la participation communautaire, tout particulièrement la participation des femmes, les bénéfices sont grands et persistent une fois le projet terminé.

Pleine participation communautaire. L'expérience dans le domaine de l'eau et de l'assainissement en zones rurales a montré que tous les membres de la communauté pas simplement les élites et les dirigeants officiels doivent participer activement aux processus de développement si l'on veut que les projets réussissent. WASH a constaté que les membres aisés d'une communauté et ceux habitués à des rôles de dirigeants participeront de bon coeur si on leur offre l'occasion alors que les minorités ethniques pauvres et ceux qui n'ont pas l'habitude de se trouver au premier rang (par exemple les femmes) ont souvent besoin d'être encouragées peut-être même de recevoir des formations spéciales en matière de participation. En général, il vaut mieux partir d'une structure de gestion communautaire qui existe quelle qu'elle soit plutôt que de chercher à en créer une nouvelle.

Le leadership communautaire informel doit être détecté tout au début de processus du développement

La capacité à participer efficacement se forge lentement au sein d'une communauté. On n'y arrive pas en une journée.

Les membres aisés d'une communauté et ceux habitués à des rôles de dirigeants participeront de bon coeur si on leur offre l'occasion alors que les minorités ethniques pauvres et ceux qui n'ont pas l'habitude de se trouver au premier rang (par exemple les femmes) ont souvent besoin d'encouragement et de formation.

car il pourrait être très différent du leadership officiel et pourrait s'avérer très valable pour organiser toute la communauté. Des étapes spéciales devraient être prises pour faire participer les membres très pauvres ou autres personnes non-influents de la communauté qui ont peut-être été ignorés par les agents de vulgarisation car trop difficiles à atteindre. Mais même ces groupes ont leurs propres dirigeants informels qui être identifiés et amenés vers le processus.

On considère qu'il est bien plus difficile de faire participer des réseaux des communautés péri-urbaines que celles des zones rurales où les sociétés sont plus homogènes. Dans les zones péri-urbaines même les gens qui vivent proches les uns des autres viennent de milieux très différents et n'ont pas une histoire commune ou une confiance mutuelle. Néanmoins, des organisations informelles en fonction du village ou de l'ethnie, de la religion, du voisinage se créent souvent, bien que le niveau et l'intensité de la participation soient généralement moins prononcés que dans les zones rurales, vu que la majorité des gens—aussi bien les hommes que les femmes—travaillent à l'extérieur de la communauté et n'ont que peu de temps à consacrer aux activités mobilisatrices de revenus.

Le rôle des femmes. Dans de nombreuses zones rurales, les femmes sont les principales utilisatrices des équipements d'eau et d'assainissement et souvent elles fournissent aussi la plus grande partie de la main-d'oeuvre pour la construction. Mais trop souvent, elles ne participent pas suffisamment à la mise en place du projet et sont vues comme les bénéficiaires passives de l'infrastructure plutôt que comme des participantes actives à la planification du projet et à l'utilisation des équipements.

WASH a constaté que la participation bien formulée des femmes à la planification et à l'exécution des projets est capitale tant pour la pérennité de celui-ci que pour réaliser les avantages à long terme pour la santé. En Tunisie, où des associations d'intérêts collectifs ont été créées, WASH a envoyé un consultant pour interviewer les femmes et voir si elles désiraient participer aux associations. Toutes les femmes étaient d'accord pour dire qu'elles désiraient participer à des communautés d'éducation en matière d'hygiène mais

non pas aux associations en elles-mêmes. Ce type de participation convenait davantage du point de vue culturel. Au Rwanda, une évaluation de WASH a constaté qu'un projet d'approvisionnement en eau de CARE avait mis au point et utilisé les stratégies pour faire participer les femmes à la gestion communautaire. Grâce à un processus électoral, on s'est assuré qu'une femme au moins faisait partie de chaque comité d'associations des utilisateurs ainsi qu'à des niveaux plus élevés des services d'eau. Par la suite, les femmes ont participé à la gestion des systèmes d'eau à un niveau sans précédent.

Les systèmes sont plus durables lorsqu'on confie aux femmes des responsabilités continues et importantes pour leur entretien. Dans de nombreuses zones rurales, les hommes partent vers les villes à la recherche d'un emploi rémunéré alors que les femmes sont plus susceptibles de vivre pendant toute l'année dans la communauté, ce qui en fait des gardiens et des techniciens de réparations plus fiables. Au Malawi, le Gouvernement a formé des femmes pour qu'elles s'occupent des pompes du village et l'on envisage de les inclure aux équipes de réparations des conduites.

Dans les zones péri-urbaines où le but de la participation consiste davantage peut-être à changer le comportement (la manière dont les gens acquièrent et conservent l'eau de boisson, la manière dont ils évacuent les déchets humains et solides et, etc) qu'à construire des équipements, la participation des femmes est tout aussi importante. Parce qu'elles s'occupent des enfants et qu'elles cherchent activement à améliorer la communauté, les femmes désirent généralement participer lorsqu'elles comprennent les avantages sanitaires escomptés. Mais parce qu'elles doivent être le gagne pain de la famille, souvent dans le cadre de foyers qu'elles dirigent toutes seules, il risque d'être impossible pour elles de le faire.

Coût de la participation communautaire. La participation communautaire comprend des coûts aussi bien pour la communauté que pour l'organisme d'exécution. Un certain nombre de raisons font que ces coûts sont plus élevés dans les zones péri-urbaines que dans les communautés rurales. Dans les zones rurales, la plupart des coûts communautaires

Dans de nombreuses zones rurales, les hommes partent vers les villes à la recherche d'un emploi rémunéré alors que les femmes sont plus susceptibles de vivre pendant toute l'année dans la communauté, ce qui en fait des gardiens et des techniciens de réparations plus fiables.

La participation communautaire comprend des coûts aussi bien pour la communauté que pour l'organisme d'exécution. Un certain nombre de raisons font que ces coûts sont plus élevés dans les zones péri-urbaines que dans les communautés rurales.

sont en forme de "nature" (main-d'oeuvre, matériaux, temps de participation) et ne comprennent pas un apport pécunier. Par contre, les zones péri-urbaines fonctionnent presque uniquement sur la base d'une économie financière. Généralement, tous les membres du ménage y compris les plus jeunes cherchent à gagner un peu d'argent dont a grand besoin la famille. Dans de telles circonstances, il n'est pas possible pour les membres communautaires d'aider à construire une latrine par exemple alors qu'ils peuvent engager un manoeuvre et le payer moins que ce qu'ils gagnent dans leur travail régulier. Cette "participation rémunérée" peut-être économique pour les membres communautaires mais elle change bien aussi bien la nature que l'efficacité du concept de participation communautaire.

La participation communautaire revient également chère pour les organismes d'exécution qui doivent subvenir aux salaires et aux dépenses du personnel qui participent à l'organisation, à la formation et à la supervision communautaire et qui apporte un soutien technique. Suivant le type de communauté concerné, les besoins de formation peuvent porter sur la participation, l'alphabétisation, la gestion, la comptabilité et d'autres compétences administratives ainsi que sur l'exploitation et la gestion.

La plupart des projets d'eau et d'assainissement sous-estiment les coûts de la participation communautaire. Mais il est difficile d'obtenir des données sur les coûts directs et indirects. La consultation mondiale en novembre 1987 sur la Décennie de l'eau tenue à Interlaken en Suisse, concluait, sur la base "des maigres données" que les activités au titre de la participation communautaire pouvaient ajouter "de 3% à 17% aux coûts de projets" et que "les gains estimés grâce à une plus grande fiabilité sont plus élevés tout particulièrement si l'on tient compte d'avantages plus répandus."

Les évaluations de WASH soutiennent l'idée selon laquelle la participation financière devrait être financée à un niveau légèrement plus élevé que les chiffres susmentionnés si on veut arriver à une plus grande pérennité des installations. La quantité d'argent dépensé pour encourager la participation communautaire et la réussite du projet sont corrélées en termes de pérennité. Par exemple, un projet rural

La plupart des projets d'eau et d'assainissement sous-estiment les coûts de la participation communautaire.

très réussi au Togo avait dépensé environ 25% de ses ressources pour la participation communautaire notamment l'éducation et la formation sanitaire. On ne recommande pas de pourcentages déterminés mais il est clair que les dépenses pour la participation communautaire devraient être nettement supérieures aux 1 à 5 pour cent cités fréquemment.

Les avantages de la participation communautaire. Dans les zones tant rurales qu'urbaines, le fait de faire participer la communauté à la mise en place de projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement augmente les chances de voir les utilisateurs accepter leurs responsabilités et de voir le projet se maintenir dans le long terme. En outre, la participation communautaire a des avantages éventuels qui dépassent les projets eux-mêmes. Les compétences et les capacités permettent à la communauté d'avoir les moyens d'entreprendre d'autres projets et de s'attaquer à d'autres problèmes qui touchent à son bien-être.

L'expérience de terrain suggère fortement que la participation communautaire active aux projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement a un impact positif sur d'autres activités réalisées dans la communauté, tout particulièrement dans le domaine des soins de santé primaires. Par exemple, les enquêtes de terrain faites au Malawi ont montré que la réponse communautaire aux projets de vaccinations, s'ils sont faits de manière participative, étaient 50% supérieurs que dans les projets non-participatifs. Des avantages en spirales ont également été observés, par exemple, au Swaziland où les membres de comités d'eau ont été par la suite construire une école ayant vu combien ils avaient réussi à améliorer les services d'eau et d'assainissement pour la communauté.

Les meilleures preuves à ce jour de l'effet positif de la participation communautaire à des projets d'approvisionnement en eau ont été remarquées par une étude de WASH faite dans 60 villages au Togo et en Indonésie. Utilisant les taux de vaccinations complètes du DTCoq (diphthérie, coqueluche, tétanus) comme indicateur, l'étude a comparé les taux de vaccinations dans les communautés avec les projets d'approvisionnement en eau à caractère participatif,

L'expérience de terrain suggère fortement que la participation communautaire active aux projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement a un impact positif sur d'autres activités réalisées dans la communauté, tout particulièrement dans le domaine des soins de santé primaires.

les communautés avec les projets d'eau non-participatifs et les communautés sans projet d'eau du tout.

Aussi bien en Indonésie qu'au Togo, les taux des séries complètes du DTCoq dans les communautés avec des projets d'approvisionnement en eau à caractère participatif étaient toujours plus élevés (55% à 60%) que dans les communautés où les projets non-participatifs avaient été réalisés (où l'équipement avait été construit par des organismes externes). De plus, des données complémentaires pour l'Indonésie ont montré que les séries achevées de DTCoq dans les communautés avec des projets d'approvisionnement en eau non-participatifs étaient analogues aux taux des villages témoins qui n'avaient pas eu de projets du tout. Cela veut dire que la participation à un projet d'approvisionnement en eau, et non pas simplement l'existence d'un projet, détermine l'effet sur les autres activités des soins de santé.

La participation communautaire à la gestion de l'environnement. On ne saurait trop souligner l'importance de la participation communautaire ou du public dans le domaine de la protection de l'environnement et de la lutte contre la pollution. Souvent, les membres communautaires sont conscients de problèmes environnementaux dont ne savent rien des dirigeants politiques et des représentants officiels. En outre, de nombreux problèmes environnementaux peuvent être résolus rien que par le biais de la participation active du public. WASH cherche à en apprendre davantage sur la manière de stimuler la participation communautaire à la lutte contre la pollution et a mis au point un modèle pour encourager la participation du public à la gestion de l'environnement urbain.

La participation communautaire devrait être adoptée comme stratégie centrale de la gestion environnementale car on s'est rendu compte à maintes reprises que les approches participatives étaient efficaces et éthiques. Elles sont efficaces car l'amélioration de l'environnement urbain demande des changements profonds dans le comportement institutionnel et individuel et que les changements comportementaux sont plus susceptibles de se faire lorsque les personnes dont les comportements doivent être changés participent à toutes les étapes de la

La participation communautaire devrait être adoptée comme stratégie centrale de la gestion environnementale car on s'est rendu compte à maintes reprises que les approches participatives étaient efficaces et éthiques.

planification et de la réalisation du changement. Elles sont efficaces car les membres communautaires possèdent des informations importantes sur les problèmes qui les touchent et créent une demande en vue de changement. Elles sont éthiques car tout le monde a le droit de participer à des décisions pouvant affecter fondamentalement leur vie.

La participation communautaire à la gestion environnementale confie aux membres de la communauté un rôle central dans les trois étapes du processus de gestion: évaluation, planification et exécution. Les membres communautaires ou leurs représentants identifient les problèmes de santé environnementale—eau non salubre, conduites d'eau détériorées, pas de ramassage des ordures, vendeurs dans la rue non-réglémentée, etc—et participent à leur étude. Les membres communautaire identifient les institutions pouvant créer des problèmes environnementaux et créent des organisations en vue de s'attaquer à ces problèmes. Enfin, les membres communautaires créent des filières avec les organisations pour qu'elles puissent participer ou même aider à créer des lois et des réglementations pour la santé environnementale.

Le modèle WASH pour la promotion de la participation communautaire à la gestion environnementale comprend deux processus qui se déroulent parallèlement: (1) le processus technique d'évaluation des problèmes de la santé environnementale et la mise au point d'interventions en vue de pallier à ces effets et (2) un effort systématique pour fournir aux membres communautaires les compétences dont ils ont besoin pour participer pleinement.

L'évaluation des risques est intrinsèque au premier de ces processus. Cet outil a été critiqué car on craint qu'il ne confie le pouvoir de faire des jugements de valeur subjectifs et des décisions de politiques publiques à des experts scientifiques dont la perception de risques peut être différente de celle des membres communautaires. De fait, l'évaluation de risques n'est pas une science exacte et il convient de tenir compte avec respect des opinions des gens exposés aux risques, reconnaissant que les opinions peuvent se fonder sur des critères qui diffèrent de ceux des experts.

Le modèle WASH pour la promotion de la participation communautaire à la gestion environnementale comprend deux processus qui se déroulent parallèlement: (1) le processus technique d'évaluation des problèmes de la santé environnementale et (2) un effort systématique pour fournir aux membres communautaires les compétences dont ils ont besoin pour participer pleinement.

Pour répondre à ces critiques, le modèle WASH en vue d'encourager la participation communautaire à la gestion environnementale fait participer directement les communautés à l'évaluation des risques et utilise les résultats pour étoffer le processus démocratique visant à fixer les priorités et à prendre des mesures. Tel que nous l'avons déjà mentionné, une forme limitée de participation publique a été intégrée à l'évaluation de risques co-parrainée par WASH à Quito, en Equateur.

Leçon dix Le secteur privé

**Le rôle du secteur privé au niveau de
l'approvisionnement en eau
et de l'assainissement peut être élargi si les
gouvernements peuvent créer un contexte
institutionnel, financier et juridique
favorisant la participation du
secteur privé.**

Dans de nombreux pays en développement, le secteur public n'arrive pas à répondre à la demande croissante de services d'eau et d'assainissement. La croissance continue des populations urbaines tout particulièrement crée une demande toujours plus grande pour les services d'eau potable et il existe un besoin encore plus urgent pour les services d'assainissement. Par exemple, le nombre d'habitants des zones urbaines en Indonésie croît deux fois plus vite que le taux national. Actuellement, plus de 75% des habitants de l'Amérique latine vivent dans les zones urbaines. Dans 25 ans, même en Afrique, région qui est encore à prédominance rurale, plus de 50% de la population vivra dans des villes selon les estimations actuelles. Les fonds du secteur privé peuvent aider à répondre à ces besoins accrus en permettant une meilleure efficacité et en créant un nouveau financement pour les investissements.

Bien que certaines définitions du terme "secteur privé" englobent des entités qui ne sont ni publiques ni gouvernementales (par exemple, les organisations non-gouvernementales, les groupes communautaires et les coopératives) nous nous limitons ici au secteur

public qui concerne tout particulièrement les intérêts commerciaux à but lucratif. (Mais les ONG jouent un rôle important dans de nombreux pays en développement trouvant souvent un créneau dans les zones marginales où le gouvernement n'intervient pas).

La participation du secteur privé est bien plus pertinente dans les pays asiatiques plus développés et en Amérique latine que dans les pays en développement plus pauvre où il existe peu de ressources privées.

Il existe cinq manières fondamentales dont le secteur privé peut travailler comme partenaire avec le gouvernement pour la fourniture des services d'eau et d'assainissement: contrats de service, contrats de gestion, contrat de gestion, contrats de bail, concessions et transferts de pouvoirs. Les *contrats de services* sont la forme la plus courante. Le secteur et l'adjudicataire de contrats en vue de fournir des services tels que le forage des puits, la lecture des compteurs, la conception de l'ingénierie ou la facturation et le recouvrement alors que le gouvernement lui il garde la gestion et le contrôle en général. Dans le cadre *des contrats de gestion*, le secteur privé assume la responsabilité générale de l'exploitation et de l'entretien du système d'eau ayant l'autorité nécessaire pour prendre les décisions de fonctionnement quotidiennes. Aux termes du contrat-bail, la société privée loue en fait les équipements et assume une responsabilité totale pour l'exploitation et l'entretien, la prestation des services et le recouvrement des redevances. Elle garde une proportion dont on a convenu à l'avance et paye un "loyer" au gouvernement.

Les *accords de concession* avec le secteur privé exigent que les partenaires privés fournissent les capitaux d'investissement outre les capitaux de roulement. La forme la plus courante est connue comme le modèle de construire, gérer et transférer. La société privée construit un système, l'exploite pendant un nombre donnée d'années puis le transfert à nouveau au gouvernement. Le *transfert direct* c'est-à-dire le cinquième type de participation du secteur privé est rare même dans les pays industrialisés. La Grande Bretagne est l'un des rares pays qui a adopté la procédure compliquée consistant à vendre les équipements d'eau.

L'essentiel de la participation du secteur privé aux services d'eau et d'assainissement des pays en développement se fait sous forme de contrats passés avec le gouvernement en vue de fournir des services spécifiques.

On s'est rendu compte que le fait de passer des contrats avec le secteur privé permettait une meilleure efficacité et une économie des coûts.

Gains d'efficacité. L'essentiel de la participation du secteur privé aux services d'eau et d'assainissement des pays en développement se fait sous forme de contrats passés avec le gouvernement en vue de fournir des services spécifiques. On s'est rendu compte que le fait de passer des contrats avec le secteur privé permettait une meilleure efficacité et une économie des coûts. Cela diminue tout particulièrement les dépenses de main-d'oeuvre puisqu'il y a une plus grande souplesse dans l'utilisation de la main-d'oeuvre, les récompenses pour un travail performant sont plus variées et on s'attache davantage aux résultats et à la responsabilisation individuelle. En outre, le fait de confier à l'extérieur les services publics permet souvent une meilleure gestion et l'utilisation de technologies supérieures. Des niveaux analogues de qualité de services peuvent souvent être maintenus à un coût moindre.

Les entrepreneurs du secteur privé couvrant un certain nombre de villes peuvent arriver à faire des économies d'échelle grâce à un équipement spécialisé et en ayant des stocks importants de pièces de rechange que peuvent garder les diverses municipalités. Cela profite aux villes plus petites qui ne pourraient pas arriver toutes seules à de telles efficacités.

Enfin, le secteur privé tend à augmenter sa propre efficacité en investissant dans la recherche et le développement permettant un fonctionnement plus efficace par rapport au coût. En revanche, les organisations publiques ont généralement très peu de ressources pour essayer de nouvelles technologies et pratiques novatrices.

Lorsque le secteur public ne peut pas mobiliser suffisamment de ressources d'investissement pour construire l'infrastructure nécessaire pour répondre aux besoins croissants de l'eau et de l'assainissement, la participation privée par le biais de concessions ou de transferts directs représente la meilleure option d'augmenter les biens d'équipement.

Formation de capital. La seconde grande raison d'encourager la participation du secteur privé aux secteurs de l'eau et de l'assainissement est d'attirer plus de capitaux et de créer de nouveaux biens d'équipement. Lorsque le secteur public ne peut pas mobiliser suffisamment de ressources d'investissement pour construire l'infrastructure nécessaire pour répondre aux besoins croissants de l'eau et de l'assainissement, la participation privée par le biais de concessions ou de transferts directs représente la meilleure option d'augmenter les biens d'équipement. Toutefois, il existe un meilleur potentiel dans le

domaine de l'eau que de l'assainissement et des eaux usées qui sont pris comme un service public. Généralement, on n'est pas prêt à payer pour ces services à moins que les gens ne soient très sensibilisés aux coûts sanitaires et sociaux qu'entraîne le manque d'assainissement. Bien que quelques pays en développement adoptent des stratégies dynamiques pour augmenter la participation du secteur privé c'est, du moins dans certains pays, une nouvelle source d'investissement qui pourrait s'avérer très significative.

Le modèle BOT est le moyen le plus susceptible d'augmenter l'investissement privé dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. Cette approche permet de construire un plus grand nombre d'équipements que ne le permettraient les ressources ou les prêts d'Etat. Elle permet au secteur privé de faire un bénéfice et elle augmente l'investissement de l'Etat une fois que celui-ci récupère l'équipement à la fin de la période de concession (une approche analogue moins utilisée est ce qu'on appelle l'approche BOO d'après les termes anglais—"construire, exploiter et posséder"), approche qui permet au secteur privé d'être le propriétaire à perpétuité de l'équipement.

Si l'approche BOT consiste à générer des capitaux en quantité importante, il n'en faut pas moins que les gouvernements soient prêts à prendre un certain nombre de mesures pour que cette participation soit attirante aux yeux du secteur privé. Ils doivent modifier les lois et réglementations pour créer un contexte accueillant et prévisible, fournir les garanties de prêts nécessaires, trouver un moyen de vérifier que d'autres institutions et juridictions (surtout les collectivités locales) ne prennent pas des mesures qui nuisent à la concession ou au bail, spécifiquement si les taux sont changés et ils garantissent l'accès du secteur privé à l'étude des redevances. Ils doivent également mettre en place une entité réglementaire en vue de clarifier les lois et procédures ambiguës et contradictoires, pour régler les conflits et protéger l'intérêt public.

En d'autres mots, le secteur privé ne participera que si les risques et les éventuels avantages sont clairement définis, si le contexte politique et économique générale est stable et s'il existe une structure institutionnelle pour résoudre les problèmes. Si ces conditions existent, on a un potentiel considérable

Les gouvernements doivent être prêts à prendre un certain nombre de mesures pour que cette participation soit attirante aux yeux du secteur privé.

dans certains pays de collaboration avec le secteur privé.

Mais la participation du secteur privé n'est pas la panacée. De nombreux problèmes doivent être réglés pour s'assurer que les besoins légitimes de la communauté sont satisfaits et que la santé et la sécurité sont garanties. Du côté juridique et réglementaire, il faut poser bien clairement la question de savoir qui est responsable et qui est autorisé à fournir les divers services. La question de redevance n'est pas non plus sans problème. Qui les fixe ou qui les augmente? Jusqu'où peuvent-elles aller? Dans de nombreux pays, les représentants officiels craignent que la participation du secteur privé à de grands systèmes d'eau ne fasse augmenter les redevances à un niveau que ne peut plus se permettre le pauvre. Il est évident également que le secteur privé cherche à fournir des services lorsqu'il sait que les clients peuvent payer et qu'il n'est pas intéressé par les zones urbaines pauvres. En d'autres mots, le gouvernement pourrait se retrouver avec les régions où justement il y a le moins de chance de recouvrer les coûts alors que le secteur privé a la plus belle part. Enfin, dans un grand nombre de pays pauvres—ceux qui probablement ont d'importants besoins non-satisfaits en matière d'eau et d'assainissement—le secteur privé n'est pas très bien développé et se limite à quelques entreprises avec de bonnes relations dans le gouvernement qui remportent des marchés grâce à des relations familiales, ethniques ou tout simplement parce qu'ils ont versé des pots de vin.

Les meilleures possibilités pour la participation privée se situent du côté de l'approvisionnement en eau sur place (par exemple construction et entretien du système), l'assainissement sur place (par exemple, construction et vidange des latrines) ainsi que pour le ramassage, la gestion et le recyclage des déchets solides.

Des perspectives riches de promesses. Les meilleures possibilités pour la participation privée se situent du côté de l'approvisionnement en eau sur place (par exemple construction et entretien du système), l'assainissement sur place (par exemple, construction et vidange des latrines) ainsi que pour le ramassage, la gestion et le recyclage des déchets solides. Ces opérations se prêtent bien aux divers contrats de bail, de gestion et de service, et peuvent réalisées par des moyennes ou petites entreprises ou même des micro- entrepreneurs. Il existe moins bien de possibilités de faire appel au secteur privé pour les équipements sanitaires hors-sites (ramassage des traitements des eaux usées) et l'approvisionnement en

eau des municipalités bien que certaines responsabilités puissent être déléguées par le biais d'un contrat de services par exemple, le recouvrement des redevances et la lecture des compteurs.

Par exemple, en Haïti, WASH a aidé le gouvernement à examiner le rôle que peuvent jouer les entrepreneurs privées dans le ramassage et l'évacuation des déchets à Port-au-Prince. Selon le plan élaboré, des entrepreneurs privés avec des camions pourraient ramasser les ordures et de les emporter au dépotoir. Les entrepreneurs auraient une concession pour intervenir dans les zones spécifiées et seraient payés en fonction du volume d'ordures emportées au dépotoir. Même dans un pays pauvre, le secteur privé arrive à fournir un service et à faire un bénéfice.

Il existe souvent une quantité assez importante d'activités privées dans les zones péri-urbaines surtout la vente d'eau mais également les vidanges des latrines. Certains des arrangements sont très compliqués et suppose une collaboration entre les secteurs public et privé. Dans certains cas, le service urbain d'eau loue des robinets à des grossistes qui vendent l'eau à des distributeurs et qui font du porte-à-porte avec des fûts d'eau sur une charrette tirée par un âne. Dans d'autres cas, les entreprises privées achètent de l'eau auprès de camionneurs privés qui à leur tour achètent auprès du service public. Dans d'autres cas encore, les entrepreneurs privés peuvent vendre de l'eau provenant de leurs propres puits. Toute cette activité n'est pas forcément bénéfique. Généralement, les utilisateurs payent un prix élevé pour l'eau des vendeurs, un prix nettement plus élevé que ce qu'ils payeraient s'ils étaient branchés sur le système municipal et souvent, l'eau ne satisfait pas aux normes de qualité.

En somme, la participation du secteur privé ne peut pas se substituer à de solides organisations nationales d'eau et d'assainissement qui doivent garder le contrôle réglementaire et les responsabilités de supervision pour le secteur de l'eau et de l'assainissement, mais cette participation peut fournir d'importantes ressources et une expérience complémentaire tout particulièrement dans certains sous-secteurs.

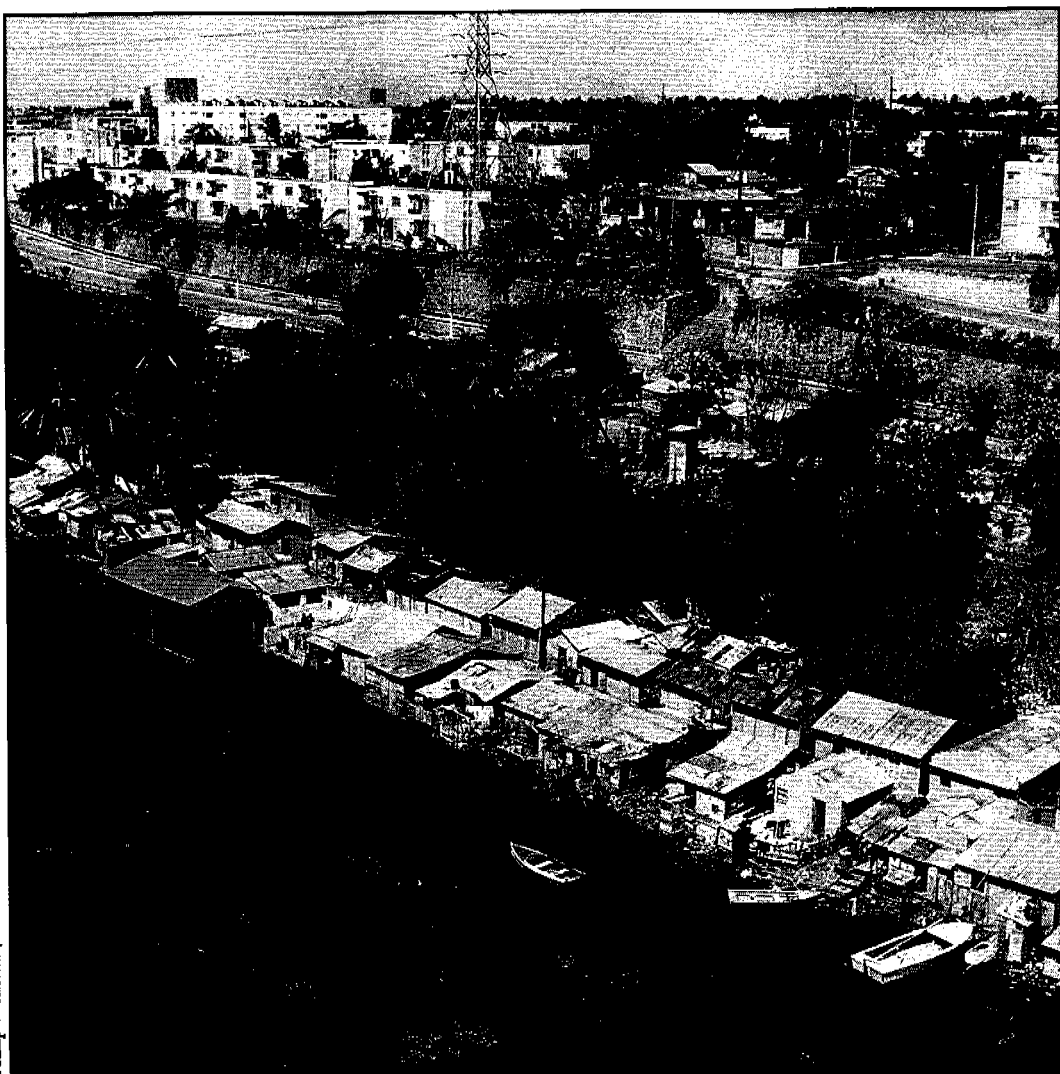
Le rôle que joue le secteur privé dans le domaine de l'eau et de l'assainissement sera en fin de compte déterminé par le secteur privé lui-même. Il est évi-

En somme, la participation du secteur privé ne peut pas se substituer à de solides organisations nationales d'eau et d'assainissement qui doivent garder le contrôle réglementaire et les responsabilités de supervision pour le secteur de l'eau et de l'assainissement, mais cette participation peut fournir d'importantes ressources et une expérience complémentaire tout particulièrement dans certains sous-secteurs.

dent qu'il n'est pas forcé de participer. Mais les Etats avec l'aide et l'encouragement des bailleurs de fonds peuvent créer un environnement qui garantisse l'équité et encourage la participation du secteur privé.

* * *

La tâche qui nous attend dans le domaine de l'eau et de l'assainissement est dantesque vu le nombre de gens qui ne sont toujours pas desservis, le taux de croissance de la population dans de nombreuses régions et la détérioration de nombreuses ressources d'eaux douces. Il sera plus facile de relever le défi si les deux intervenants mineurs à savoir les utilisateurs et le secteur privé peuvent assumer une plus grande part des responsabilités qui revenaient surtout aux deux principaux intervenants à savoir les gouvernements et les bailleurs de fonds.



Des zones péri-urbaines telles que celles-ci à l'extérieur de Santo Domingo exigent de nouvelles stratégies d'eau et d'assainissement.

Chapitre 4: STRATEGIES DE PROGRAMMES

L'on sait actuellement que la seule construction d'équipement ne permet pas forcément d'améliorer la santé. La Décennie de l'eau a permis aux professionnels du secteur de comprendre clairement pourquoi il en est ainsi et comment on pouvait améliorer les programmes. Le principe étant que **les stratégies les plus efficaces concernant l'eau et l'assainissement sont celles qui cherchent surtout à éliminer les contraintes empêchant les équipements de rapporter les avantages escomptés sur le plan de santé.** Il faut des stratégies complètes pour a) renforcer en général le secteur de l'eau et de l'assainissement; b) reconnaître l'importance de l'assainissement qui a été négligé dans le cadre de travaux précédents; c) se concentrer sur le changement comportemental; d) insis-

ter sur le rôle de la communauté surtout des femmes pour la réussite des activités d'eau et d'assainissement; e) garantir une participation très répandue au processus de planification et f) chercher à créer un climat réglementaire et de politiques qui favorisera les améliorations dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

Leçon onze **Le contexte plus large**

La réussite des projets individuels d'approvisionnement en eau et d'assainissement dépend de solides politiques sectorielles et pratiques institutionnelles.

Les projets d'eau et d'assainissement ne se déroulent pas dans le vide. Qu'il s'agisse de projets avec un volet important de construction ou de projets du renforcement institutionnel, leur évolution dépend de la solidité et de l'efficacité des secteurs de l'eau et de l'assainissement dans leur ensemble. Le "secteur" se rapporte aux institutions, aux organisations ou comités gouvernementaux en charge des politiques et pratiques inter-institutionnelles influençant la manière dont se sont mis en œuvre les projets et programmes d'eau et d'assainissement. Il peut s'agir des ministères de la santé ou des travaux publics, des services d'eau ou d'entités publiques chargées d'élaborer les politiques.

*La réussite des projets
d'eau et d'assainissement
dépend de la force et de
l'efficacité du secteur de
l'eau et de
l'assainissement dans
son ensemble.*

Principaux facteurs influençant le secteur. La manière dont le secteur de l'eau et de l'assainissement est organisé est un aspect fondamentalement important pour la réussite des institutions et des projets en ce domaine. L'organisation du secteur dans un pays donné est très influencée par l'histoire et le système politique actuel du pays, le niveau du développement économique, la dimension du pays et le nombre d'habitants ainsi que la disponibilité des ressources en eau. En outre, les pressions en vue d'étendre la couverture, de faire participer le secteur privé, de recouvrer les coûts, de protéger l'environnement et d'augmenter l'efficacité touchent également à l'organisation sectorielle.

Dans tout secteur, la performance des institutions est influencée par le contexte politique. Les faiblesses et la corruption au sein du gouvernement se refléteront presque certainement au niveau de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement.

Le système politique détermine également le niveau de contrôle gouvernemental exercé sur les services sectoriels. Cela à son tour pourrait influencer le niveau de participation communautaire, la solidité des collectivités locales, l'ampleur de la centralisation et les politiques sociales. Le gouvernement devrait soutenir les changements nécessaires pour renforcer diverses institutions et être prêt à faire les réformes nécessaires. Si, par exemple, une municipalité est responsable de la gestion d'un système mais n'a pas les pouvoirs nécessaires pour fixer les taux d'imposition et les redevances, elle ne sera pas capable d'exécuter ses responsabilités s'il y a déficit de recettes.

Le niveau de développement économique est un autre facteur important déterminant la manière dont le secteur de l'eau et de l'assainissement est organisé dans un pays donné. La santé générale de l'économie influence la disponibilité des revenus, l'acceptation de payer en contrepartie les services, le niveau d'investissement public et la capacité des gouvernements à maintenir les coûts accrus pour de meilleurs services. Une économie solide est également plus susceptible d'avoir un solide secteur privé, ce qui renforcera l'impact des ressources publiques et contribuera à la décentralisation. (Une étude de WASH comparant le PNB et la couverture en eau montre qu'il n'est guère réaliste de s'attendre à ce que les pays avec de faibles PNB puissent augmenter de manière importante la couverture. Les plans sectoriels doivent reconnaître le développement économique et les questions de l'eau et peut-être de l'assainissement et doivent étendre parallèlement la couverture).

La superficie et le nombre d'habitants du pays influencent également la manière dont est organisé le secteur de l'eau et de l'assainissement. De petits pays comme la Jamaïque, la Paraguay, le Singapour ou Sri Lanka sont susceptibles de gérer les services par le biais d'une ou deux organisations nationales. Mais des pays plus grands avec un plus grand nombre d'habitants, comme le Brésil ou la Malaisie sont plus

L'organisation du secteur dans un pays donné est très influencée par l'histoire et le système politique actuel du pays, le niveau du développement économique, la dimension du pays et le nombre d'habitants ainsi que la disponibilité de ressources en eau.

susceptibles d'avoir une gestion décentralisée ou régionalisée.

Enfin, l'organisation du secteur et de l'assainissement est influencée par la disponibilité de l'eau et de la topographie des terres. La pénurie ou l'abondance relative d'eau détermine le contrôle de l'utilisation d'eau, l'importance des économies et l'importance de la centralisation du secteur.

Tâches fondamentales. Les fonctions sectorielles consistent notamment à fixer les normes et les priorités nationales pour l'eau et l'assainissement, à élaborer des réglementations, à fixer des politiques tarifaires, à fournir le financement, à encourager la recherche et le développement et à traiter de questions telles que le recouvrement des coûts, la gestion communautaire, l'éducation en matière d'hygiène et la santé publique ainsi que la valorisation des ressources humaines. En outre—vu que généralement il existe un grand nombre d'institutions et de personnes dont les rôles et les responsabilités se chevauchent—le secteur de l'eau et de l'assainissement doit également tenir compte de la question de coordination avec les ministères nationaux qui participent ainsi qu'avec les collectivités locales. Si l'on ne tient pas compte de ces fonctions et si ne délimite pas clairement les responsabilités des institutions spécifiques, on a pour résultat manque d'efficacité, double emploi et service médiocre.

Une étude faite à WASH en 1992 sur les secteurs de l'eau et de l'assainissement de cinq pays est arrivée aux conclusions suivantes:

- Un secteur décentralisé est souvent plus efficace qu'un secteur centralisé. Mais un secteur décentralisé doit quand même tenir compte des fonctions qui sont généralement exécutées efficacement au niveau central: définition des politiques, planification sectorielle, financement, suivi et application des réglementations environnementales, recherche et développement et formation spécialisée.
- Généralement, le ministère de la santé n'est pas l'organisme le plus efficace pour assumer l'entière responsabilité de l'approvisionnement en eau dans les zones rurales bien qu'il

puisse jouer un rôle important au niveau de l'éducation en matière d'hygiène et de la construction de simples systèmes tels que les puits aménagés.

- Lorsque la responsabilité de l'exécution des programmes d'eau et d'assainissement en zones rurales est partagée entre un certain nombre d'organismes publics, le résultat n'est pas toujours clair ou alors on a des stratégies inconstantes au niveau communautaire, trop de temps est consacré à la coordination et on n'est pas capable de répondre aux questions urgentes.
- Il est important d'avoir une entité qui traite des questions touchant à l'ensemble du secteur par exemple, la pollution de l'eau.
- Il faut un solide contrôle réglementaire au niveau central.
- L'eau et l'assainissement en zones rurales ne devraient pas être la responsabilité d'un service urbain.

Dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, la planification, la définition des priorités et l'octroi des ressources sont des décisions qui devraient revenir à une institution créée tout spécialement par exemple, une équipe spéciale, un conseil ou un groupe de travail. Ce groupe devrait inclure les représentants à haut niveau provenant de tous les ministères concernés par exemple, l'agriculture, la santé, les ressources naturelles et l'éducation de sorte à ce que les décisions reflètent le meilleur consensus possible et jouit d'un fort soutien. En général, un groupe interministériel chargé de la planification sera également responsable de la coordination politique et de l'octroi de fonds. Pour être efficace, il a besoin d'un petit personnel professionnel avec des gens responsables pour diffuser les informations, arranger la logistique et appliquer les décisions du groupe dans le quotidien.

Ces dernières années, WASH était moins concerné par les questions au niveau projet et s'est davantage tourné vers les questions sectorielles. L'exemple de ce point de vue sectoriel est l'étude faite par WASH en 1992 sur la pollution des points d'eau

Dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, la planification, la définition des priorités et l'octroi des ressources sont des décisions qui devraient revenir à une institution créée tout spécialement par exemple, une équipe spéciale, un conseil ou un groupe de travail.

et des institutions autour du Danube, étude réalisée dans quatre pays de l'Europe de l'Est. L'étude institutionnelle a noté plusieurs domaines pouvant être améliorés davantage. Tous se situaient au niveau sectoriel: a) mise en place de droit de sanctions et de politique d'application; b) création d'incitations économiques et de tarifs plus réalistes pour assurer l'autonomie financière; c) clarification des rôles et responsabilités et meilleure coordination entre diverses agences et d) capacité accrue de laboratoire et de suivi. Ces analyses sur l'ensemble du secteur sont essentielles pour arriver à une meilleure prestation et à une meilleure gestion environnementale.

La plupart des pays ont déployé récemment des efforts importants pour décentraliser le secteur de l'eau et de l'assainissement. Certains ont cherché une assistance auprès de WASH pour concevoir et réaliser ces activités qui proviennent en partie de la réforme économique et de la démocratisation plus poussée. Une décentralisation réussie demande que l'on redéfinisse les fonctions du gouvernement central et qu'on renforce les structures locales ou provinciales. Généralement, cela signifie d'importantes réformes sectorielles notamment la ré-affectation du personnel, la redéfinition des fonctions et l'émergence des nouvelles structures institutionnelles qui entraîne des changements profonds. Mais dans la plupart des situations, ces changements sont très souhaitables car ils permettent au secteur d'avoir accès à des ressources privées ou semi-privées pour la prestation de services.

Malheureusement, le "secteur" ne couvre généralement pas l'approvisionnement en eau et l'assainissement en zones péri-urbaines. Par définition, la plupart des installations péri-urbaines n'ont pas d'existence légale et par conséquent, n'entrent pas dans la juridiction d'une institution sectorielle. Des gens qui vivent dans ces endroits ne bénéficient guère des services alors qu'ils sont en nombre considérable. Dans de nombreux pays, c'est dans ces endroits qu'on a le plus besoin des services d'eau et d'assainissement. L'un des problèmes non-résolus dans le secteur de l'eau et de l'assainissement est de savoir comment créer des relais institutionnels entre les entités du secteur "formel" et des établissements péri-urbains "informels". L'expérience de WASH suggère les auto-

L'un des problèmes non-résolus dans le secteur de l'eau et de l'assainissement est de savoir comment créer des relais institutionnels entre les entités du secteur "formel" et des établissements péri-urbains "informels".

rités doivent reconnaître le processus de péri-urbanisation où l'installation précède la fourniture de services fondamentaux. C'est une réalité dans la plupart des villes des pays en développement. De fait, la plupart des villes des pays en développement sont péri-urbaines de 50 à 80%. Les autorités doivent instituer des réformes dans la prestation des services qui reconnaissent effectivement la situation.

L'impact combiné de l'eau et de l'assainissement est plus grand que la somme des deux parties.

Leçon douze

L'importance de l'assainissement

L'assainissement devrait recevoir la même priorité que l'approvisionnement en eau.

Le rapport entre approvisionnement en eau et assainissement est donné par le nom du secteur mais la moitié de l'équation (assainissement a trop souvent été ignorée). L'approvisionnement en eau et l'assainissement sont liés de manière inextricable du point de vue santé et, bien que les améliorations dans les deux domaines puissent avoir des effets positifs sur la santé, l'impact combiné est plus grand que la somme des deux parties.

L'assainissement se rapporte principalement à la manutention, au traitement et à l'évacuation des excréments dans des conditions d'hygiène et la manutention, le traitement, l'évacuation et recyclage des eaux usées, des déchets solides et des eaux industrielles représentent une fonction connexe tout aussi importante. Les pratiques d'hygiène par exemple, une conservation de l'eau de boisson dans les bonnes conditions d'hygiène fait également partie de l'assainissement.

Le plan d'action pour la Décennie de l'eau et de l'assainissement stipulait des programmes accélérés dans les deux domaines. Mais l'approvisionnement en eau a reçu bien plus d'attention que l'assainissement et la croissance de la population, tout particulièrement dans les zones péri-urbaines, et le déséquilibre s'en est trouvé encore plus prononcé. Par conséquent, il existe aujourd'hui une réelle nécessité qui ne pourra être satisfaite que si l'assainissement reçoit une bien plus grande priorité qu'il ne l'a eue pendant la décennie. Pratiquement 1,2 milliards de personnes ont reçu les services d'eau pendant les

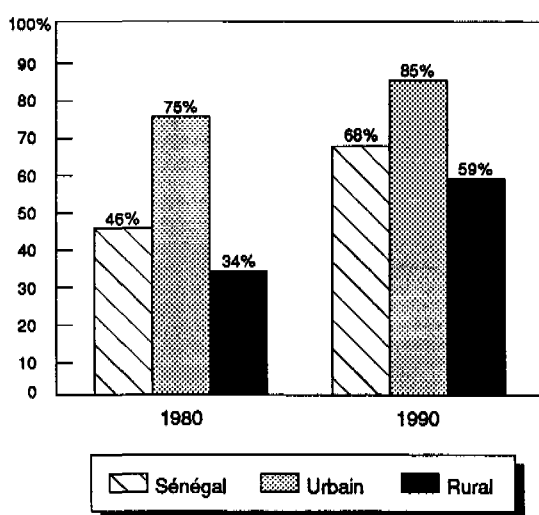
Il existe aujourd'hui une réelle nécessité qui ne pourra être satisfaite que si l'assainissement reçoit une bien plus grande priorité qu'il ne l'a eue pendant la décennie.

années 80 mais tout juste 770 millions ont reçu des services d'assainissement. Les Figures 1 et 2 indiquent que l'assainissement a du retard sur l'eau dans chaque catégorie. La situation concernant l'assainissement est probablement pire que ne l'indique ces chiffres. De nombreuses zones urbaines ont des systèmes d'égout qui emmènent les eaux usées loin des habitations mais ces eaux ne sont généralement pas traitées. Elles sont simplement déversées dans un cours d'eau voisin, d'où un risque pour la santé d'une autre communauté. (En outre, les statistiques de couverture ne tiennent pas souvent compte des nombreux systèmes qui fonctionnent mal.)

Le problème de l'assainissement est d'autant plus prononcé par l'explosion de la croissance urbaine. Entre 50 et 80 pour cent de cette croissance se fait dans le secteur informel dans les zones de squatter. Les gens s'installent dans ces zones péri-urbaines avant que l'infrastructure ne soit en place. Vu que les squatters s'installent souvent sur les terres laissées pour compte—pentes abruptes des collines, plaines alluviales, sites contaminés, etc.—ni les municipalités, ni les promoteurs trouvent qu'il est rentable d'y installer une infrastructure quelle qu'elle soit (routes, électricité, eau ou assainissement). Une fois que les

FIGURE 1

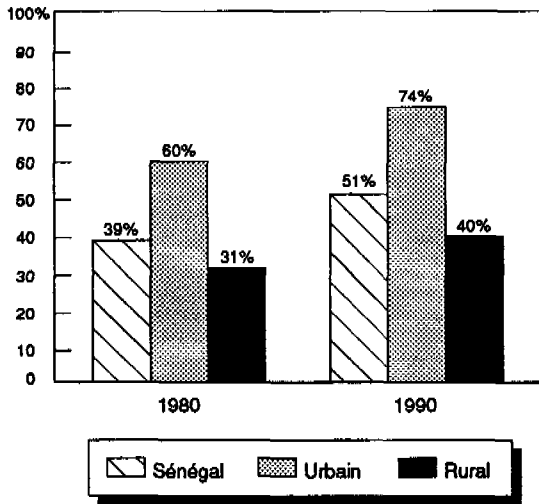
Services d'approvisionnement en eau



Source: Examen de la fin de la décennie, 1990.

FIGURE 2

Services d'assainissement



Source: Examen de la fin de la décennie, 1990.

pauvres gens commencent à s'installer sur ces terres—vu que ce sont les seuls endroits qu'ils peuvent se permettre—il devient encore plus difficile et plus cher d'y installer les systèmes d'eau ou d'assainissement. Même si par la suite les gens qui vivent dans ces endroits trouvent moyen d'obtenir de l'eau, des routes, l'électricité et des écoles, leur demande pour des services d'assainissement est probablement en fin de liste comparée à ces priorités. Et pourtant, le volume d'eau et d'eaux usées produit dans ces zones à forte densité de population est effrayante créant de terribles risques pour la santé et l'environnement.

Généralement, l'éducation en matière d'hygiène fait partie des projets d'approvisionnement en eau mais l'amélioration des équipements d'assainissement reçoit encore une importance nettement moindre dans la mise en oeuvre des projets. Dans une certaine mesure, les mauvaises pratiques peuvent être contre-balançées par des quantités accrues d'eau pour le nettoyage et l'hygiène mais l'évacuation des déchets dans les mauvaises conditions d'hygiène est l'une des plus grandes causes de la contamination d'eau et de la transmission de nombreuses maladies hydriques. L'assainissement peut être adressé plus efficacement par les améliorations des équipements que

Un examen de WASH en 1990 des études sur les effets de l'eau et de l'assainissement sur la santé constatait que l'évacuation d'excréments dans des conditions sûres représente l'intervention la plus efficace pour diminuer l'incidence et la gravité des six maladies étudiées.

par les augmentations dans l'approvisionnement d'eau.

Un examen de WASH en 1990 des études sur les effets de l'eau et de l'assainissement sur la santé constatait que l'évacuation d'excréments dans des conditions sûres représente l'intervention la plus efficace pour diminuer l'incidence et la gravité des six maladies étudiées. Utilisant les données de cet examen et celles d'une autre enquête analogue, la Banque mondiale a estimé que 2 millions de décès imputables à la diarrhée chez les enfants de moins de cinq pourraient être évités chaque année grâce à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement. L'importance de l'assainissement pour la santé a également été confirmée par d'autres études. Une étude de WASH en 1991 sur la base des données de l'enquête démographique et de santé du Guatemala a été construite pour éprouver les hypothèses sur les avantages relatifs de l'eau et de l'assainissement, les différences rurales et urbaines de ces avantages et la signification au niveau communautaire comparées à l'assainissement familial. L'étude a constaté que les enfants qui vivent dans les communautés urbaines qui manquent d'équipements sanitaires sont deux fois plus susceptibles de connaître des retards de croissance que ceux qui vivent dans des communautés avec des niveaux d'hygiène élevés. Même lorsqu'ils n'ont pas de toilettes individuelles, les enfants dans les communautés avec des niveaux d'assainissement élevé (où au moins 75% des ménages ont des toilettes) étaient moins susceptibles d'avoir un retard de croissance que ceux vivant dans les communautés avec de faibles niveaux (moins de 75%). La manière dont les autres personnes de la communauté évacuent des matières fécales est un facteur important dans les risques que coure une personne de contracter la maladie.

La réapparition du choléra de nombreux pays de l'Amérique latine au début des années 90 après une absence de presque 100 ans est directement liée au manque d'assainissement. Environ 20% des habitants des zones urbaines y compris de zones péri-urbaines et plus de 60% des habitants de zones rurales de l'Amérique latine n'avaient pas d'équipements sanitaires en 1990. Quarante pour cent des habitants de Lima n'avaient accès à une eau potable courante. Une

étude de WASH estimait que le coût au Pérou en 1991 de l'épidémie du choléra s'élevait à 177 millions de dollars y compris le coût du traitement des cas hospitalisés, les poissons perdus pour la consommation nationale et le commerce, les ventes perdues pour les petits commerçants de la rue et les pertes liées au tourisme. Si une partie de cet argent avait pu être investi annuellement dans l'eau et dans l'assainissement, l'épidémie aurait pu être évitée ou du moins aurait pu être atténuée.

Les problèmes environnementaux liés au manque d'assainissement surtout dans les zones urbaines sont énormes. Dans les zones péri-urbaines, la plupart des matières fécales traînent par terre et sont emportées par la pluie jusqu'à la prochaine rivière. Par conséquent, ces établissements produisant des tonnes de matières fécales deviennent la plus grande source de pollution de la ville, polluant la rivière, le sol et la nappe phréatique.

On suppose souvent que l'assainissement est une intervention bien trop chère qui n'entre pas dans la portée de la plupart des communautés et que tout le monde ne peut pas se le permettre. Mais on se rend de plus en plus compte que les coûts de l'inaction sont également élevés, que toute une gamme de choix technologiques est disponible et que la réussite dépend autant du changement comportemental (peut-être plus) et des propriétés foncières que des technologies spécifiques.

Coûts relatifs. Au début de la Décennie de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, une étude¹ des diverses stratégies de soins primaires avait permis à de nombreuses personnes de conclure que les interventions d'eau et d'assainissement n'étaient pas abordables du point de vue financier. L'étude a estimé le coût lié à la fourniture d'eau et d'assainissement comparé à d'autres interventions sanitaires telles que la thérapie de réhydratation orale. Les importants avantages socio-économiques de l'eau et de l'assainissement n'ont pas été envisagés ni la diffé-

On suppose souvent que l'assainissement est une intervention bien trop chère qui n'entre pas dans la portée de la plupart des communautés et que tout le monde ne peut pas se le permettre.

1 J.A. Walsh and K.S. Warren, "Selective Primary Health Care: An Interim Strategy for Disease Control in Developing Countries," *New England Journal of Medicine* 301 (18) (1er novembre, 1979): 967-974.

rence fondamentale entre une approche préventive à long terme et une approche curative à court terme. Aussi, une comparaison des coûts de ces deux différentes approches peut-elle être remise en question. Si la thérapie de réhydratation orale et d'autres interventions de traitement ont très bien réussi à traiter les problèmes une fois ces derniers survenus, on se rend de plus en plus compte que, dans le long terme, il est moins cher d'éviter les problèmes dès le départ. On ne pas remettre à l'infini la fourniture fondamentale de l'eau et de l'assainissement.

Technologie à faible coût. Par le passé, les ingénieurs sanitaires assumaient tout simplement qu'un certain nombre de gens génèrent un certain volume de déchets et que c'était le travail de l'ingénieur de concevoir et de construire un système suffisamment grand pour traiter ce volume. Aujourd'hui, les ingénieurs ont davantage tendance à examiner d'où proviennent les déchets, pourquoi ils sont générés et comment on peut diminuer le volume et la toxicité. Si, par le passé, les systèmes d'égout à base d'eau étaient jugés la norme, aujourd'hui, les gens cherchent des moyens d'évacuation qui nécessitent moins d'eau.

Aujourd'hui, les ingénieurs ont davantage tendance à examiner d'où proviennent les déchets, pourquoi ils sont générés et comment on peut diminuer le volume et la toxicité.

Il est évident que toute une série de solutions techniques est possible et les bailleurs de fonds et les gouvernements doivent apprendre à envisager une gamme plus vaste de choix. A partir du début des années 80, le Programme du Développement des Nations Unies et le Programme d'Eau et d'Assainissement de la Banque mondiale insistent sur les technologies d'eau et d'assainissement à faible coût. Pour sa part, WASH essaye d'éduquer les décideurs et les ingénieurs quant à l'importance d'utiliser diverses solutions d'évacuation de déchets à faible coût, parmi lesquelles les communautés peuvent choisir. Par exemple, la Tunisie, avec l'assistance de WASH a mis au point et a institutionnalisé une demi douzaine de possibilités en matière d'assainissement. Le Brésil a diminué de 30 à 50 pour cent les coûts du système d'égout urbain en changeant les normes de conception. D'autres pays ont mis au point des technologies appropriées pour le traitement des eaux usées.

Ce n'est pas une simple affaire que de trouver des technologies à faible coût. Même la plus faible

des options à faible coût n'est peut-être pas abordable dans certaines situations à moins d'être soutenue par des plans de financement viable. En outre, à un certain moment, aucune technologie n'est faisable. Ces "situations impossibles" se trouvent plus facilement dans les communautés urbaines qui sont presque toujours construites sur des mauvaises terres avec de mauvaises conditions physiques par exemple, pente abrupte ou présence de marécage. Les coûts de conception et de construction peuvent doubler pour les améliorations de l'assainissement dans ces zones. Enfin les technologies à faible coût exigent souvent un niveau élevé d'entretien de la part de l'utilisateur, bien plus élevé que celui auquel les pays développés sont habitués. Cela implique un niveau élevé d'organisation et de participation communautaires.

Ce n'est pas une simple affaire que de trouver des technologies à faible coût. Même la plus faible des options à faible coût n'est peut-être pas abordable dans certaines situations à moins d'être soutenue par des plans de financement viable.

Leçon treize

Changement comportemental

Les améliorations dans le comportement en matière d'hygiène sont la mesure indispensable de la réussite des activités d'eau et d'assainissement.

En dépit de la fourniture d'eau salubre à des milliers de communautés du monde entier pendant les années 80, les avantages sur le plan santé n'ont pas répondu aux attentes qu'on avait. Une des raisons tel que noté ci-dessus est que l'assainissement n'a pas été installé au même rythme que l'eau. Une autre raison est que ni les projets d'eau ni les projets d'assainissement n'ont tenu compte du comportement individuel et communautaire qui influence l'utilisation des équipements de la part des gens.

Tout particulièrement dans le cadre des projets d'assainissement, les buts se sont concentrés sur le nombre de latrines construites ou le nombre de personnes ayant accès aux latrines sans tenir compte de l'effet des nombreux comportements (se laver les mains, évacuation des excréments dans les conditions d'hygiène, l'hygiène personnelle et familiale, conservation des aliments, éviter les sources d'eau insalubre, protection des puits et pompes, etc) qui déterminent si les nouveaux équipements rapportent des avantages pour la santé.

Tout particulièrement dans le cadre des projets d'assainissement, les buts se sont concentrés sur le nombre de latrines construites ou le nombre de personnes ayant accès aux latrines sans tenir compte de l'effet des nombreux comportements qui déterminent si les nouveaux équipements rapportent des avantages pour la santé.

Aujourd'hui l'on reconnaît le besoin de changer le comportement comme étant au moins aussi important que la construction de nouveaux équipements. Le nouveau guide de formation de WASH pour la construction de latrines reflète l'importance du changement comportemental. Le manuel original écrit au début de la Décennie de l'Approvisionnement en Eau et de l'Assainissement se concentrait surtout sur les étapes de l'organisation d'un projet de construction de latrines (planification, estimation des coûts, commande de matériaux, préparation de ciment, etc). Revu en 1992, le nouveau document se concentre non pas sur les compétences de construction mais sur la compréhension des moyens de contamination fécale et orale et des comportements communautaires pour concevoir des interventions efficaces avec ou non des travaux de construction de nouvelles latrines.

Si l'on veut arriver à changer les comportements, les projets doivent être construits sur la base d'une bonne compréhension des connaissances et des pratiques d'hygiène dans la communauté.

Si l'on veut arriver à changer les comportements, les projets doivent être construits sur la base d'une bonne compréhension des connaissances et des pratiques d'hygiène dans la communauté. De plus, les efforts, en vue de changer le comportement doivent être institutionnalisés et doivent être soutenus de la part des bailleurs de fonds, des gouvernements et d'autres intervenants clés. Arriver à changer le comportement est un processus difficile, prenant du temps, peut-être une génération.

Comportement en tant que la base de la conception d'un projet. Avant de concevoir un projet d'assainissement, les planificateurs doivent avoir des données initiales sur les connaissances, attitudes et pratiques communautaires concernant l'hygiène ainsi qu'une bonne compréhension du contexte social, culturel et religieux dans lequel se déroule le comportement lié à l'assainissement. Cela veut dire qu'on se déplace dans les communautés pour observer et noter les divers comportements pouvant causer une contamination. Ce n'est qu'à ce moment là que les planificateurs des projets déterminent le type de changements qui peut être adopté ou lorsqu'ils choisissent les technologies et les programmes susceptibles de réussir.

Dans cette approche, l'agent de santé est le pivot même. Il est un partenaire qui est un facilitateur de changement communautaire plutôt qu'un fonction-

naire qui impose des solutions toutes faites. L'agent de terrain doit fournir un feedback constant et une documentation de projet pour que le projet puisse s'adapter aux changements dans les connaissances, les normes et les besoins communautaires.

Certains efforts de développement n'arrivent pas à obtenir les résultats escomptés sur le plan de changement comportemental car celui-ci n'est pas un but faisant partie intégrante du projet. Par exemple, la stratégie mondiale d'éradication de la dracunculose insiste sur l'aménagement de points d'eau, l'application des produits chimiques et l'utilisation de filtres d'eau. Elle s'est fixée comme but l'année 1995 lorsque tous les 21 pays avec la dracunculose devraient présenter des conditions requises pour la certification attestant que la maladie a été éliminée. Fixer de tels objectifs est important mais toute stratégie doit reconnaître que le ver de Guinée ne sera pas supprimé tant que les gens ne changeront pas de comportement en ce qui concerne la conservation et le filtrage de l'eau ainsi que la protection des points d'eau.

Mesurer les résultats par le biais des indicateurs comportement. Les résultats de projet peuvent être mesurés à trois niveaux: le niveau physique ou d'efficacité déterminant les opérations du projet, le niveau comportemental ou d'efficacité définissant la performance du projet et le niveau d'impact définissant les conséquences finales du projet.

Le niveau efficacité qui comprend les conséquences immédiates ou directes du projet et définit quantitativement en terme de dollars investis ou d'activités réalisées et n'indique pas dans quelle mesure un projet répond à ses objectifs. *Le niveau impact* se rapporte aux avantages dans le long terme que les projets d'eau et d'assainissement doivent rapporter mais peut-être faudra-t-il attendre des années avant que ces avantages ne se présentent comme indicateur mesurable. *Le niveau efficacité* concernant l'utilisation des équipements et l'effet du projet sur le comportement fournit par conséquent un indicateur intermédiaire du résultat du projet. Comment les gens utilisent-ils et s'occupent-ils du point d'eau? Est-ce que leurs anciennes habitudes liées à l'utilisation de l'eau et de l'assainissement ont changé suite aux projets? Quels sont les types de comité, de règles et d'autres mécanismes sociaux que les comités

Certains efforts de développement n'arrivent pas à obtenir les résultats escomptés sur le plan de changement comportemental car celui-ci n'est pas un but faisant partie intégrante du projet.

Les résultats de projet peuvent être mesurés à trois niveaux: le niveau physique ou d'efficacité déterminant les opérations du projet, le niveau comportemental ou d'efficacité définissant la performance du projet et le niveau d'impact définissant les conséquences finales du projet.

ont mis en place pour maintenir les équipements et encourager leur utilisation? Les représentants du projet ne peuvent pas directement contrôler ces conséquences mais ils peuvent essayer d'influencer favorablement les modes de comportement dans les communautés.

Ces indicateurs intermédiaires peuvent servir de mesures supplétives de l'impact final. Par exemple, si un projet permet de nettement augmenter la proportion de femmes dans une communauté donnée qui se lavent les mains avec du savon avant de toucher les aliments ou de changer leurs bébés ou s'il permet une plus grande quantité d'eau utilisée, alors on peut assumer que le projet a eu un impact positif sur la santé. WASH a commencé à utiliser ces indicateurs en 1981 pour mesurer l'impact sanitaire et les a depuis intégrés à ses méthodes d'évaluation des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

En février 1992, WASH a collaboré avec le Projet AID d'Assurance de Qualité pour élaborer une approche technique des plus modernes visant à mesurer l'impact. Cette approche consiste à suivre les changements comportementaux qui sont le lien entre les nouveaux services et une meilleure santé. Le suivi est continu pour permettre d'identifier les problèmes tout au long du projet quand on peut encore faire des ajustements plutôt que simplement à la fin du projet. Mise au point pour CARE à Guatemala, cette méthode est à présent reproduite dans d'autres endroits.

Le rôle de l'éducation en matière d'hygiène sur le plan changement de comportement. L'éducation en matière d'hygiène est la clé permettant de changer les comportements et partant, de pérenniser les systèmes et d'arriver à des avantages sanitaires alliés aux améliorations dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement. Si les gens savent comment utiliser la nouvelle installation et s'ils l'utilisent, ils seront plus susceptibles de l'entretenir et d'être en meilleure santé dans le long terme.

L'éducation en matière d'hygiène aide les gens à comprendre pourquoi et comment utiliser les nouvelles installations. La théorie des germes de la maladie, tant acceptée dans le monde industrialisé, n'est pas connue par le pauvre et le non-instruit dans de nombreux pays en développement. Les habitudes

L'éducation en matière d'hygiène est la clé permettant de changer les comportements et partant, de pérenniser les systèmes et d'arriver à des avantages sanitaires alliés aux améliorations dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement.

poussant à faire les choses de telle ou telle manière peuvent être tellement ancrées que les gens vont résister au nouveau ou ne pensent même pas à une nouvelle manière de faire. Aussi, parce qu'ils ont eu pendant toute leur vie des quantités limitées d'eau, les gens ne connaissent pas tous les emplois bénéfiques de l'eau.

L'éducation en matière d'hygiène veut dire changer la manière dont les gens font des choses très personnelles et très privées—déféquer, se laver et faire la cuisine, chercher et transporter l'eau. Changer le comportement en matière d'hygiène dépend dans une grande mesure de l'adéquation du matériel d'éducation pour l'hygiène et des éducateurs aux yeux d'un public particulier.

Des études faites par WASH et renforcées par l'expérience pratique dans le cadre de projets réalisés en Afrique et en Asie montrent que du matériel d'éducation en hygiène réalisé localement peut être aussi efficace que le matériel cher réalisé à l'extérieur. Il est plus important que le matériel reflète une connaissance du rôle crucial de l'éducation en hygiène et de la participation communautaire en vue de changer le comportement que d'être cher ou élaboré. Le matériel doit démontrer les éventuels améliorations sur le plan sanitaire, encourager les utilisateurs à changer le comportement et promouvoir la participation entière du groupe touché. Il doit être simple direct et conçu pour soutenir un nombre limité de choses à apprendre.

L'expérience de WASH indique également que le matériel d'éducation en hygiène devrait être basé sur des études attentives concernant les attitudes, les croyances et les pratiques du public cible ainsi que sur l'expérience dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement. En d'autres termes, le matériel devrait être adapté au contexte dans lequel il sera utilisé. Le choix du média doit se fonder sur le public et les fonds disponibles, sur le matériel de réalisation et l'équipement. On peut changer ici aux cartes d'indices, aux jeux, aux affiches, aux brochures, aux marionnettes ainsi qu'aux messages radiophoniques et télévisés.

Les éducateurs qui aident à élaborer, à fabriquer et à utiliser le matériel ainsi que ceux en contact direct avec la communauté sont plus acceptables et plus crédibles s'ils viennent de la communauté locale ou des

Le matériel d'éducation en hygiène réalisé localement peut être aussi efficace que le matériel cher réalisé à l'extérieur.

Le matériel d'éducation en hygiène devrait être basé sur des études attentives concernant les attitudes, les croyances et les pratiques du public cible ainsi que sur l'expérience dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement.

Les éducateurs sont plus acceptables et plus crédibles s'ils viennent de la communauté locale ou des alentours.

Dans la plupart des sociétés, se sont surtout les femmes auxquelles il faut apporter une éducation en matière d'hygiène. Ce sont elles qui s'occupent des travaux ménagers, qui sont les plus concernées par la santé de la famille et qui sont les principales sources d'information sur les questions domestiques de la famille.

alentours. Si ce n'est pas possible, l'éducateur devrait au moins apporter le message par le biais ou avec l'assistance des habitants. Par exemple, un programme d'éducation d'hygiène au Sri Lanka a réussi en partie parce que les éducateurs d'hygiène venaient des communautés desservies. Au Yémen, une campagne récente d'éducation en matière d'hygiène dépendait de l'assistance locale de tous les villages.

La participation des habitants est également importante pour la pérennité du projet. Si elle laisse derrière elle un ensemble de personnes pouvant continuer à éduquer les autres villageois pour leur apprendre les meilleures habitudes d'emploi de l'eau, une institution de développement externe renforce les capacités des communautés lui permettant de continuer à exploiter le système bien après la fin du projet de développement de sorte à ce que les avantages sur le plan de santé persistent. La situation idéale est lorsque les éducateurs peuvent former les membres de comités d'eau de la communauté pour que ceux-ci puissent à leur tour former le reste de la communauté. C'est difficile car l'effort doit se concentrer aussi bien sur le contenu que sur la formation des formateurs. Mais la possibilité de pouvoir utiliser l'éducation en matière d'hygiène comme un moyen de renforcer les capacités fait que l'effort en vaut la peine.

Dans la plupart des sociétés, se sont surtout les femmes auxquelles il faut apporter une éducation en matière d'hygiène. Ce sont elles qui s'occupent des travaux ménagers, qui sont les plus concernées par la santé de la famille et qui sont les principales sources d'information sur les questions domestiques de la famille. De plus, il n'est peut-être pas acceptable que les hommes parlent aux femmes de questions d'hygiène personnelle et il vaut donc mieux que ce soit les femmes qui des éducatrices en matière d'hygiène. Un homme ne peut pas rentrer librement dans le foyer d'une femme comme le ferait une autre femme. Dans les cultures conservatrices, il est très important de tenir compte de cette règle. Dans l'exemple du Yémen mentionné ci-dessus, il n'eût pas été possible à un homme d'avoir le même contact avec les femmes de la communauté que l'éducatrice en matière d'hygiène. Par ailleurs, dans certaines cultures, il n'est pas acceptable que les femmes se déplacent toutes seules

de villages en villages comme doivent parfois le faire des éducateurs en matière d'hygiène.

Leçon quatorze Gestion communautaire

Les gouvernements nationaux doivent prendre des mesures spécifiques sur le plan des politiques pour vérifier que les communautés ont les capacités et les moyens nécessaires pour gérer les activités d'eau et d'assainissement.

On s'entend pour dire que la décentralisation de la responsabilité de l'eau et de l'assainissement est une stratégie efficace. De nombreux pays en développement ont transféré la responsabilité de l'exploitation et de l'entretien aux entités provinciales ou régionales des villages locaux. Mais souvent, la décentralisation n'a pas réussi à créer la capacité humaine et institutionnelle qui permet de pérenniser les progrès dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Vu que les gouvernements nationaux et les collectivités locales n'ont pas un rôle d'exécution et que les collectivités locales n'ont pas la capacité, dans le cadre d'une approche décentralisée, souvent elles n'ont pas le soutien dont elles ont besoin pour devenir les gestionnaires efficaces de leurs systèmes d'eau et d'assainissement.

Aujourd'hui, l'on reconnaît que, si la décentralisation veut réussir et si la gestion communautaire doit être efficace, certaines entités publiques doivent continuellement apporter un soutien. Les bailleurs de fonds ne peuvent pas envisager ce rôle à l'infini. Les organisations non-gouvernementales qui sont excellentes pour travailler avec un nombre limité de communautés n'ont pas l'envergure nécessaire pour fournir ce soutien au niveau national. Par conséquent, les gouvernements nationaux doivent rester des intervenants importants permettant de soutenir la gestion communautaire. Cela demande qu'on aide les communautés à acquérir les compétences dont elles ont besoin pour participer plus activement aux décisions gouvernementales concernant leur existence.

WASH a identifié un certain nombre de mesures opérationnelles que les organisations du secteur pu-

Aujourd'hui, l'on reconnaît que, si la décentralisation veut réussir et si la gestion communautaire doit être efficace, certaines entités publiques doivent continuellement apporter un soutien.

Les gouvernements nationaux doivent rester des intervenants importants permettant de soutenir la gestion communautaire.

blic peuvent prendre pour garantir une gestion communautaire efficace. Il faut chercher à arriver à un accord entre tous les bailleurs de fonds et le gouvernement sur ce que signifie la gestion communautaire et sur ce qu'elle doit accomplir; clarifier les rôles de bailleurs de fonds des divers niveaux de gouvernement et des organisations non-gouvernementales et forger de solides relations de collaboration entre ces entités; élaborer un cadre juridique et de politiques ainsi qu'un système de gestion financière qui encouragent la gestion de contrôle communautaire; déterminer les besoins sur le plan personnel, formation et logistique; créer une demande et sensibiliser à la gestion communautaire et mettre en place un système d'information en gestion qui est une liste type de données que les communautés trouveront utiles.

Leçon quinze Planification

Dans la plupart des cas, les buts sanitaires exigeront des liens entre l'approvisionnement en eau et l'assainissement, entre les différents ministères et l'effort général de santé communautaire dans les domaines comme l'éducation en matière d'hygiène, la nutrition, la thérapie de réhydratation orale, la lutte contre les maladies tropicales et les vaccinations.

Une approche participative à la planification permet de forger les liens nécessaires à l'intérieur et à l'extérieur du secteur et de garantir une collaboration au niveau de l'exécution

L'élaboration de programmes et de projets réussis dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement demande qu'on forge des liens publics et privés au sein du secteur ainsi qu'avec d'autres secteurs dont les activités se répercutent sur l'eau et l'assainissement. Il faudrait commencer à forger ces liens pendant la planification.

Dans la plupart des cas, les buts sanitaires exigeront des liens entre l'approvisionnement en eau et l'assainissement, entre les différents ministères et l'effort général de santé communautaire dans les domaines comme l'éducation en matière d'hygiène, la nutrition, la thérapie de réhydratation orale, la lutte contre les maladies tropicales et les vaccinations.

D'autres ministères entreprendront des activités qui influencent ou qui soutiennent l'approvisionnement en eau et l'assainissement. Par exemple, les ministères de l'agriculture réalisent des projets d'irrigation dans les zones rurales, ceux-ci peuvent être reliés au travail dans le domaine de l'approvisionne-

ment en eau et de l'assainissement. La participation du ministère des transports est probablement nécessaire pour coordonner la livraison du matériel et la fourniture de personnes sur les lieux du projet. S'il existe des programmes économiques ou de développement commercial ciblant des communautés rurales, l'activité d'approvisionnement en eau et d'assainissement devrait en tenir compte. Etablir un lien avec des organisations à l'extérieur du gouvernement—des organisations bénévoles privées et des commerces privés—peut augmenter les ressources disponibles pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement et entraîner des normes plus élevées de la conception et de l'entretien.

Il faut tenir compte au début de la planification de tous les liens qu'il faudra établir. Ces liens seront possibles grâce à une approche participative à la planification.

Par exemple, de 1985 à 1989, WASH a aidé le gouvernement du Swaziland à mettre sur pied un plan d'action national pour l'approvisionnement en eau et de l'assainissement. WASH a travaillé directement avec le groupe d'action national, entité interministérielle composée de sept ministères et de deux départements. La méthodologie visait à renforcer les capacités nécessaires pour réaliser des plans, et non pas juste la réalisation des plans en elle-même. Aussi, le principal résultat a-t-il été un mécanisme efficace de planification intégrée au processus de planification nationale. Les résultats étaient un plan d'action, une meilleure coordination au sein du secteur et une meilleure mise en oeuvre des projets aussi bien par le Gouvernement du Swaziland que d'autres organisations.

Consultation polyvalente. Dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement, toutes les organisations intéressées devraient être entendues pendant la planification du projet—la santé, les ressources naturelle, l'agriculture, l'habitat, l'utilisation des terres. La participation ne devrait pas se limiter aux organismes gouvernementaux officiels. Il convient également de consulter les bailleurs de fonds internationaux et les organisations non-gouvernementales. S'ils ne veulent pas participer officiellement, ils devraient être consultés officieusement.

Si les intérêts critiques de toutes les parties concernées ne sont pas entendus au moment de la planification, les parties probablement ne collaboreront pas à l'étape exécution et les activités du projet pourraient bien échouer à cause de cela.

Les communautés qui vont bénéficier des travaux de développement devraient également être incluses au processus de planification. Les consommateurs des biens et services (la communauté) ont souvent un point différent que les fournisseurs (service public) et ce point de vue doit être écouté et pris en compte. Les dirigeants communautaires qui ont de l'influence et non pas ceux qui ont un titre suggérant une influence, sont les plus importants qu'il faudra chercher à faire participer.

Cette approche à la planification est importante pas tant pour qu'on tienne compte de tous les facteurs d'eau et d'assainissement, en principe les planificateurs centraux pourraient le faire—mais pour permettre à tous ceux intéressés, dont certains peuvent être concurrentiels, d'offrir leurs opinions pour élaborer le plan du projet. Si les intérêts critiques de toutes les parties concernées ne sont pas entendus au moment de la planification, les parties probablement ne collaboreront pas à l'étape exécution et les activités du projet pourraient bien échouer à cause de cela. Tous ceux qui ont un intérêt dans le résultat devraient avoir l'occasion de dire ce qu'ils pensent au début de la planification.

Les gens à différents niveaux devraient également participer au processus de planification. Bien souvent la planification est coordonnée au niveau théorique d'en haut par le biais par exemple, d'une équipe spéciale de hauts fonctionnaires. Mais si la coordination entre organisations doit bénéficier au processus de développement, elle doit se faire non seulement au niveau politique mais également au niveau exécution.

Le moment de la planification tant du point de vue chronologique et durée doit également être soupesé attentivement pour viser un maximum d'efficacité du processus.

La planification doit être vue comme un processus et non comme un événement.

Plans de travail de "roulement." Il existe une tendance compréhensible et correcte voulant que les gens participant à une grande entreprise disent "faisons d'abord un plan." Mais si de grands plans directeurs sont élaborés sans expérience précédente sur le plan de l'eau et de l'assainissement et sans répondre aux besoins de renforcement institutionnel, ils sont voués à l'échec. Bien sûr qu'il faut toujours pla-

nifier un certain niveau pour être sûr que les besoins sont identifiés et que les ressources sont utilisées efficacement. Mais tout au début d'une entreprise, les plans ne devraient être qu'un concept de plans "des roulements" c'est-à-dire des plans qui peuvent être continuellement revus et révisés. La planification doit être vue comme un processus et non comme un événement.

WASH a utilisé efficacement cette approche au Swaziland et en Thaïlande. Au Swaziland, l'élaboration des plans directeurs n'a été entreprise qu'après quatre années de travail de renforcement des institutions et de construction des équipements. Le résultat a été un plan directeur national bien meilleur et bien plus réaliste qu'il n'eût été possible autrement.

Objectifs à court terme, stratégies à long terme. Si l'on veut que la planification soit efficace, elle devrait diriger aussi bien les actions à court terme que les stratégies et buts à long terme. La meilleure manière d'y arriver est de diviser en deux parties le plan sectoriel général. Le plan d'action devrait inclure des objectifs pouvant être atteints, les mesures nécessaires pour y arriver et des délais à court terme précisant quand ils doivent être atteints. Un plan directeur doit être tout aussi réaliste, mais peut-être de nature plus générale avec des délais plus longs pour les buts qui doivent être atteints. Par exemple, un plan d'action pourrait envisager de creuser x nombre de puits en une année dans un certain nombre de communautés, donner les sources de financement et préciser les étapes qu'il faut prendre pour réaliser le travail. En revanche, le plan directeur peut prévoir une couverture en eau pour toutes les populations d'une zone géographique donnée avec un nombre d'habitants défini et préciser les éventuelles sources de financement.

Les deux types de plan doivent résulter d'un processus continu et non pas d'événements ponctuels. Un séminaire national ou un événement analogue pourrait être le lancement de l'activité mais il faudra des réunions régulières—du moins une fois par an—entre les principaux participants de la planification ainsi que des consultations fréquentes face à face ou avec des petits groupes entre ces réunions. Le but est d'évaluer continuellement le plan de développement par rapport à la réalité et de le revoir en

Si l'on veut que la planification soit efficace, elle devrait diriger aussi bien les actions à court terme que les stratégies et buts à long terme.

Les plans ne sont pas des fins en eux-mêmes; leur utilité est fonction de la manière dont ils guident l'octroi rationnel et les dépenses de ressources et cela ne peut pas se faire si on ne permet pas à l'expérience de revenir guider le plan.

conséquence. Les plans ne sont pas des fins en eux-mêmes; leur utilité est fonction de la manière dont ils guident l'octroi rationnel et les dépenses de ressources et cela ne peut pas se faire si on ne permet pas à l'expérience de revenir guider le plan.

WASH a trouvé utile le concept de planification de l'équipe et l'a adapté aux projets en développement. Cette approche signifie qu'on rassemble toutes les parties concernées par un projet en vue de fixer les priorités, de définir les termes de référence et d'élaborer un plan de travail. Cela permet d'avoir une vision commune des projets et de délimiter les rôles et les responsabilités de tous ceux qui participent. Au fur et à mesure que le projet est mis en oeuvre, des ateliers de suivis périodiques peuvent également se tenir pour voir dans quelle mesure les buts sont atteints et pour procéder à des ajustements dans la stratégie.

Leçon seize

Cadre juridique et réglementaire

Le modèle commande et contrôle qui régit généralement la réglementation de l'eau et de l'assainissement dans les pays industrialisés ne convient pas aux pays en développement

Ces dernières années, une plus grande attention a été accordée aux questions juridiques et réglementaires. C'est dû au partie à la nécessité de prévenir ou de diminuer la contamination environnementale. Les points d'eau peuvent être de plus en plus contaminés. Le manque de latrines ou le manque de traitement des eaux usées sont les grandes causes de la pollution de l'eau. Chaque jour, des tonnes de déchets sont jetées sans autre forme de traitement. Les déchets solides et liquides des industries jouent également un rôle. Un cadre juridique et réglementaire efficace est tout à fait nécessaire pour changer l'ordre des choses.

Jusqu'à très récemment, le modèle centralisé commande et contrôle a dominé la réglementation de l'eau et de l'assainissement. Grâce à cette commande et à ce contrôle, un organisme central définit la réglementation régissant la qualité de l'eau, les technologies de traitement de eaux usées, les normes évacuation des effluents ainsi que les mandats vou-

lant qu'elles soient appliquées universellement à une date donnée.

Ce modèle qui garantit des normes uniformes pour la qualité de l'eau, le traitement des eaux usées et l'évacuation de déchets solides, dangereux et industriels est un travail demandant d'importantes ressources financières et institutionnelles et probablement qu'il n'entre pas dans les moyens de la plupart des pays en développement de faire ce travail sur une base répandue. Un modèle plus souple est nécessaire pour garantir les changements comportementaux nécessaires de la part des individus et des institutions. De plus même dans les pays industrialisés, l'approche commande et contrôle n'est pas toujours nécessaire. Elle entraîne souvent une trop grande réglementation et fait du gouvernement et des entreprises privées des adversaires. Le pays en développement reconnaissent déjà que le cadre réglementaire doit être accompagné par des instruments de marchés complémentaires.

Dans les pays en développement, les réglementations copiées sur l'occident sont souvent du point de vue juridique ou pratique non-applicables et partant sont rejetées. Dans de nombreux cas, il est simplement impossible techniquement de suivre et de mesurer les normes de la pollution. Il existe également des barrières politiques à l'imposition de sanctions dures. Les amendes sont trop faibles pour décourager tels comportements ou pousser aux changements et les gens les évitent en payant des pots de vins.

Les normes de standards sont importantes mais il faut trouver un moyen souple de les appliquer. Les gouvernements centraux ont pour rôle de fixer les normes dans diverses situations puis de laisser les entités locales trouver leurs propres moyens d'y arriver. L'idéal est de réunir toutes les parties concernées dans le processus décisionnel et de dépendre plus des incitations que des "punitions" telles que les amendes. Il n'est guère pratique pour une communauté de traiter à grands frais ces eaux usées avant de les déverser dans la rivière voisine si une plus grande communauté en aval continue à déverser ces eaux d'égout non-traitées. Les améliorations doivent souvent se faire progressivement pour permettre à toutes les parties touchées de participer à la participation.

Le modèle commande et contrôle demande des ressources financières et institutionnelles importantes.

Probablement qu'il n'entre pas dans les moyens de la plupart des pays en développement.

Depuis 1992, WASH a planifié et réalisé deux ateliers sur la gestion des eaux usées dans les pays d'Amérique latine pour encourager ce cadre plus souple. Les participants ont appris que les institutions et organisations gouvernementales et privées disposent de nombreux instruments qu'elles peuvent utiliser pour gérer les eaux usées. Les instruments technologiques sont les seuls pris sérieusement à savoir le traitement final des eaux usées, mais les options réglementaires, institutionnelles, économiques et éducatives sont également disponibles et de nombreux groupes peuvent être mobilisés pour améliorer la gestion des eaux usées: ceux qui les produisent, les décideurs, les consommateurs, les gestionnaires des terres et de l'eau, les éducateurs et les professionnels de la santé.

Les instruments technologiques sont les seuls pris sérieusement à savoir le traitement final des eaux usées, mais les options réglementaires, institutionnelles, économiques et éducatives sont également disponibles.

Par exemple, au Chili, la prolifération de nouvelles industries suite à la croissance économique rapide, a eu des effets adverses sur l'environnement. Ces 2400 industries peuvent être partie du problème mais elles peuvent également être partie de la solution. Elles sont une opportunité pour s'attaquer aux problèmes des eaux usées. Les politiques de contrôle, les incitations, les exonérations fiscales, les désincitations, la réglementation taxant celui qui produit souvent autant de moyens permettant de diminuer à un niveau acceptable la quantité des résidus déversés. Ces interventions "de type marché" doivent être utilisées si l'on veut protéger la santé publique à un coût abordable.

En fait, il faut une approche souple qui permet de mettre sur pied une structure où peut s'épanouir le changement de comportements et l'innovation. Seuls les problèmes plus prioritaires peuvent être résolus de suite mais les améliorations peuvent être faites au fur et à mesure qu'on dispose des ressources, entraînant progressivement la mise en place de tout un système.

Diverses options réglementaires. La fonction des institutions réglementaires est d'utiliser les règles, les réglementations et les sanctions (dans la mesure où elles le peuvent) pour influencer le comportement des particuliers et des institutions de sorte à atteindre les buts fixés sur le plan de l'eau potable. Dans un bon contexte, les institutions réglementaires peuvent être

très efficaces pour diminuer les menaces liées à la pollutions. Elles peuvent intervenir à plusieurs moments dans le cycle de la pollution: interdisant certaines pratiques polluantes ou demandant qu'on supprime les agents polluants du système.

Mais il faut d'abord répondre à un certain nombre de questions avant de voir si les institutions sont véritablement efficaces dans un pays donné. Est-ce que les institutions réglementaires ont l'autorité nécessaire pour réglementer? Est-ce que leur autorité est compromise par la division juridictionnelle entre institutions concurrentielles ou connexes (par exemple santé, planification, agriculture ou énergie)? Est-ce que les normes sont imposées de manière raisonnable en vue de cibler le changement qui doit être changé? Est-ce que le contexte de politiques favorisent ces changements? Est-ce que les réglementations sont connues et comprises par un grand nombre sans qu'il y ait favoritisme? Est-ce que le gouvernement et la communauté soutiennent les réglementations et finalement est-ce que les institutions réglementaires disposent des ressources financières, de l'information et du personnel qualifié dans le domaine de l'ingénierie, de la gestion financière, de la gestion des ressources humaines, du droit et de l'économie.

Les fonctions réglementaires peuvent être assumées par les gouvernements nationaux, des états ou les collectivités locales ou, dans certains cas même par des entités non-gouvernementales. Les ONG ne sont pas des institutions réglementaires mais elles peuvent assumer des fonctions réglementaires en organisant d'autres institutions (par exemple les usines ou ceux qui déversent un grand nombre d'eau usée) ou en aidant les ménages à diminuer les menaces à l'environnement. Ce qui est important, ce n'est pas simplement que les institutions disposent de l'autorité officielle pour réglementer mais également de voir lesquelles ont la capacité de contrôler ou d'encourager le comportement souhaité. Souplesse et capacité à voir diverses possibilités sont des éléments essentiels pour encourager les fonctions réglementaires.

La souplesse devrait caractériser non seulement le type d'institution qui participe à la réglementation mais également ce qui est réglementé. Par exemple, il se peut qu'on puisse aller au-delà des questions sur la manière d'évacuer des agents polluants et qu'on

Des institutions réglementaires peuvent intervenir à plusieurs moments dans le cycle de la pollution: interdisant certaines pratiques polluantes ou demandant qu'on supprime les agents polluants du système.

Dans un pays donné, les décideurs doivent faire une analyse pour déterminer les avantages relatifs des instruments réglementaires opposés aux instruments de marché.

puisse réglementer la production de la pollution—approche qui pourrait aider les pays en développement à prévenir de nombreux problèmes qui affligent les pays développés.

Dans un pays donné, les décideurs doivent faire une analyse pour déterminer les avantages relatifs des instruments réglementaires opposés aux instruments de marché. Les paramètres comparatifs seraient notamment les coûts liés à l'observation des réglementations par rapport aux coûts des polluants, les coûts légaux et administratifs nécessaires pour le suivi et l'application, les besoins du point de vue information, les possibilités financières, l'acceptation culturelle, etc. La volonté politique et la condition sine qua non de la réussite de l'une ou l'autre approche à la gestion environnementale.

Contraintes juridiques. Les communautés péri-urbaines avec un statut incertain ou tout à fait illégal présentent des problèmes spéciaux sur le plan juridique et réglementaire. Les habitations péri-urbaines sont généralement sur des terrains qui ne font pas partie des zones destinées à l'habitat ou qui sont jugées dangereuses ou encore protégées du point de vue environnemental. Les politiciens sont souvent très durs vis à vis de ces installations. Les gouvernements hésitent à fournir l'infrastructure car cela impliquerait qu'ils reconnaissent la légalité de l'installation ou même qu'ils encouragent la croissance de ce type d'établissement. Dans de telles situations, les concepteurs de projets doivent chercher à obtenir le consentement du maire ou d'autres décideurs avant de commencer les programmes d'eau ou d'assainissement. Le défi pour les concepteurs de projets des autorités locales consiste à résoudre les conflits inhérents lorsqu'on cherche à appliquer les codes et les lois à des communautés que la loi ne reconnaît pas.

Encourager la participation. Jusqu'à présent, peu de pays en développement sont prêts à adopter une réglementation efficace. Mais l'importance de contrôler la production par les lois et réglementations est reconnu. Il est évident qu'il ne faut pas importer tels quels les modèles des pays développés, mais on ne sait pas encore quels sont les types de cadres juridiques et réglementaires qui réussiront le mieux dans

des pays en développement. Par contre, l'on sait qu'il est essentiel d'assurer la participation la plus large possible au processus réglementaire. L'expérience de WASH indique que plus le soutien politique est important, plus le soutien public est vaste, plus les réglementations ont de chances d'être efficaces. De même, les réglementations seront plus efficaces si elles sont moins en conflit avec les normes acceptées et si elles n'exigent pas un trop grand changement comportemental.

Les lois et réglementations imposées du haut et appliquées par les institutions qui n'ont pas une autorité suffisante seront ignorées. Aussi, est-il important de faire participer d'autres institutions puissantes surtout celles, comme les ministères de l'environnement du tourisme, qui n'ont peut-être pas une responsabilité directe pour l'eau et l'assainissement mais dont l'aide et la collaboration sont essentielles.

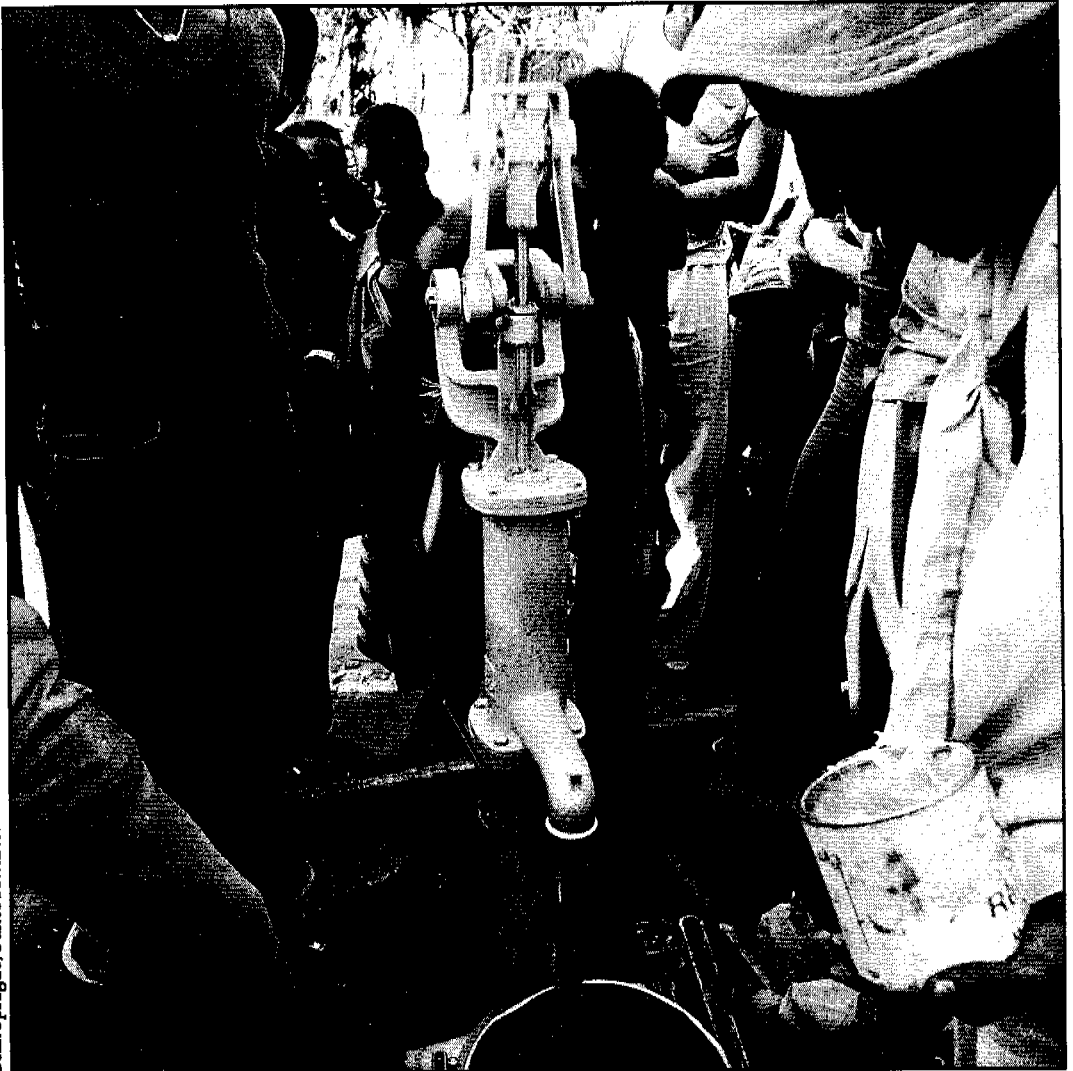
* * *

Peut-être que la plus importante des six stratégies discutées dans ce chapitre est celle qui consiste à reconnaître que l'assainissement ne doit pas être traité comme une simple adjonction de l'approvisionnement en eau. La relation symbiotique entre l'approvisionnement et l'assainissement est particulièrement prononcée dans les zones péri-urbaines où un nombre croissant de pauvres viennent s'installer tous les jours. Un rapport de WASH sur le secteur de l'eau et de l'assainissement en Amérique centrale, publié en 1993, remarque que si l'accès à l'eau était défini plus strictement, du point de vue normes de qualité, les pourcentages déjà faibles de couverture dans les nombreuses zones urbaines et péri-urbaines devraient être revus à la baisse, à un niveau inférieur à celui des zones rurales. La raison en est le danger énorme de contamination pour l'environnement immédiat des habitants péri-urbains. Les tonnes de déchets produits chaque jour ne sont pas ramassés et des milliers de personnes n'ont pas d'installations sanitaires du tout. Le risque de contamination des sources d'eau est élevé et encore plus élevé lorsque les gens s'entassent dans les zones péri-urbaines congestionnées, puisque des centaines de millions utilisent des latrines qui contaminent les eaux souterraines vu

Les lois et réglementations imposées du haut et appliquées par les institutions qui n'ont pas une autorité suffisante seront ignorées.

qu'un si grand nombre de latrines sont concentrées dans une petite zone et que les villes n'arrivent pas à construire des systèmes d'évacuation pour les déchets industriels et médicaux et que les eaux usées sont déversées telles quelles, non-traitées.

Heureusement que l'intérêt s'accroît pour l'assainissement et que les organisations sectorielles commencent à trouver des solutions ingénieuses à ces problèmes ardues. Par exemple, l'approche adoptée par la Fondation de l'habitat coopératif au Honduras est une approche qu'applaudirait WASH. La Fondation fournit des prêts à des ménages péri-urbains pour construire de meilleures installations d'eau et d'assainissement. Chaque ménage décide du niveau de service qu'il peut se permettre et choisit un modèle au sein de toute une gamme possible. Lorsque le prêt est approuvé, le ménage peut recruter un entrepreneur pour faire les travaux ou peut choisir d'en faire une partie soi-même. Les ménages qui participent doivent accepter de participer également à l'éducation en matière d'hygiène. Grâce à une combinaison réaliste d'incitations, de financement, de participation du secteur privé et d'éducation en matière d'hygiène, ce programme a été une réussite.



Sean Sprague/Panos Pictures.

Installer un puits et une pompe manuelle, Kolokani, Mali.

Chapitre 5: PERENNITE

Le concept de "pérennité" de WASH provient de la discipline de l'analyse de systèmes: c'est une mesure pour juger de la performance de système. Elle se rapporte à la capacité d'un système de continuer ces fonctions à un niveau acceptable et pour une période indéfinie de temps en utilisant uniquement les ressources spécifiées dans le plan du système. Pour être durable, le système doit comporter toutes les ressources y compris les ressources financières nécessaires pour maintenir le flux de avantages. Mais dans le lexique du développement, les ressources financières ne peuvent pas toujours venir des bailleurs de fonds.

Dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, la communauté du développement pense de plus en plus que la pérennité est le

Le test de pérennité est appliqué à deux niveaux: il mesure aussi bien la réussite du secteur lui-même c'est-à-dire le système national de développement que la réussite des institutions qui sont créées pour fournir les services d'eau et d'assainissement aux habitants.

guide à un investissement prudent. En particulier, les bailleurs de fonds hésitent à continuer à verser des fonds dans des programmes de développement et des équipements qui bien vite peuvent arrêter de fonctionner. Dans les termes de WASH le principe peut être stipulé clairement: **la mesure fondamentale de la réussite aussi bien du système national de développement que des systèmes de gestion est la pérennité, c'est-à-dire la capacité de continuer à travailler efficacement pour toujours une fois terminée l'assistance du bailleur de fonds.**

Le test de pérennité est appliqué à deux niveaux: il mesure aussi bien la réussite du secteur lui-même c'est-à-dire le système national de développement que la réussite des institutions qui sont créées pour fournir les services d'eau et d'assainissement aux habitants. Les grandes variables qui influencent la pérennité des installations d'eau et d'assainissement à ces deux niveaux sont la force des institutions et des groupes communautaires responsables, le niveau de compétence de ceux chargés de l'exécution, le plan d'exploitation et d'entretien, le financement et le choix des technologies utilisées.

Aussi, le programme général de développement du secteur peut échouer si les institutions établies n'arrivent pas à réaliser la tâche, si l'on manque de ressources humaines et financières ou si la technologie utilisée n'est pas la bonne. Il va de même pour des systèmes d'eau particuliers si la communauté ne peut pas mobiliser suffisamment de recettes pour couvrir les coûts de l'exploitation et de l'entretien. Depuis la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement tenue à Rio de Janeiro en juin 1992, il n'est plus possible d'utiliser le terme "pérennité" sans penser au concept de pérennité environnementale. Selon la définition adoptée par la conférence, les activités de développement sont "soutenables de point de vue environnemental" si elles "répondent aux besoins actuels des gens tout en préservant la capacité de la nature afin de répondre aux besoins des générations à venir." La conférence a enseigné une nouvelle leçon aux professionnels du secteur de l'eau et de l'assainissement: le travail du secteur doit être fait dans le contexte de la pérennité environnementale.

Des années avant la Conférence de Rio, l'AID exigeait comme préalable des projets d'eau et d'assai-

nissement des évaluations environnementales. WASH a fourni une assistance technique à un certain nombre de ces évaluations (par exemple au Salvador et en Equateur). En outre, les consultations de WASH ont mesuré l'ampleur des problèmes environnementaux liés de manière spécifique à l'eau: Les effets sanitaires de petits barrages d'immigration au Mali, la mesure dans laquelle un nouveau système de traitement des eaux usées se déversant dans l'océan pourrait aggraver les risques de choléra en Grenade et les effets polluants des industries à forte utilisation d'eau dans l'Ile Maurice—pour ne donner que quelques exemples.

A l'avenir, le défi sera de continuer à soutenir et à encourager des actions qui rendent les interventions d'eau et d'assainissement soutenables du point de vue environnementale. Pour cela, il faut l'approche suivante.

- Les projets d'eau et d'assainissement devraient être élaborés dans le contexte des politiques et programmes sur les ressources d'eau. Souvent il peut s'agir des programmes nationaux mais parfois, pour être efficaces, les ressources d'eau doivent être vues sous l'angle d'un bassin d'eau qui peut s'étendre au-delà des frontières nationales. Comment plusieurs organisations du gouvernement peuvent-ils travailler ensemble pour élaborer des plan?
- Il faut un changement fondamental dans le processus de planification nationale pour intégrer les facteurs économiques, sociaux et environnementaux. Cela demande une plus grande participation publique et de meilleures méthodes de collecte de données.
- L'environnement—y compris l'eau—ne peut plus être pris comme "un bien gratuit." Que ce soit maintenant ou plus tard, les coûts environnementaux doivent être remboursés. Le prix de l'eau devrait refléter la valeur totale de la ressource.

Il est clair que le développement et l'environnement sont liés de manière inextricable mais les détails sur la manière dont les liens influenceront le travail

de secteur restent à être définis. Avec cette mise en garde, ce chapitre revoit les leçons que WASH a apprises à propos des grands éléments de la pérennité: institutions solides, personnel bien qualifié, personnel bien qualifié, technologies appropriées, exploitations et entretien bien organisés et soutien financier solide.

Leçon dix-sept
Développement institutionnel et
valorisation des ressources humaines

Des projets de développement institutionnel et
humain réussis sont complets, systématiques,
participatifs et se fondent sur
la planification à long terme.

Tel que nous l'avons déjà noté, toute une gamme d'institutions participent au secteur de l'eau et de l'assainissement, les institutions de service, de financement et celles qui s'occupent de la coordination et de la réglementation. Vu que WASH travaille surtout avec les institutions de services, la discussion ici sur le développement institutionnel concerne essentiellement ce type d'organisations. Les institutions responsables de la fourniture de services sont généralement des ministères publics ou des services semi-autonomes intervenant surtout dans les zones urbaines. Ces deux types d'organisations sont très différentes. Un service semi-autonome peut ressembler à une entreprise commerciale n'ayant aucun lien avec les politiques ou les barèmes salariaux du gouvernement. Par ailleurs, le ministère public, faisant partie d'un système plus vaste à moins de l'attitude dans la manière dont il fonctionne. Dans les zones rurales, les institutions sont généralement une combinaison de ministères publics et d'organisations communautaires. Le rôle du comité d'eau communautaire dont il est question dans une section ultérieure pourrait être très important. Et, tel que nous l'avons déjà mentionné, le secteur privé a un rôle à jouer.

Des projets conçus pour renforcer les institutions de services devraient d'abord examiner la performance et l'efficacité générale d'une institution.

Evaluer la performance et l'efficacité institutionnelle. Des projets conçus pour renforcer les institutions de services devraient d'abord examiner la performance et l'efficacité générale d'une institution. La manière dont ces deux facteurs sont évalués dé-

pend du type d'institution étudiée. Dans le cas d'institutions de services ou d'institutions semi-autonomes, WASH a défini neuf catégories de performance qui devraient être entièrement examinées et évaluées avant de faire des plans pour répondre aux besoins de l'institution. Ces catégories sont les suivantes: autonomie organisationnelle, leadership, management et administration, orientation commerciale, orientation sur le consommateur, capacité technique, développement et entretien, culture organisationnelle et interactions avec les grandes institutions externes.

Dans le cadre des ministères publics, tels que le ministère des travaux publics ou de la santé, il faut des catégories de performances différentes. Les ministères n'ont qu'une autonomie limitée par la force des choses. Ils n'auront probablement pas d'orientation commerciale et doivent se plier aux politiques publiques afférentes au personnel. Aussi, leur performance devrait être évaluée en fonction de leur capacité à fournir de la formation et une assistance technique, de coordonner avec d'autres ministères, de suivre l'efficacité du programme, de planifier, de fournir des fonds, de réaliser des projets puis à faire participer les communautés. La manière dont ces fonctions sont exécutées dépend en partie du niveau existant de décentralisation.

Aspect complet du projet. Les projets de renforcement institutionnel aussi bien pour les organisations autonomes que des ministères du gouvernement devraient chercher à être complets et participatifs. Si un projet doit être complet, il doit traiter simultanément tous les systèmes institutionnels (par exemple, exploitation et entretien, aspect administratif, commercial et technique) et faire participer les gens à tous les niveaux de l'institution. Le projet d'eau et d'assainissement financé par l'AID au Sri Lanka est un exemple d'une activité touchant à tout le système et visant à renforcer tous les aspects du Conseil national de l'Approvisionnement en Eau et du Drainage, notamment l'ingénierie, l'approvisionnement, la qualité de l'eau et le traitement de l'eau, l'exploitation et l'entretien, les services de santé publique et l'assainissement, l'orientation commerciale et la gestion, la structure organisationnelle et la

Un projet complet doit traiter simultanément tous les systèmes institutionnels (par exemple, exploitation et entretien, aspect administratif, commercial et technique) et faire participer les gens à tous les niveaux de l'institution.

décentralisation ainsi que le personnel et la formation. Le projet a eu un impact très important sur le recouvrement (qui a augmenté de 31% des dépenses d'exploitation et d'entretien en 1984 à 99% en 1990), ce qui a permis de diminuer les délais de facturation (de six mois à trente jours). En se concentrant sur l'institution entière plutôt que sur un seul aspect, le projet a également réussi à augmenter la proportion de coûts recouverts, à diminuer la quantité d'eau non facturée et à augmenter la proportion de son budget d'investissement consacré à la rénovation, qui est passée de zéro en 1984 à 62% en 1990.

Combinaison institutionnelle. Une fois que les bailleurs de fonds ont apporté leurs ressources, il faut trois types d'institutions pour pérenniser un système d'approvisionnement en eau et d'assainissement en zones rurales, que ce soit dans le milieu rural ou urbain: une organisation gouvernementale (ou peut-être plusieurs), le secteur privé avec probablement une ONG locale) et une organisation communautaire chargée de gérer les équipements et d'organiser les activités d'éducation en matière d'hygiène.

L'autorité relative ainsi que les responsabilités de chaque institution varient grandement suivant le pays ou même l'intérieur du pays. Les équipements urbains tentent à être centralisés au sein d'une organisation ou d'un service mais souvent, ils font appel au secteur privé pour les services spécialisés. Les contextes péri-urbains permettent généralement un rôle accru pour le secteur privé surtout lorsque les habitants dépendent de vendeurs pour l'eau, la construction et la réparation des maisons. En revanche, les zones rurales ont souvent toute une gamme de modèles institutionnels.

Une étude de WASH a constaté qu'il existe différents modèles suivant le pays. Par exemple, au Botswana, la responsabilité de la gestion est située avant tout au niveau national et les apports de la communauté sont d'importance mineure. Par contre, dans certaines parties de l'Indonésie, il existe un système informel basé sur un solide contrôle communautaire et sans participation de la part du gouvernement. La plupart des pays ont adopté une combinaison institutionnelle qui est entre ces extrêmes et qui engage à divers niveaux les trois entités.

Il n'existe pas de combinaisons institutionnelles dont qu'on puisse dire qu'elles s'appliquent à toutes les situations.

Participation au projet. Pour être réussis, les projets de développement institutionnel doivent être participatifs. Un projet de développement institutionnel diffère d'un projet de construction de systèmes de par l'effet qu'il a sur les individus. Une réorganisation, un changement dans la politique liée au personnel ou une amélioration de la gestion concernent de manière très directe les employés. Le projet doit être vu comme bénéfique plutôt que comme une menace pour la position ou la carrière de quelqu'un. Un projet qui ne fait pas participer le personnel de l'institution à toutes les étapes de l'effort pourrait être déformé par les forces au sein de l'institution elle-même. Comme toujours, les gens seront davantage engagés à changer s'ils ont participé au processus de changement. Renforcer les capacités institutionnelles est une question complexe qui demande du temps, de la compétence et de la souplesse. C'est essentiellement un processus humain et les gens ne changent pas en un jour. Il existe de nombreuses manières efficaces de faire participer les personnes d'une institution à un projet d'eau et d'assainissement. Un groupe central peut être réuni à l'étape conception pour fournir conseil et information au concepteur. Un atelier de conception de projets peut être réalisé avec les principaux décideurs pour les faire participer activement à la conception. Un comité directeur ou un petit comité de gestion peut être créé pour l'exécution de projets et servir de forums réguliers pour discuter des progrès et des problèmes. La technique particulière choisie doit être fonction de la situation. Ce qui est important, c'est de prendre des mesures pour vérifier que toutes les personnes concernées participent.

Liens de communication et rôle de l'agent de vulgarisation. Même dans les zones rurales les plus isolées, la plupart des communautés n'arrivent pas à se prendre entièrement en charge. Elles dépendent de fournitures de l'extérieur par exemple, le ciment, les pièces de rechanges, des pompes et le carburant pour faire fonctionner leurs systèmes. Elles ont également besoin d'information sur des éléments tels que le

Pour être réussis, les projets de développement institutionnel doivent être participatifs. Une réorganisation, un changement dans la politique liée au personnel ou une amélioration de la gestion concernent de manière très directe les employés.

Un projet qui ne fait pas participer le personnel de l'institution à toutes les étapes de l'effort pourrait être déformé par les forces au sein de l'institution elle-même.

changement de prix, les nouvelles politiques publiques et les possibilités de participer aux programmes et aux services du gouvernement. La communication entre la communauté et l'organisation publique est donc d'importance capitale. Des messages médiatiques par exemple, à la radio, peuvent être très efficaces lorsqu'ils sont dirigés vers un public particulier. Mais le contact humain est encore plus important. On pense ici à l'agent public de vulgarisation.

L'agent devrait visiter périodiquement la communauté pour établir une communication bilatérale et fournir des informations concernant les nouveaux développements dans le secteur, suivre l'exploitation et l'entretien et encourager les comportements qui mènent à des pratiques hygiéniques acceptables. Il ou elle doit écouter les besoins exprimés par la communauté et transmettre cette information au siège de l'organisation. Ainsi, l'organisation occupe la position nécessaire pour modifier ces services en fonction des besoins réels. Le lien de communication établi par un agent de vulgarisation bien qualifié peut être le facteur le plus important pour maintenir les avantages d'un projet durable.

Le lien de communication établi par un agent de vulgarisation bien qualifié peut être le facteur le plus important pour maintenir les avantages d'un projet durable.

Le rôle du conseiller à long terme. Le développement institutionnel est plus prévisible que la construction d'équipements et partant, demande des compétences différentes. Même si des consultants à court terme jouent un rôle dans le cadre de ces projets, c'est le conseiller à long terme qui occupe le rôle principal. WASH a travaillé avec de nombreux conseillers à long terme et a déterminé que ceux efficaces ont toujours certaines compétences et caractéristiques.

Premièrement, les conseillers à long terme doivent avoir de solides connaissances techniques dans leur discipline et doivent transférer leurs connaissances de manière qui réponde aux circonstances locales. Deuxièmement, ils devraient être capables de transférer les compétences à leurs collègues en évaluant les besoins d'apprentissage, en se mettant d'accord sur le besoin de changement, en mettant en place et en évaluant, une stratégie d'apprentissage. Troisièmement, ils devraient profiter de l'occasion de travailler dans une situation multiculturelle et être en mesure de faire des différences culturelles un facteur

positif ou un non-facteur dans les situations professionnelles de tous les jours. Quatrièmement, ils doivent être engagés face au développement et au concept. Le but final est de responsabiliser la communauté et de créer les aspects nécessaires pour qu'elles puissent continuer le travail après l'assistance technique. Enfin, les conseillers à long terme doivent être capables et désireux de prendre le temps pour établir et maintenir des relations collégiales avec tout un ensemble de personnel.

Examen et révision continus du projet. Un changement institutionnel demande qu'on soit prêt à revoir des plans et des stratégies au vu des événements et des circonstances changeantes. Il convient de suivre constamment les progrès du projet pour pouvoir détecter les problèmes avant qu'ils ne deviennent des obstacles de taille. Il est important de prendre du recul à l'occasion, de revoir les buts du projet et de résoudre les problèmes qui se présentent. WASH a réussi à utiliser la technique des ateliers réguliers d'examen de projets pour vérifier que les projets ne s'écartent pas de la voie. Cette technique a été particulièrement bien reçue au Sri Lanka, en Equateur et en Tunisie.

Valorisation des ressources humaines. La valorisation des ressources humaines est un aspect crucial du développement institutionnel et un volet essentiel de la pérennité à long terme. Elle comprend éducation, formation, planification à long terme pour les besoins en matière de personnel tant au niveau institutionnel qu'au niveau sectoriel, recrutement et sélection du personnel, politique de gestion du personnel dans les domaines tels que les compensations et les incitations et le développement de la gestion. La valorisation des ressources humaines devrait viser ceux qui travaillent directement dans le secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement ainsi que ceux intervenant dans les secteurs connexes.

Vu que les gens travaillent presque toujours dans un type de contexte institutionnel, les ressources humaines et les institutions sont interdépendantes. Bien que la plupart des organismes de développement comprennent la relation entre la valorisation des ressources humaines et la performance institu-

Un changement institutionnel demande qu'on soit prêt à revoir des plans et des stratégies au vu des événements et des circonstances changeantes.

La valorisation des ressources humaines est un aspect crucial du développement institutionnel et un volet essentiel de la pérennité à long terme.

C'est lorsqu'elle utilise des méthodes participatives et expérientielles que la formation rapporte les meilleurs résultats.

L'approche participative est conforme aux concepts voulant que l'essence même du développement est de donner aux gens les moyens de prendre en charge leur propre développement et d'encourager un esprit d'autonomie.

tionnelle, peu ont été en mesure de concevoir des projets qui réunissent efficacement les deux. WASH a insisté sur la nécessité d'apporter une perspective institutionnelle générale lors de la réalisation de ses travaux de valorisation humaine. Par exemple, en Bolivie, WASH a organisé une série d'ateliers sur l'exploitation et l'entretien des équipements d'eau pour le département de l'assainissement environnemental du ministère de la santé. Les formateurs se sont bien vite rendu compte qu'ils ne pouvaient pas concevoir les ateliers sans avoir des politiques départementales bien claires concernant l'exploitation et l'entretien. Ils chercheront à relier les ateliers aux buts plus généraux du département. WASH a organisé une séance d'une journée pour les principaux décideurs pour aider le département à définir ses politiques d'exploitation et d'entretien, sur la base desquelles on pouvait ensuite concevoir une série d'ateliers de formation.

Utilisation de méthodes de formation expérientielles et participatives. C'est lorsqu'elle utilise des méthodes participatives et expérientielles que la formation rapporte les meilleurs résultats. Même si l'on comprend bien dans les pays en développement l'importance de la formation des agents, la qualité de la plupart des programmes de formation est médiocre. Les techniques de formation telles que conférence ou apprentissage par coeur sont considérées démodées aux Etats-Unis et dans d'autres pays de l'Occident mais continuent toujours à être utilisées dans les pays en développement. Par contre, la formation à caractère participatif tel qu'élaboré par les modèles expérientiels a des résultats bien meilleurs et plus durables. Elle réussit mieux pour plusieurs raisons.

Premièrement, l'approche participative est conforme aux concepts voulant que l'essence même du développement est de donner aux gens les moyens de prendre en charge leur propre développement et d'encourager un esprit d'autonomie. Elle confie la responsabilité de l'apprentissage directement aux participants, leur montrant qu'ils n'apprendront rien à moins qu'ils n'acceptent cette responsabilité.

Deuxièmement, dans une grande partie du monde en développement, les gens apprennent en

faisant et non pas en suivant une formation dans un contexte formel. La formation expérientielle répond directement à ces traditions en accordant une grande importance à l'exercice pratique.

Troisièmement, l'approche expérientielle à formation n'offre pas de formules toutes faites. Les participants généralement trouvent qu'ils doivent contribuer autant que les formateurs et par conséquent se sentent plus impliqués par rapport à ce qu'ils apprennent.

Enfin, vu que les changements se sont faits rapidement dans le monde en développement, les gens sont véritablement prêts à essayer de nouvelles approches. En dépit du fait que les participants sont habitués à l'apprentissage par coeur, ils répondent extrêmement bien à la formation exigeant une participation active.

Définir les besoins en matière de formation. Généralement, on trouve que la formation est nécessaire surtout pour les professionnels (par exemple, les ingénieurs et les spécialistes de la santé publique) et les niveaux techniques (puisatiers et spécialistes des réparations des pompes). Enfin, les besoins de formation sont bien plus grands que cela. Au sein de la plupart des institutions, le personnel chargé de la comptabilité, de la budgétisation, du personnel et des achats a également besoin de formation. En outre, il faut souvent une formation portant sur la gestion et la supervision. Au niveau communautaire, les besoins en formation ne concernent pas simplement la personne qui s'occupe peut-être des emplois mais également le comité local responsable des comptes rendus financiers de l'éducation en matière d'hygiène.

Au Malawi, WASH a fourni une formation à tous les niveaux du ministère des travaux publics qui étaient responsables de l'approvisionnement en eau et le ministère de la santé chargé de l'assainissement et de l'éducation en matière d'hygiène. Les programmes de formation en cours d'emploi étaient organisés pour les deux ministères à l'intention des ingénieurs, des inspecteurs de la santé, des assistants sanitaires, des superviseurs de la construction, des opérateurs de systèmes et des assistants de la surveillance et du suivi sanitaires. Des stages de formation à

Généralement, on trouve que la formation est nécessaire surtout pour les professionnels (par exemple, les ingénieurs et les spécialistes de la santé publique) et les niveaux techniques (puisatiers et spécialistes des réparations des pompes). Enfin, les besoins de formation sont bien plus grands que cela.

l'étranger portant sur l'ingénierie et la gestion ont été proposés pour le personnel senior. En outre, une série de stages d'orientation, d'ateliers concernant le leadership et de séances d'éducation en matière d'hygiène ont été organisées pour les dirigeants communautaires, les membres de comités villageois et les équipes de réparation des systèmes communautaires.

La formation efficace doit être systématiquement planifiée, dispensée et gérée.

Conception des programmes de formation. La plupart de la formation parrainée par les bailleurs de fonds comprend des ateliers organisés une seule fois. Malheureusement, de tels événements isolés ne peuvent pas avoir un très grand impact. Sans suivi et sans contexte institutionnel, les réalisations tenant à un atelier s'évaporeront bien vite. La formation efficace doit être systématiquement planifiée, dispensée et gérée.

La formation réussit surtout lorsqu'elle est conçue comme une série d'événements s'appuyant les uns sur les autres. Un plan de formation complète vaut encore mieux. WASH a conçu des plans de formation complète dans plusieurs pays. Par exemple, au Zaïre, dans le cadre d'une stratégie pour SANRU II (Programme de soins de santé primaires en zones rurales), WASH a réalisé trois ateliers de formation de formateurs pour mettre sur pied un groupe de formateurs zairois bien préparés.

En Bolivie, WASH a conçu une stratégie de formation comprenant quatre ateliers pour améliorer les capacités d'exploiter et d'entretenir les systèmes d'approvisionnement en eau dans les zones rurales au sein du département de l'assainissement environnemental. Le premier atelier se consacrait à la formation des superviseurs ruraux en matière de concepts généraux liés à l'exploitation et l'entretien, le second visait à améliorer les compétences des superviseurs en matière d'entretien des pompes, le troisième portait sur la conception des stages de formation, et le quatrième sur le test pilote et la revue des stages. Cette séquence d'ateliers a permis de mettre en place un groupe de techniciens qualifiés au niveau de l'exploitation et de l'entretien et a réuni les éléments fondamentaux d'un plan d'exploitation d'entretien.

Elaborer le matériel de formation. Une bonne formation est chère. Du matériel de formation efficace

ne peut pas être réuni en un rien de temps. Il faut un engagement significatif du point de temps et ressources. Par exemple, le coût de l'élaboration d'un guide de formation ne porte non seulement sur l'avant-projet initial mais également sur le test pilote, les révisions après chaque test et enfin, sur la réalisation finale. Un bon conseil pour déterminer le temps nécessaire pour élaborer du matériel de formation: il faut environ 25 heures de préparation du matériel pour chaque heure d'instruction. Aussi, un guide de formation pour un atelier de 30 heures prendrait presque 90 jours de travail.

En outre, l'évaluation initiale des besoins et les tests de terrain peuvent revenir très chers. Le matériel de formation devrait être aussi concis et succinct que possible. Vu que les formateurs des pays hôtes qui utilisent le matériel n'auront probablement que peu d'expérience, celui-ci devrait être facile à utiliser avec des images et des documents qui seront distribués.

WASH a préparé des guides de formation sur un certain nombre de sujets (par exemple, construction de latrines, aménagement de puits et éducation en matière d'hygiène) et a constaté que la meilleure approche consiste à combiner les compétences d'un spécialiste de la formation et d'un spécialiste technique. La plupart des spécialistes techniques ne savent pas rédiger les manuels de formation: Ils finissent toujours par écrire un manuel de références techniques ayant beaucoup de mal à annoncer les objectifs de la formation, les instructions pour le formateur et les activités pédagogiques spécifiques. Aussi, vaut-il mieux que le spécialiste de la formation prenne les devants en ce qui concerne la rédaction de guide de formation et face fonction de coordinateur pour les apports techniques.

Mettre en place les capacités pédagogiques. Pour pouvoir fournir une formation efficace dans le long terme, l'institut lui-même doit mettre en place une capacité pédagogique. Si l'on veut que la formation soit efficace, elle doit se fonder sur une évaluation exacte de besoins, conçue en fonction des principes de la formation pour adultes; visant le bon public; conçue pour améliorer la performance; réalisée par des formateurs compétents, bien gérée et continuellement suivie et évaluée.

Une bonne formation est chère. Du matériel de formation efficace ne peut pas être réuni en un rien de temps.

Pour pouvoir fournir une formation efficace dans le long terme, l'institut lui-même doit mettre en place une capacité pédagogique.

Il est essentiel de relier les activités du département de formation dans son ensemble et de faire un effort pour obtenir l'engagement et le soutien des cadres supérieurs.

La mise en place d'une capacité pédagogique commence par la vision de la formation dont a besoin l'organisation. Les superviseurs et cadres devraient aider à créer cette vision et à participer aux décisions concernant la structure et la dimension du département de formation, les coûts de la formation ainsi que le recrutement et la valorisation des formateurs. Il est essentiel de relier les activités du département de formation dans son ensemble et de faire un effort pour obtenir l'engagement et le soutien des cadres supérieurs. Ce n'est qu'à ce moment là qu'un programme de formation reçoit les ressources humaines et financières nécessaires et peut servir les besoins de l'organisation.

En Equateur, WASH a travaillé avec l'Institut des travaux sanitaires pour conceptualiser un département de la formation, définir ses rôles et responsabilités, déterminer sa structure organisationnelle et réaliser une série d'ateliers sur la formation des formateurs pour mettre en place un groupe de formateurs chevronnés.

En Oman, WASH a aidé le Ministère des Ressources hydraulique à définir le rôle d'un département de formation interne voyant ce qu'il fallait faire pour le rendre efficace. Le ministère venait d'être créé et, par conséquent, avait toute une série de besoins en matière de formation par rapport à des capacités internes limitées. Une des grandes questions était la manière dont le département de formation s'alignerait sur le ministère.

On ne saurait que souligner encore une fois l'importance du développement institutionnel et de la valorisation des ressources humaines pour la pérennité. C'était l'une des grandes leçons de la Décennie de l'Eau. Les investissements dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement ne rapporteront des résultats que si les institutions bénéficiaires ont la capacité de les utiliser efficacement.

Leçon dix-huit Technologie et normes techniques

Il faut envisager tous les aspects liés à la conception et à l'application de l'ingénierie pour que les systèmes soient durables.

En général, la technologie actuelle cherche à résoudre la plupart des problèmes de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement dans les pays en développement. Mais certaines lacunes persistent particulièrement dans le domaine des systèmes appropriés pour les communautés péri-urbaines et les options, à faible utilisation de technologie, pour la collecte des eaux usées des villes. Généralement, ce n'est pas du côté technologie que se trouve le problème puisqu'il existe toute une gamme de choix techniques. Bien sûr il y a toujours moyen d'améliorer et d'autres progrès techniques peuvent survenir. Mais la technologie par elle-même ne peut pas résoudre les problèmes des pays en développement notamment ceux liés à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement. C'est la manière dont la technologie est appliquée et dont elle est choisie qui détermine si les solutions seront appropriées.

Aspects socio-économiques. L'on sait que les problèmes d'exploitation et d'entretien représentent le plus grand problème dans le secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement. Mais l'insuffisance de l'exploitation de l'entretien n'est que la manifestation d'un autre problème: celui de ne pas avoir envisagé tous les facteurs sociaux, financiers, institutionnels et technologiques au moment de la conception et de l'exécution du projet. Si l'on utilise un processus décisionnel "intégré" à tous ces facteurs, il est plus probable que le meilleur—c'est-à-dire le plus approprié—système d'eau ou de latrines ou encore d'évacuation des eaux usées sera utilisé et bien entretenu.

Si l'on veut qu'une technologie convienne dans un endroit donné, elle doit passer plusieurs tests socio-économiques. Premièrement, l'utilisation de la technologie devrait être, théoriquement et physiquement, dans les capacités des personnes responsables de l'exploitation et de la réparation du système. Le pompes manuelles peuvent souvent être réparées par

L'on sait que les problèmes d'exploitation et d'entretien représentent le plus grand problème dans le secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement.

Si l'on veut qu'une technologie convienne dans un endroit donné, elle devrait être théoriquement et physiquement, dans les capacités des personnes responsables de l'exploitation et de la réparation du système.

Les pièces de rechange et l'équipement doivent être disponibles pour maintenir et réparer la technologie choisie.

les mécaniciens vélo, après une période de formation relativement courte. En revanche, les usines de traitement des eaux ont généralement besoin d'un groupe de personnes qualifiées.

Deuxièmement, les pièces de rechange et l'équipement doivent être disponibles pour maintenir et réparer la technologie choisie. Importer les pièces de rechange et les outils d'autres pays entraîne généralement des problèmes logistiques et de devises étrangères. Par exemple, au Botswana, on demandait à WASH d'aider à réparer deux puits forés par des Américains qui étaient tombés en panne. Le consultant de WASH a compilé une liste des pièces de rechange nécessaires dont certaines devaient être achetées auprès du fabricant américain situé en Pennsylvanie. Il a fallu sept mois pour obtenir les pièces de rechange. La leçon tirée de cette activité est que le matériel importé même s'il est fourni gratuitement par un bailleur de fonds doit pouvoir compter sur une source sûre de pièces de rechange.

Le coût lié à l'exploitation de la technologie doit rentrer dans les moyens financiers de celui qui en assumera le coût.

Troisièmement, le coût lié à l'exploitation de la technologie doit rentrer dans les moyens financiers de celui qui assumera le coût. Les habitants des zones péri-urbaines ne seront peut-être pas à même de payer pour les branchements nécessaires mais pourront peut-être se permettre, et être satisfaits par une borne-fontaine temporaire. De même, de nombreux habitants des zones rurales n'arriveront peut-être pas à payer les redevances nécessaires pour exploiter une pompe diesel mais peuvent se permettre de pompes manuelles moins chères. Les coûts envisagés ne comprennent pas seulement les coûts de l'exploitation et de l'entretien mais également les coûts de remplacement. Par exemple, les systèmes utilisant des énergies renouvelables telles que l'énergie éolienne ou solaire comportent généralement de faibles coûts d'exploitation ou d'entretien mais des coûts de remplacement élevés.

Le quatrième test permettant de déterminer l'adéquation d'une technologie particulière pourrait ressembler ou contredire le troisième: la technologie doit être abordable mais doit également être attrayante et souhaitable. WASH et d'autres organisations ont constaté que certaines technologies moins chères sont souvent rejetées alors qu'on accepte des technologies bien plus pointues qui souvent ne

semblent pas abordables du point de vue financier. Parfois, les technologies ne rapportent pas le côté pratique qu'apprécient les éventuels utilisateurs. Aussi, ces derniers ne sont-ils pas prêts à payer un montant modeste pour une pompe manuelle qui est à 500 mètres mais seront tout à fait prêts à assumer le coûts (plus élevés) de la borne frontière installée dans leur cour. De même, dans les zones péri-urbaines, les gens ne semblent pas s'intéresser à la construction d'une latrine abordable mais semblent bien plus intéresser par les toilettes avec chasse d'eau qui sont bien plus chères. Ces toilettes ajoutent à la valeur de la maison et contrairement aux latrines n'ont pas d'odeur. Aussi, les habitants des zones péri-urbaines sont prêts à payer pendant dix années pour ce type de toilettes. Toutefois, il faut savoir que les choix technologiques sont souvent liés au financement disponible. Si les dépenses d'investissement peuvent être réparties dans le temps, les utilisateurs surprennent souvent les planificateurs puisqu'ils préfèrent des solutions plus chères.

Mais, l'adéquation de telles solutions dépend de la situation particulière. Il n'existe pas de liste approuvée "de technologie appropriée" interchangeable. Une technologie qui convient dans de telle situation peut être source de problèmes dans une autre. Certains pays utilisent un niveau plus élevé de technologie que les autres. Il existe des différences notables non seulement entre pays, mais également entre zones différentes du même pays. Dans une région par exemple, l'électricité peut être plu fiable, les services techniques peuvent être plus accessibles ou les capacités d'exploitation et d'entretien peuvent être très sophistiquées.

Conception et pratique d'ingénierie et de construction. Lorsqu'ils choisissent une technologie particulière, les planificateurs doivent tenir compte non seulement des conditions locales mais également des pratiques locales. Celles-ci peuvent également varier d'un pays ou d'un emplacement à l'autre. Par exemple, dans de nombreux pays en développement, la méthode de fabrication du ciment armé diffère de ce qui est indiqué dans le manuel et souvent le ciment armé n'est pas aussi solide et ne peut pas être utilisé exactement de la même manière que celui des ma-

La technologie doit être abordable mais doit également être attrayante et souhaitable.

L'adéquation de telles solutions dépend de la situation particulière. Il n'existe pas de liste approuvée "de technologie appropriée" interchangeable.

nuels. Les ingénieurs devraient connaître les pratiques locales avant de réfléchir aux solutions d'ingénierie appropriée.

Dans les pays en développement, de mauvaises pratiques d'ingénierie et de construction de faible qualité sont des problèmes plus courants que les technologies trop sophistiquées. De nombreux systèmes sont mal conçus, de manière guère efficace et parfois incorrecte reflétant la mauvaise compréhension des principes d'ingénierie fondamentale. C'est dû en partie à une formation biaisée et en partie au manque de compétences pratiques et d'expérience. L'ingénierie est autant un art et une science et il existe un besoin fondamental de formation au niveau du premier ainsi qu'une éducation au niveau du deuxième. Du côté construction, le problème vient de ce qu'on ne construit pas en fonction des plans, qu'on utilise des matériaux inappropriés et que la supervision est insuffisante. Dans les zones péri-urbaines, l'art et la science de l'ingénierie peuvent être inappropriés. Bien que les communautés péri-urbaines soient très différentes à maints égards aussi bien des zones rurales ou urbaines, les ingénieurs continuent à utiliser des directives qui n'incluent pas d'autres technologies ou qui tiennent compte de certaines contraintes uniques aux zones péri-urbaines.

Les ingénieurs locaux et souvent leurs conseillers expatriés préfèrent les systèmes qu'ils connaissent. Ce sont généralement les systèmes les plus modernes basés sur des normes d'ingénierie et de construction conçues pour les pays industrialisés. Souvent ils ne conviennent pas à la topographie difficile, aux sols ou aux autres conditions des zones péri-urbaines.

Généralement, les ingénieurs continuent à dépendre de systèmes conventionnels même dans des situations non-conventionnelles car on les a formés en fonction d'un programme mis au point par les professeurs expatriés ou des ingénieurs locaux qui ont été éduqués à l'étranger. De plus, dans de nombreux pays en développement, les normes d'ingénierie sont empruntées des pays industrialisés. Par conséquent, même dans les zones urbaines où la moitié de la ville est jugée de nature péri-urbaine, il est très rare de trouver les étudiants en ingénierie suivre ne serait-ce qu'un cours sur des technologies pour l'approvision-

Dans les pays en développement, de mauvaises pratiques d'ingénierie et de construction de faible qualité sont des problèmes plus courants que les technologies trop sophistiquées.

nement en eau et l'assainissement en zones péri-urbaines.

Il existe des exemples de simples solutions d'ingénierie pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement dans les zones péri-urbaines. Mais pour la plupart, la communauté mondiale de l'ingénierie soit n'est pas au courant de leur existence, soit ne fait pas confiance ou hésite à même envisager ces possibilités. La conceptualisation, la conception et la construction de ces systèmes simples appropriés aux zones péri-urbaines sont les défis compliqués exigeant des ingénieurs compétents, chevronnés et imaginatifs travaillant au sein d'équipes inter-disciplinaires avec des sciences sociaux, des économistes et d'autres spécialistes.

Critères et normes. La question de critères et normes appropriées se présente de diverses manières dans le cadre des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement des pays en développement. Par exemple, la question de pièces de rechange dont il est question ci-dessus est généralement compliquée par des politiques exigeant que l'équipement soit acheté dans le pays du bailleur de fonds qui a apporté l'argent pour construire le système. Dans certains pays, il existe une variété de pompes chacune demandant différentes pièces de rechange et différents outils en cas de réparation. Les pays en développement tout simplement ne peuvent pas soutenir autant de technologies différentes. Ce problème pourra être résolu de la meilleure manière qui soit si on se donne des normes de conception et d'installation uniformes au niveau national. Par exemple, tous les systèmes d'une certaine dimension et d'un certain type dans un pays donné pourraient utiliser le même type d'équipement.

Si le gouvernement met en place des normes et montre ainsi qu'il est prêt et capable de prendre en charge le processus de développement, les bailleurs de fonds seront probablement plus souples au niveau de leur politique "acheter américain", "acheter anglais" ou "acheter allemand." Par exemple, le Bénin a insisté et a réussi à faire acheter uniquement les pompes India Mark II pour ses systèmes de pompes manuelles. Ces pompes étaient initialement fabriquées au Togo, pays voisin, pour avoir un accès facile aux

Même dans les zones urbaines où la moitié de la ville est jugée de nature péri-urbaine, il est très rare de trouver les étudiants en ingénierie suivre ne serait-ce qu'un cours sur des technologies pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement en zones péri-urbaines.

pièces de rechange. Les usines togolaises connaissent souvent des arrêts de travail mais le Bénin avait passé un contrat avec un importateur local pour acheter les pompes en Inde. Bélize a adopté une politique analogue concernant également la pompe Mark II. De plus en plus de pays adoptent à présent cette approche. Pour leur part, les bailleurs de fonds devraient apprendre à être souples en imposant des normes tout particulièrement celles exigeant un prix fixé à un niveau irréaliste.

Les normes aident également à protéger les communautés et les programmes de projets bien intentionnés mais mal conçus.

Les normes aident également à protéger les communautés et les programmes de projets bien intentionnés mais mal conçus. Dans certains pays, des organisations non-gouvernementales ont construit, de manière indépendante, de nombreux équipements de qualité médiocre qui très vite sont tombés en panne. Non seulement cela déçoit la communauté mais c'est aussi une source de répercussions adverses sur le programme national d'approvisionnement en eau et d'assainissement même si le projet ne faisait pas partie du programme. Cela fait qu'il sera peut-être difficile de travailler avec la même communauté dans le cadre d'un projet plus durable. Bien qu'il est souvent important et souhaitable de faire participer les ONG, pour les raisons données au chapitre 3, le gouvernement devrait insister pour que les équipements soient construits conformément aux normes minimum.

Adopter des critères de l'extérieur et chercher à les forcer dans un contexte différent est souvent une erreur aussi grave que de forcer une technologie donnée dans une situation inappropriée.

La qualité de l'eau est un autre domaine où l'application de normes et de critères est importante. Adopter des critères de l'extérieur et chercher à les forcer dans un contexte différent est souvent une erreur aussi grave que de forcer une technologie donnée dans une situation inappropriée. Les gouvernements des pays en développement doivent adapter les normes externes de la qualité de l'eau ou concevoir leurs propres normes voyant d'abord ce qu'ils veulent réaliser grâce à ces normes. Par exemple, l'Organisation mondiale de la Santé a mis au point les directives sur la qualité de l'eau qui sont souvent prises à tort pour "des normes". Mais dans certains endroits, peut-être n'est-il pas réaliste ou est-il trop cher d'adopter ces directives si, en ce faisant, on diminue nettement le nombre de personnes pouvant bénéficier de l'approvisionnement en eau. Construire des systèmes moins chers pourrait signifier baisser la

qualité de l'eau mais au moins, les gens pourraient avoir accès à une qualité acceptable pour le pays. Les travaux de recherche ont montré qu'en augmentant la *quantité* d'eau disponible pour les populations ciblées est souvent source d'autant d'avantages sanitaire que l'amélioration de la *qualité* de l'eau.

Des normes et standards devraient également être élaborés pour le traitement des eaux usées surtout si les eaux usées doivent être réutilisées pour l'irrigation ou à d'autres fins. La même chose s'applique à l'évacuation des déchets solides. Quelles sont les conditions pour des décharges ne présentant pas de danger? Ces normes doivent être établies dans le contexte de la pérennité environnementale mais, à l'instar des normes de la qualité de l'eau, elles doivent être réalistes pour les pays en développement. Trop souvent, des solutions que les pays industrialisés ont adopté sont vues comme inaltérables, alors que les pays en développement ne peuvent pas se les permettre. Il n'existe pas de solutions techniques uniques mais bien une gamme d'options dont chacune a ses avantages et ses inconvénients.

Le fait d'envisager les normes et standards dans leur contexte institutionnel, social et politique et de reconnaître qu'il faudra peut-être les ajuster, utiliser des technologies qui sont véritablement appropriées, permet de diminuer le coût de l'eau et de l'assainissement, étendant la couverture, à un même coût, à un nombre plus grand de personnes.

Participation communautaire. Vu que l'exploitation et l'entretien sur le plan local représentent souvent l'aspect le plus important si l'on veut que le système dure et que soient choisies des technologies appropriées, il est important que les membres de la communauté participent aux décisions techniques. Le côté pratique est souvent le facteur le plus important, déterminant l'intérêt communautaire dans l'utilisation des nouveaux équipements. Il est plus important pour la plupart de utilisateurs d'avoir un point d'eau dans le voisinage que d'avoir une eau salubre. C'est la raison pour laquelle des sources polluées continuent à être utilisées même si on a construit un nouveau puits qui fournit une eau salubre mais qui se situe à une certaine distance ou qui exige un effort pour obtenir l'eau. Les latrines risquent d'être igno-

Le fait d'envisager les normes et standards dans leur contexte institutionnel, social et politique et de reconnaître qu'il faudra peut-être les ajuster, utiliser des technologies qui sont véritablement appropriées, permet de diminuer le coût de l'eau et de l'assainissement.

rées s'il existe des buissons pratiques dans le voisinage ou si les gens pensent que les latrines ne sont pas hygiéniques.

Même si le consommateur pense au départ que le facteur le plus important se situe au niveau du côté pratique, une bonne éducation en matière d'hygiène peut l'aider à apprécier les avantages sanitaires des nouveaux équipements. Mais si l'on veut que ce changement se fasse, il faut que les consommateurs participent au projet, de la conception jusqu'à l'exécution, à l'exploitation et l'entretien ainsi qu'à l'évaluation.

Les systèmes d'eau et d'assainissement qui se basent sur des technologies culturellement acceptables déjà utilisées par les communautés ont une bien meilleure chance d'être adoptées et maintenues.

Les systèmes d'eau et d'assainissement qui se basent sur des technologies culturellement acceptables déjà utilisées par les communautés ont une bien meilleure chance d'être adoptées et maintenues. Des innovations radicales rencontrent souvent un certain scepticisme et un manque d'enthousiasme. La collecte des eaux de pluie en Thaïlande est un bon exemple de la manière dont on peut construire à partir de vieilles technologies. Les eaux de pluies ont été collectées depuis des centaines d'années sur les toits en Thaïlande. Dans un effort visant à améliorer cette technologie, l'Institut asiatique, de la Technologie a étudié le problème lié à la qualité de récipients d'eau pour qu'il n'y est pas risque de contamination. On a procédé à des améliorations du système en utilisant des matériaux locaux peu chers. Des seaux ont été conçus pour divertir les premières eaux de pluie sur le toit, ce qui représentait une amélioration importante.

Pour choisir les technologies en fonction des besoins perçus, les planificateurs doivent expliquer clairement (mais pas avec condescendance) aux consommateurs les choix disponibles.

Pour choisir les technologies en fonction des besoins perçus, les planificateurs doivent expliquer clairement (mais pas avec condescendance) aux consommateurs les choix disponibles. En effet, les membres communautaires ne seront pas des experts techniques, ils n'ont pas d'ailleurs pas besoin de l'être, puisqu'il existe généralement une variété de technologies disponibles qui permettront de répondre aux besoins du projet sur le plan équipement. Par exemple, certains villages au Burkina Faso ne voyaient pas d'un bon oeil l'installation de pompes manuelles. Suite aux expériences déjà faites, elles préféreraient l'eau assurée d'un puits à large diamètre. Dans les communautés qui ont de nombreux animaux, les puits ouverts permettent de puiser l'eau plus rapidement que les pompes manuelles car plusieurs personnes peuvent utiliser les

seaux et les cordes en même temps. En outre, pour les communautés isolées où les déplacements et l'achat des pièces de rechange sont difficiles, un puits ouvert garantit l'offre d'eau et apporte au villageois un accès pratique.

Leçon dix-neuf **Exploitation et entretien**

Les plans d'exploitation et d'entretien faits avant que les équipements ne soient construits aident à garantir le choix de technologies durables.

Tel que noté ci-dessus, la planification de l'exploitation et de l'entretien devrait commencer à l'étape de conception de projets lorsque diverses technologies sont envisagées. On ne peut pas simplement envisager de manière générale les besoins d'exploitation et d'entretien. Il faut une planification bien pensée et sérieuse pour concevoir les plans d'exploitation et d'entretien afin d'éviter les futurs problèmes.

Trop souvent, on accorde une attention insuffisante aux plans d'exploitation et d'entretien. Le travail est tout simplement confié à un service d'eau central et ce n'est que lorsque les systèmes sont en place qu'on se rend compte de l'ampleur de besoins liés à l'exploitation et à l'entretien. Alors il devient évident qu'il faut faire d'autres arrangements. Mais à ce point il est souvent trop tard pour concevoir une solution satisfaisante. Les plans d'exploitation et d'entretien ne peuvent pas être rajoutés, après coup mais devraient être préparés tout au début du processus de conception. Ils doivent être réalisés et doivent tenir compte des ressources disponibles.

Le plan d'exploitation et d'entretien doit préciser qui sera responsable de l'exploitation et l'entretien du système (comment et quand) ainsi que les matériaux, l'équipement et les pièces qui seront utilisés, qui paiera pour ces pièces et comment. Ils doivent comprendre les aspects suivant:

- Plans liés au personnel—Combien de personnes, à quel niveau d'expertise et de compensation seront nécessaires de manière régulière et quels sont les types d'expertises spécialisés dont on aura besoin?

Les plans d'exploitation et d'entretien ne peuvent pas être rajoutés, après coup mais devraient être préparés tout au début du processus de conception.

- Plans de valorisation de ressources humaines—Qui exploitera et entretiendra les systèmes, où sont ces personnes? L'expertise spécialisée est-elle accessible? Quelle est la formation de ceux qui devront exploiter le système, ont-ils besoin d'une formation complémentaire? Qui fournira cette formation? Où? Comment?
- Méthodes—Quelles sont les activités exécutives? Tous les combien? Sous quelle supervision.
- Plans pour obtenir les fournitures—Quelles sont les pièces de rechange, le matériel et l'équipement nécessaires? Combien coûtent-ils? D'où proviennent-ils? Quels sont les aspects logistiques liés à l'approvisionnement?
- Plans budgétaires et financiers—Combien cela coûtera-t-il? Qui devra payer? Quelles est proportion que la communauté est prête à assumer? Quelles sont d'autres ressources financières disponibles? Comment réunira-t-on l'argent?

Tant qu'on n'aura pas répondu à ces questions et qu'on n'aura pas fait de plans avant de construire les équipements, on risque encore une fois de se retrouver avec un système qui ne peut pas être maintenu dans le temps. Les plans d'exploitation et d'entretien devraient être mis au point pendant la période d'essai de l'exécution du projet avant la fin de l'assistance technique pour permettre aux communautés d'avoir le temps de s'adapter à ces nouvelles obligations. Cela prend du temps mais c'est un temps bien utilisé si l'on songe à l'éventuel gaspillage de ressources si ce n'est pas fait.

Un des grands éléments du plan d'exploitation et d'entretien est le volet des ressources humaines, c'est-à-dire les personnes qui vont exploiter et entretenir le système. Il s'agira probablement de membres communautaires, de personnes spécialisées au niveau de l'entretien et, dans certains cas, de sociétés du secteur privé tel que décrit ci-après.

A moins qu'on ait répondu à toutes ces questions et que des plans aient été faits avant de construire les équipements, le résultat risque d'être

un autre système qui ne pourra être maintenu. Les plans d'exploitation et d'entretien devraient être affinés pendant la période d'essai de l'exécution avant la fin de l'assistance technique pour permettre aux communautés d'avoir le temps de s'adapter à leurs nouvelles obligations. Cela peut être un processus qui prend du temps mais c'est du temps bien passé comparé à l'éventuel gaspillage de ressources si on ne le fait pas.

Un des pivots du plan de l'exploitation et d'entretien est le volet ressources humaines c'est-à-dire les gens qui en fait vont exploiter et entretenir le système. Il s'agit probablement de membres communautaires, d'équipes spécialisées de réparation et dans certains cas d'entreprises du secteur privé, tel que décrit ci-après.

Responsabilité communautaire. La plupart des plans d'exploitation et d'entretien pour les systèmes ruraux insistent sur la responsabilité de la communauté. C'est une solution excellente si les membres communautaires ont des capacités ou peuvent les développer en vue d'assumer cette responsabilité. Mais, ils ne pourront pas le faire sans soutien continu.

Les besoins en matière de formation des membres communautaires devraient être définis au moment où l'on fait les plans d'exploitation et d'entretien et c'est à ce moment là qu'on fera un plan de formation. La formation peut être une formation individuelle sur place ou une formation collective au niveau régional ou encore une combinaison des deux formules. La formation doit être basée sur la performance c'est-à-dire qu'elle doit être de nature participative. Il faudra inclure les arrangements pour une assistance technique de suivi dans le plan de formation conjointement avec une expertise de plus haut niveau en cas de panne de systèmes dont on ne peut pas s'occuper au niveau communautaire.

Equipe de réparation spécialisée. Suivant la technologie en question, certaines tâches d'exploitation et d'entretien demanderont un niveau de compétences plus poussé que celui qu'on peut attendre de la communauté. Par exemple, la réparation d'une pompe diesel ou d'une pompe solaire dépasse probablement les capacités des membres communautaires. Parfois, la technologie choisie risque tout simplement de ne

Un des pivots du plan de l'exploitation et d'entretien est le volet ressources humaines c'est-à-dire les gens qui en fait vont exploiter et entretenir le système.

Les besoins en matière de formation des membres communautaires devraient être définis au moment où l'on fait les plans d'exploitation et d'entretien et c'est à ce moment là qu'on fera un plan de formation.

pas convenir au travail d'exploitation et d'entretien communautaire.

Dans ces cas, les arrangements doivent être pris pour avoir accès à un niveau plus élevé d'expertise. On peut le faire en créant un centre régional d'exploitation et d'entretien avec un personnel plus spécialisé pouvant desservir un certain nombre de communautés. Mais dans des pays petits, un centre national pourrait être une solution plus appropriée. Ou alors le secteur privé pourrait être en mesure de fournir les services nécessaires particulièrement si le système en question est situé près d'un grand centre urbain. Mais, quelle que soit la manière dont on s'y prend, il faut reconnaître et prendre les arrangements nécessaires face à ce problème. Il n'est guère probable que les membres communautaires arriveront à exécuter toutes les tâches de l'exploitation et de l'entretien si on ne les aide pas. D'ailleurs, il ne faudrait pas s'attendre à ce qu'ils le fassent.

Entreprises du secteur privé. La mesure dans laquelle le secteur privé est une autre source viable pour l'exploitation et l'entretien ou encore une source d'expertise complémentaire dépend du système économique du pays. Dans les pays de marchés libres comme le Lesotho, il existe probablement un certain nombre de plombiers privés qui peuvent, suivant leur emplacement, effectuer une partie ou toutes les tâches liées à l'exploitation et l'entretien des petits systèmes. Dans certains pays, le secteur privé comprend également de petites sociétés de réparation des systèmes d'eau parfois avec une ou deux personnes qui peuvent répondre aux besoins du marché. Le motif du bénéfice peut valoir des services meilleurs et moins chers suite à la concurrence.

S'il y a un secteur privé actif qui offre l'expertise nécessaire pour l'exploitation et l'entretien des systèmes, il faudrait envisager de l'inclure au plan des systèmes puisqu'il pourrait avoir les capacités nécessaires à un moindre coût et avoir une meilleure efficacité que si l'on envisage de former les membres communautaires. Il convient de faire attention que le service privé choisi soit fiable, dispose bien de l'expertise qu'il prétend avoir et se prépare à rendre compte de son travail à la communauté. La communauté devra rester responsable de la gestion des

S'il y a un secteur privé actif qui offre l'expertise nécessaire pour l'exploitation et l'entretien des systèmes, il faudrait envisager de l'inclure au plan des systèmes.

ystème et il faudra peut-être former les membres communautaires pour renforcer leur capacité de suivi du travail des entrepreneurs privés.

Leçon vingt Viabilité financière

Pour être soutenable, le secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement doit dépendre d'une bonne combinaison de ressources financières des bailleurs de fonds, des gouvernements nationaux et des communautés.

Les plans de financement doivent garantir le financement de tous les aspects liés à la planification, à la conception, et la prestation de services d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Le recouvrement des coûts grâce aux redevances des utilisateurs doit permettre de couvrir les dépenses continues de l'exploitation et de l'entretien et de plus en plus les coûts d'investissement de la construction. Ni les projets individuels, ni le secteur en son entier ne peuvent se maintenir dans le temps s'ils dépendent uniquement des bailleurs de fonds pour le soutien financier à long terme. De même, les secteurs et les projets de l'eau et de l'assainissement ne peuvent pas dépendre entièrement des subventions provenant des ministères nationaux pour leur exploitation et entretien et coût de remplacement. Par exemple, la disparité entre les ressources et les besoins dans la plupart des pays en développement ainsi que les faibles niveaux de revenus signifie que, dans la plupart des situations, les utilisateurs n'arriveront probablement pas à couvrir tous les coûts eux-mêmes tout particulièrement les dépenses d'investissement. Les programmes et systèmes durables sont définis comme ceux qui arrivent à couvrir tous leurs coûts de fonctionnement avec un ensemble de recettes gouvernementales et communautaires.

L'investissement général dans le secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement est resté plus ou moins constant pendant les années 80 (en grande mesure, grâce au mouvement suscité par la Décennie de l'Approvisionnement en Eau et de l'Assainissement) mais une proportion de plus en

Ni les projets individuels, ni le secteur en son entier ne peuvent se maintenir dans le temps s'ils dépendent uniquement des bailleurs de fonds pour le soutien financier à long terme.

Un manque d'attention aux questions financières du secteur mène à une interruption de services, à une détérioration dans les équipements d'eau et à l'incapacité d'étendre la couverture.

plus grande de cet investissement a été financé par des prêts accordés par de bailleurs de fonds internationaux, lesquels doivent être remboursés. Cela signifie que de plus en plus, il faudra couvrir non seulement les coûts de fonctionnement, mais les dépenses d'investissement initiales, et cela directement chez les consommateurs.

L'expérience de ces dix dernières années indique qu'un manque d'attention aux questions financières du secteur mène à une interruption de services, à une détérioration dans les équipements d'eau et à l'incapacité d'étendre la couverture. Au fur et à mesure que les populations s'accroissent, c'est que les besoins augmentent—tout particulièrement pour l'évacuation et le traitement des eaux usées dans les zones urbaines—le problème du financement du secteur devient plus aigu. Un niveau élevé de la dette externe, la détérioration de l'environnement venant d'un manque de services, de l'accroissement de la population et l'urbanisation accrue aggraveront encore le problème.

Parmi les questions envisagées concernant la viabilité financière, on a l'autonomie financière du secteur, le rôle des subventions en vue d'une plus grande équité et l'acceptation chez le consommateur de payer pour les services.

Autonomie financière du secteur. Jusqu'à présent, le principal modèle pour la prestation des services d'eau et d'assainissement consiste à les rendre disponibles en tant que services publics. Dans pratiquement tous les pays industrialisés, la norme est le financement public de l'infrastructure ainsi que de l'exploitation et de l'entretien du secteur de l'eau et de l'assainissement. On considère que l'eau et l'assainissement sont des biens publics dans le domaine de la santé publique. Dans le cas des services d'évacuation et de traitement des eaux usées, les transferts sont courants provenant des recettes fiscales générales ou municipales.

Dans les pays en développement, on considère de plus en plus que ce modèle n'est plus valide. On pense actuellement que le secteur doit se diriger rapidement vers l'auto-financement et l'indépendance. Une dépendance totale face au soutien public par le biais de subventions directes et indirectes est jugée in-

tenable puisque les recettes générales ne suffisent pas pour soutenir la demande accrue de services publics. Le niveau de subventions tout particulièrement pour les zones urbaines doivent être nettement diminués. En bref, le secteur doit chercher à réaliser un recouvrement de 100% sur des dépenses de fonctionnement. Peut-être n'est-il pas possible de couvrir tous les coûts avec les redevances mais même dans les zones à faibles revenus, les utilisateurs doivent payer quelque chose pour les services qu'ils utilisent—même si la redevance est fixée à un faible niveau. Il est fini le temps où les pays en développement pouvaient se permettre de fournir l'eau gratuitement à leurs habitants.

Dans le cas de l'approvisionnement en eau, il est possible que, du moins dans certains pays en développement, le recouvrement par le biais de redevances permettra progressivement de couvrir l'investissement ainsi que les coûts de l'exploitation et de l'entretien pour la distribution et le traitement de l'eau. Mais il est moins probable d'arriver à l'autonomie financière dans le cas de l'évacuation et du traitement des eaux usées. Il est peu probable que les seules ressources générées par le secteur permettront de soutenir le traitement complet des eaux usées. Aussi, est-il important de continuer à pouvoir dépendre de prêts externes et de dépendre de plus en plus des marchés de capitaux nationaux ainsi que du financement privé.

Même les pays très pauvres peuvent et devraient engager du moins, certaines ressources au secteur pour montrer leur engagement face aux besoins de l'eau et de l'assainissement de leur population. En l'absence d'un tel engagement, probablement que les activités de développement cesseront lorsque s'arrêteront les fonds et l'assistance technique des bailleurs de fonds. Et même pire, les progrès faits pourraient être perdus à cause d'un manque de soutien institutionnel.

Il y a toujours une combinaison de sources de financement mais il est important que les institutions sectorielles aient des comptes rendus transparents sur les sources des fonds et sachent fonctionner selon de bonnes pratiques commerciales qui insistent sur la qualité de services.

Le secteur doit chercher à réaliser un recouvrement de 100% sur des dépenses de fonctionnement.

Il y a toujours une combinaison de sources de financement mais il est important que les institutions sectorielles aient des comptes rendus transparents sur les sources des fonds.

Subventions, équité et efficacité. Non seulement est-il insoutenable pour les organisations sectorielles de dépendre en grande partie ou uniquement des subventions de l'État vu les finances obérées de la plupart des gouvernements mais c'est également inefficace de manière inhérente. De fait, dans de nombreux pays, ce sont ceux qui sont plus aisés qui profitent le plus des services subventionnés car ils sont davantage desservis par les institutions que les pauvres. Peut-être que le prix du branchement sur le système est trop beaucoup élevé pour les plus pauvres qui sont alors forcés d'acheter l'eau auprès des vendeurs, souvent à des taux bien plus élevés par unité que de redevances demandées pour les services.

Si l'on fournit de l'eau "bon marché" comme mécanisme de distribution des revenus, cela peut décourager la conservation et faire baisser la valeur d'une ressource que les gens doivent apprendre à vraiment estimer.

Les subventions croisées (des riches aux pauvres, des grands utilisateurs aux petits utilisateurs) doivent généralement être évitées car elles encouragent le gaspillage et sont difficiles à régler. De plus, si l'on fournit de l'eau "bon marché" comme mécanisme de distribution des revenus, cela peut décourager la conservation et faire baisser la valeur d'une ressource que les gens doivent apprendre à vraiment estimer.

On préfère des subventions externes au secteur. Dans d'autres mots, il faut d'abord rendre le secteur financièrement viable et efficace et si certains groupes doivent être subventionnés, ces subventions doivent provenir des revenus publics, des impôts, etc.

Mais lorsque le recouvrement des coûts est faible, les systèmes sont mal exploités et entretenus et on ne pourra pas étendre les services aux pauvres.

Du point de vue de l'équité, on peut avancer l'argument selon lequel les redevances ne sont pas à l'avantage du pauvre puisque ces frais semblent bien lourds pour les gens qui ont déjà des revenus limités pour répondre à leurs besoins quotidiens. Mais dans nombreux pays, le fait d'avoir gardé des redevances à un niveau bien trop faible n'a en fait pas profiter au pauvre. En fait cela pourrait profiter à la portion plus aisée de la population qui peut se permettre de payer les frais de branchement sur le système. Mais lorsque le recouvrement des coûts est faible, les systèmes sont mal exploités et entretenus et on ne pourra pas étendre les services aux pauvres. Le recouvrement des coûts qui aide à éliminer les subventions peut dans le long terme apporter l'eau aux communautés pour un coût plus faible qu'elles ne paieraient aux vendeurs dans la rue.

Recouvrement des coûts et acceptation de payer.

La quantité de fonds pour l'eau et l'assainissement pourra provenir des redevances variées selon le cas suivant l'acceptation et la capacité de payer. Les études faites sur les vendeurs d'eau indiquent que les gens sont souvent capables de payer une quantité assez importante pour avoir de l'eau. Certaines études sur les acceptations de payer ont montré qu'il est même possible de fixer les redevances d'eau à un niveau permettant de recouvrer les dépenses d'investissement ainsi que les coûts de fonctionnement et d'entretien.

L'acceptation de payer mesure la valeur monétaire qu'attachent les particuliers ou la communauté à un bien—dans ce cas, un nouveau point d'eau. Le Projet WASH a exécuté un certain nombre d'études d'un caractère novateur sur l'acceptation de payer pour l'eau. Ces études peuvent fournir des informations non seulement sur la fixation du prix de l'eau, mais également sur le niveau de services et le type de technologie préféré. Par exemple, en Haïti, WASH a constaté que les utilisateurs d'une communauté ne payaient pas pour l'eau d'une borne-fontaine et n'utilisaient pas non plus une grande partie de cette eau. Enfin, ils n'utilisaient que cinq à dix litres par jour. Une étude a indiqué que les villageois auraient été tout à fait prêts à payer pour un niveau pour un niveau plus élevé de services—dans ce cas, de l'eau courante dans les maisons— mais qu'ils n'attachaient pas une valeur suffisante à la borne fontaine pour aller en acheter l'eau.

Une étude faite par WASH sur l'acceptation de payer dans le Sud de la Tanzanie en 1988—une des premières utilisations de la méthodologie d'estimation contingente—a indiqué que les gens traitaient l'eau comme tout autre bien très estimé dans le court terme. Ils étaient prêts à payer ce qui, pour eux, représentait une grande quantité d'eau mais le montant ne suffisait jamais pour couvrir tous les coûts de fonctionnement. Mais en mettant en place un mécanisme de recouvrement des coûts (un système de paiement par sceau) le gouvernement était en mesure d'améliorer la performance du plan d'eau de sorte à réaliser des économies surtout pour les femmes permettant ainsi à celles-ci de se consacrer davantage à des questions plus économiques ou au développement des enfants.

Le prix, le côté pratique, la fiabilité et la qualité des nouvelles sources doivent soutenir la comparaison avec les sources existantes.

Il nous reste beaucoup à apprendre sur l'acceptation de payer des consommateurs pour un meilleur approvisionnement en eau et il convient de faire des recherches complémentaires. Mais à partir des études disponibles, il semble que le prix, le côté pratique, la fiabilité et la qualité des nouvelles sources doivent soutenir la comparaison avec les sources existantes. Les éventuelles économies ne concernent pas simplement les économies monétaires mais également le niveau d'eau d'effort (mesuré en calories dépensées) et le temps qu'il faut à une femme pour chercher l'eau auprès de sources à l'extérieur de la maison. A tous ces niveaux, tout particulièrement ce qui concerne le temps, les économies peuvent être très importantes. Pour les ménages qui achètent l'eau auprès des vendeurs, les économies monétaires peuvent aller jusqu'à dix pour cent du revenu des ménages faisant que les gens sont tout à fait prêts à payer pour un meilleur approvisionnement.

Les gens se soucient beaucoup de la fiabilité d'un système mais les études ont constaté qu'ils doutaient souvent de la capacité du gouvernement à fournir des services fiables et partant ne sont prêts à payer beaucoup pour les nouveaux services. Si les gouvernements veulent faire assumer le coût au consommateur, les institutions sectorielles doivent être en mesure de fournir des services fiables de haute qualité.

Il est également important que le niveau du service d'eau et d'assainissement soit adapté au niveau que désirent les utilisateurs et pour lequel ils sont prêts à payer. Parfois, les bailleurs de fonds créent un problème à cet égard car ils décident de définir à l'avance le niveau de services qu'ils fourniront et ne prévoient pas des améliorations ultérieures lorsque la communauté pourra se le permettre. Une approche plus réussie consiste à établir un niveau minimum de services pouvant être atteint si la communauté dans son entier ou si les habitants sont capables de réunir les fonds pour accroître leur niveau de services.

En 1992, lors de la conférence de Rio sur l'environnement et le développement, la croissance économique et la protection de l'éco-système ont été reliées, ne devant plus jamais être séparées. Aux nombreux tests de pérennité au niveau projet (exploitation et entretien efficaces, soutien financier suffisant, renforcement

institutionnel, technologie appropriée, etc), il faut rajouter les nouveaux tests de pérennité au niveau environnemental. En ce qui concerne le secteur de l'eau et de l'assainissement, les "progrès" ont souvent été faits au dépend de l'environnement: épuisement des nappes phréatiques avec risque d'intrusion de l'eau salée, pollution des cours d'eau et de l'océan par les eaux d'égout évacuées et non traitées, contamination des eaux souterraines suite à des latrines mal conçues et mal construites, etc. A l'avenir, la collaboration interdisciplinaire et la coopération multi-sectorielle seront nécessaires pour conserver et protéger les sources d'eaux douces du monde. Il faudra que les services publics responsables de la santé, de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, de l'habitat ainsi que le secteur privé unissent leurs efforts pour garantir que l'approvisionnement en eau et de l'assainissement soient gérés de manière à préserver l'environnement pour les générations à venir.





Les problèmes liés aux déchets solides sont de plus en plus reconnus en Haïti, comme dans beaucoup de pays en développement.

Chapitre 6: LES LEÇONS EVALUEES

D'habitude dans le chapitre de conclusion d'un rapport comme celui-ci, on cherche à faire des mises en garde quant aux points soulevés précédemment précisant que les manières efficaces suggérées pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement ne visent pas à proposer un modèle de développement du secteur: que ceux qui utilisent le matériel doivent être souples en appliquant les leçons à leurs situations et que les circonstances peuvent limiter l'utilité d'une leçon en particulier. S'il convient d'observer ces mises en garde, il n'est pas possible par contre de vraiment rejeter le modèle. Dans ce rapport, quatre principes centraux fournissent le cadre d'organisation de vingt leçons et de tout un

ensemble de points connexes. A partir de là, on peut déduire un "modèle" et il est bon d'évaluer le document dans son entier en ce plaçant sous cet angle.

En essence, le modèle, à la base des leçons et principes de ce rapport, constitue une philosophie ou une approche reposant sur une vaste expérience. Les membres du personnel et les consultants de WASH qui ont contribué à ce rapport ont été influencés non seulement par leur expérience de travail auprès de WASH mais également par leur expérience dans le domaine du développement avec le Corps de la Paix, le Service américain de Santé publique et l'AID elle-même. Ces personnes travaillent dans le domaine de l'eau et de l'assainissement mais sont avant tout des spécialistes du développement. Elles sont surtout intéressées à renforcer les capacités des pays en développement à tous les niveaux, des comités de villages aux ministères publics. Les buts que ces personnes ont adoptés sont partagés par les intervenants et les organisations du développement dans le monde entier.

Chaque pays—probablement région ou village—présentera à l'agent du développement dans le domaine de l'eau et de l'assainissement un ensemble différent de problèmes et de besoins ancrés dans un contexte unique.

Dans ce livre, l'approche ou la philosophie accompagne une "liste de vérification" de l'eau et de l'assainissement adaptée à des situations spécifiques. Cette liste n'est pas une prescription. WASH a appris combien il était futile de prescrire une solution toute faite. Chaque pays—probablement région ou village—présentera à l'agent du développement dans le domaine de l'eau et de l'assainissement un ensemble différent de problèmes et de besoins ancrés dans un contexte unique. En essayant de résoudre les besoins et de répondre aux besoins, WASH se repose sur une philosophie de développement fondamentale et sur la liste de ce qui a été appris à propos de projets efficaces d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Il faut du temps et de l'engagement pour travailler de cette manière mais il n'y a pas de raccourcis possibles pour arriver à un réel développement.

Normalement, la réussite est possible si la philosophie de base et la liste de vérification sont appliquées mais parfois le contexte est tel que rien de positif ne peut être atteint. Par exemple, la liste sur l'eau et l'assainissement nous indique que sans éducation en matière d'hygiène, les projets d'eau et d'assainissement n'auront probablement pas d'impact positif sur la santé. Si les ministères d'un pays au

développement sont organisés de sorte à freiner la coordination entre la construction de systèmes et l'éducation en matière d'hygiène, il ne sera peut-être pas possible de mettre en place de systèmes efficaces à moins de changer de contexte ministériel.

La méthodologie de WASH met en exergue une vaste participation conjuguée à un effort coordonné durable. Arrivé à un équilibre réaliste entre ces deux principes conflictuels est par essence même une gageure même au sein de sociétés jouissant d'un niveau élevé de développement. L'équilibre est rarement atteint dans les conditions du tiers monde ou dans toute autre condition que ce soit.

Les gouvernements dans de nombreux pays en développement ainsi que dans de nombreuses nations qui sont devenues récemment des démocraties ne sont pas encore à l'aise avec l'approche participative. Répondant encore aux traditions voulant que "participation" signifie dissidence et interruption", ils cherchent souvent l'expert qui leur fournira la "bonne" réponse dans une situation critique. Un grand nombre de leurs professionnels du développement veulent à tout prix faire des choses pour les communautés et sont moins optimistes quant à faire des choses avec ces dernières. Malheureusement, une partie de l'assistance technique fournie aux pays en développement renforce ces tendances.

Les réalités économiques et politiques actuelles peuvent également influencer la réussite du modèle de développement décrit dans ces pages. Dans de nombreux pays, il y a un tel manque de capacités institutionnelles locales que l'assistance extérieure ne peut pas être absorbée. Le manque de croissance économique a entraîné une grave pénurie de ressources internes nécessaires pour soutenir le développement. Mais ce qui est plus important dans le long terme, c'est que les sources de l'assistance externe, financières et techniques ne suffisent pas pour répondre entièrement aux besoins des pays en développement. Ces pays doivent renforcer leurs capacités afin de planifier, financer et réaliser leurs propres programmes. Pour la plupart, cela signifie que les gouvernements et les communautés locales doivent porter une partie du fardeau et cela signifie à son tour que l'habitant du pays va grandir et changer. Le modèle de WASH se base sur cette réalité.

Ici à WASH nous pensons que le modèle est le bon même s'il est incomplet. Nous espérons que nos leçons seront utiles aux nombreuses personnes et organisations dédiées à une eau potable et à l'assainissement pour tous.

Une Bibliographie Choisie des Rapports WASH en Français

Rapports techniques

- TR 5 *Le Choix d'Indicateurs de l'Etat de Santé Appliqués aux Projets d'Alimentation en Eau et d'Assainissement dans le Nord-Cameroun: Synthèse de l'Information Disponible.* Octobre 1981. Préparé par Robert J. Struba et Raymond B. Isely.
- TR 8 *Intégration de l'Approvisionnement en Eau et de l'Assainissement du Milieu dans les Programmes de Soins Primaires.* Octobre 1981. Préparé par Raymond B. Isely, John Tomaro, et M. John Paul.
- TR 11 *Le Rôle des Femmes en tant que Participantes et Bénéficiaires des Programmes d'Alimentation en Eau et d'Assainissement.* Décembre 1981. Préparé par Mary Elmendorf et Raymond Isely.
- TR 13 *Manuel des Participants aux Séances sur l'Alimentation en Eau et l'Assainissement: Séminaire de l'USAID sur les Soins de Santé Primaires en Afrique.* Février 1982. Préparé par Raymond B. Isely, Craig R. Hafner, Daniel A. Okun, Morris A. Shiffman, Thomas Talbot, et Marjorie L. Kupper. OTD #57.
- TR 25 *Conception d'un Atelier sur la Construction de Latrines.* Juin 1984. Préparé par Maria LeClere et Keith Sherer.
- TR 26 *Modèle d'Atelier pour l'Installation et l'Entretien des Pompes Manuelles.* Juin 1984. Préparé par P. Alan Pashkevich et Claudia Liebler.
- TR 27 *Modèle d'Atelier pour des Systèmes de Captage des Eaux de Toit.* Juin 1984. Préparé par Daniel B. Edwards, Kent Keller, et David I. Yohalem.
- TR 28 *Modèle d'Atelier pour le Captage des Eaux de Source.* Septembre 1984. Préparé par Wilma Gormley, David R. Goff, et Carl R. Johnson.
- TR 37 *Directives pour l'Evaluation des Institutions d'Alimentation en Eau et d'Evacuation des Eaux Usées.* Février 1988. Préparé par Donald E. Cullivan, Bruce Tippet, Daniel B. Edwards, Fred Rosensweig, et James McCaffery.
- TR 43 *La Valeur de l'Alimentation en Eau et de l'Assainissement dans le Développement: Une Evaluation des Interventions Liées à la Santé.* Septembre 1987. Préparé par Daniel A. Okun.
- TR 49 *Gestion des Projets de Développement Institutionnel, Secteur de l'Eau et de l'Assainissement.* Mai 1988. Préparé par Daniel B. Edwards.
- TR 50 *Atelier sur le Contrôle du Ver de Guinée au Niveau Communautaire: Guide de Formation.* Janvier 1988. Préparé par William Brieger et Fred Rosensweig.
- TR 51 *La Lutte contre la Draconculose: Volet Ajouté aux Projets d'Alimentation en Eau et d'Assainissement.* Mai 1988. Préparé par Agma Prins et May Yacoob.
- TR 52 *Nouveaux Cadres de Participation pour la Conception et la Gestion des Projets Durables de Distribution d'Eau et d'Assainissement.* Novembre 1987. Préparé par Paula Donnelly-Roark.
- TR 55 *Comment Faire de l'Education en Matière d'Hygiène une Réussite? Expérience du Togo, du Sri Lanka, et du Yémen Applicable à la Conception des Projets.* Septembre 1988. Préparé par Barbara Pillsbury, May Yacoob, et Peter Bourne.
- TR 60 *A Training Guide on Hygiene Education.* Mars 1990. Préparé par Graeme Frelick et Sarah Fry. (Les documents à distribuer sont en français.)

BIBLIOGRAPHIE

- TR 73 *A Workshop Design for the Training of Trainers*. Juin 1991. Préparé par Graeme Frelick. (Les documents à distribuer sont en français.)
- TR 83 *Community Sanitation Improvements and Latrine Construction Program: A Training Guide*. Mars 1993. Préparé par John Gavin, Trevor Hockley, et Steve Joyce. (Les documents à distribuer sont en français.)

Rapports d'activités

- FR 53 *Recommandations pour les Activités Préalables de Planification Relatives à la Décennie de l'Eau et de l'Assainissement en République Centrafricaine*. Septembre 1982. Préparé par Dennis B. Wamer.
- FR 72 *La Formulation des Stratégies en Matière d'Approvisionnement en Eau et d'Assainissement en République Centrafricaine*. Avril 1983. Préparé par Rifat Barokas, Pierre R. Leger, Dennis B. Warner et Thomas C. Leonhardt.
- FR 91 *Séminaire sur l'Assainissement à Bakel, Sénégal, 20 Avril-3 Mai 1983, et Evaluation des Conditions de Santé Environnementale*. Juillet 1983. Préparé par Fred Rosensweig et Thomas Talbot.
- FR 97 *Séminaire sur les Stratégies en Approvisionnement en Eau et en Assainissement en République Centrafricaine*. Août 1983. Préparé par Thomas C. Leonhardt.
- FR 100 *Programme de l'Agence Internationale de Développement des Etats-Unis pour les Pompes à Main en Tunisie*. Septembre 1983. Préparé par Phillip W. Potts.
- FR 113 *Evaluation du Troisième Projet de Garantie de l'Habitat en Côte d'Ivoire*. Février 1984. Préparé par Joseph Haratani et Harvel Sebastian.
- FR 135 *Recommandations pour la Planification de l'Alimentation en Eau du Milieu Rural au Zaïre*. Janvier 1985. Préparé par Dennis B. Warner et Pierre R. Leger.
- FR 137 *Progrès Réalisés dans la Création de Comités pour la Décennie de l'Eau en République Centrafricaine*. Janvier 1985. Préparé par Pierre R. Leger et Dennis B. Warner.
- FR 142 *Formulation des Politiques et Stratégies Nationales de l'Alimentation en Eau du Milieu Rural au Zaïre*. Mai 1985. Préparé par James T. Thomson et Fred R. Weber.
- FR 158 *Identification et Préparation des Projets d'Approvisionnement en Eau et d'Assainissement en République Centrafricaine*. Décembre 1985. Préparé par Prescott A. Stevens.
- FR 160 *Plan de Formation pour le Programme d'Alimentation en Eau et d'Assainissement du Projet Sanru II*. Novembre 1985. Préparé par Fred Rosensweig.
- FR 168 *Atelier de Formation des Formateurs en Vue du Lancement d'une Campagne de Réhydratation par Voie Orale au Togo*. Mars 1986. Préparé par Pape Gaye et Donna Tesi.
- FR 171 *Création d'un Plan National pour l'Approvisionnement en Eau et l'Assainissement en Milieu Rural au Zaïre*. Février 1986. Préparé par Dennis B. Warner et Prescott A. Stevens.
- FR 177 *Atelier de Formation des Formateurs et Développement du Matériel de Formation pour le Programme d'Alimentation en Eau et d'Assainissement de Sanru II*. Mars 1986. Préparé par Henry L. Jennings et Pape Gaye.
- FR 184 *Création d'un Plan National pour l'Approvisionnement en Eau et l'Assainissement en Milieu Rural au Zaïre*. Mai 1986. Préparé par Dennis B. Warner et Prescott A. Stevens.
- FR 191 *Evaluation Finale du Projet Hydraulique Villageois USAID/Burkina Faso*. Août 1986. Préparé par Philip Roark, Bonnie Kittle, Joseph Yanogo, Daouda Nignan, Raymond Yonli, Rigobert Tindano, et Mamadou Gnoumou.

- FR 198 *Atelier No. II sur la Formation des Formateurs et Développement de Matériel de Formation pour le Programme d'Alimentation en Eau et d'Assainissement du Sanru II.* Octobre 1986. Préparé par Henry L. Jennings et William R. Hanson.
- FR 207 *Atelier de Planification pour le Démarrage du Projet d'Adduction d'Eau et d'Assainissement en Milieu Rural au Bénin, 7-10 Avril 1987.* Avril 1987. Préparé par Henry L. Jennings.
- FR 214 *Conception d'une Etude Socio-Culturelle sur l'Utilisation de l'Eau et les Pratiques d'Assainissement des Ménages à Djibouti-Ville.* Avril 1988. Préparé par John P. Mason et Catherine Cutbill.
- FR 216 *Atelier No. III sur la Formation des Formateurs et Développement de Matériel de Formation pour le Programme d'Alimentation en Eau et d'Assainissement du Sanru II.* Septembre 1987. Préparé par Henry L. Jennings et Aqma Prins.
- FR 223 *Enseigner sur la Prévention du Ver de Guinée: Manuel Destiné à l'Usage des Professeurs de Lycée.* Février 1988. Préparé par Jason Smith et May Yacoob.
- FR 228 *Evaluation Finale du Projet d'Approvisionnement en Eau et d'Assainissement en Milieu Rural (USAID/Togo).* Février 1988. Préparé par Philip Roark, Judi Aubel, Kossi Hodin, Okalie Kankarti et Ayc Marfa.
- FR 241 *Atelier d'Etude du Projet d'Adduction d'Eau et d'Assainissement en Milieu Rural au Bénin, 17-21 Mai, 1988.* Juin 1988. Préparé par Graeme P. Frelick et Henry L. Jennings.
- FR 242 *Analyse de l'Enquête Socio-Culturelle sur l'Utilisation de l'Eau et les Pratiques d'Assainissement des Ménages à Djibouti-Ville.* Mars 1989. Préparé par John P. Mason et Catherine Cutbill.
- FR 249 *Elaboration d'une Stratégie Nationale pour l'Evacuation des Eaux Usées en Tunisie: Etape I.* Décembre 1988. Préparé par Pierre Leger.
- FR 252 *Evaluation à Mi-Terme du Projet d'Approvisionnement en Eau en Milieu Rural au Bénin.* Février 1989. Préparé par Philip Roark et Sarah Fry, avec l'assistance de Pierre Atchekpe et de Zéphyrin Ahinadou.
- FR 255 *Le Programme d'Education Sanitaire du Projet des Institutions d'Eau Potable dans les Zones Rurales en Tunisie.* Mars 1989. Préparé par Pamela Pine.
- FR 256 *Evaluation à Mi Parcours du Projet des Institutions d'Eau Potable dans les Zones Rurales de la Tunisie.* Juillet 1989. Préparé par Lee Jennings, Ridha Boukraa, Mohamed Frioui, Richard Swanson, Sreen Thaddeus, et Alan Wyatt.
- FR 266 *Atelier sur la Formation des Formateurs: Projet d'Alimentation en Eau et d'Assainissement en Milieu Rural au Bénin.* Juillet 1989. Préparé par H.L Jennings et Karen Gridley.
- FR 267 *Une Evaluation du Processus Participatif du Projet des Systèmes d'Eau dans la Région Sud-Est de Byumba du CARE/Rwanda.* Septembre 1989. Préparé par Jeannine Coreil et Jean Beaudoin.
- FR 270 *Mise en Place de Systèmes Durables d'Alimentation en Eau: Questions Clés pour les Demandes Faites auprès de la Fondation Africaine de Développement.* Novembre 1989. Préparé par Philip Roark, May Yacoob, et Paula Donnelly Roark.
- FR 276 *Plan de Travail de l'Unité d'Autogestion.* Septembre 1989. Préparé par Lee Jennings, Sreen Thaddeus, et Alan Wyatt.
- FR 277 *Education en Santé et en Hygiène et Participation des Femmes au Projet des Institutions d'Eau Potable dans les Zones Rurales Tunisiennes.* Novembre 1989. Préparé par Sreen Thaddeus.
- FR 279 *Divers Aspects Liés aux Plans des Ingénieries: Projet des Institutions d'Eau Potable dans les Zones Rurales Tunisiennes.* Novembre 1989. Préparé par Alan Wyatt.

BIBLIOGRAPHIE

- FR 280 *Projet d'Alimentation en Eau et d'Assainissement dans les Zones Rurales du Bénin Atelier sur le Management et la Supervision.* Novembre 1989. Préparé par Thomas C. Leonhardt et Sarah K. Fry.
- FR 293 *Quatrième Atelier sur la Formation des Formateurs: Fonctionnement et Entretien des Systèmes d'Hydraulique Rurale au Zaïre.* Janvier 1990. Préparé par Tom Leonhardt et Alan Malina.
- FR 296 *Atelier de Démarrage pour le Programme du Corps de la Paix: Eradication du Ver de Guinée, Lomé, Togo, 22-26 Janvier 1990.* Mars 1990. Préparé par Lee Jennings et Dick Wall.
- FR 298 *Réexamen des Avantages et Coûts des Projets d'Approvisionnement en Eau dans les Régions Rurales de la Tunisie Centrale.* Avril 1990. Préparé par Alan Wyatt.
- FR 300 *Plan d'Action: Développement de la Stratégie Nationale pour la Création et le Suivi des Associations d'Intérêt Collectif en Tunisie.* Mai 1990. Préparé par Fred Rosensweig, Pamela Stanbury, et Curt Grimm.
- FR 307 *Assistance Technique et Planification pour l'Education en Matière de Santé et d'Hygiène et la Participation des Femmes au Projet des Institutions d'Eau Potable dans les Zones Rurales en Tunisie.* Mai 1990. Préparé par Elaine Elizabeth Rossi.
- FR 319 *Enquête sur la Gestion des Résidus Solides.* Port-Au-Prince 10 au 28 Septembre 1990, Volume 1 et 2. Février 1991. Préparé par Philip Roark, Mito Bessalel, David Dalmat, et Kevin Murray.
- FR 320 *Une Orientation sur la Maladie du Ver de Guinée: Un Guide pour la Formation Avant et Pendant l'Emploi.* Janvier 1991. Préparé par David Yohalem et Sarah Fry.
- FR 321 *Enseigner la Prévention du Ver de Guinée dans les Ecoles Secondaires: Un Guide pour la Formation des Enseignants Volontaires du Corps de la Paix.* Janvier 1991. Préparé par David Yohalem et Sarah Fry.
- FR 324 *L'Equipe Régionale d'Education Sanitaire: Leçons Apprises Kasserine, Tunisie 1987-1991.* Juillet 1991. Préparé par Sumana Brahmam, Elaine E. Rossi, et Members of the RHET.
- FR 329 *Guide pour la Mise sur Pied des Programmes d'Eradication du Ver de Guinée.* Décembre 1990. Préparé par David Yohalem.
- FR 337 *Réflexions sur un Programme à Long Terme pour la Gestion et le Ramassage des Résidus Solides de la Zone Métropolitaine de Port-Au-Prince.* Juin 1991. Préparé par Philip Roark, Mito Bessalel, Frantz Benoit, Emanuel Fexil, Eddy Jeune, et Ronald Turin.
- FR 338 *Rapport de l'Atelier sur l'Eradication du Ver de Guinée.* Juillet 1991. Préparé par Ralph Stone et Sarah Fry.
- FR 340 *Assistance Technique pour l'Entretien des Systèmes d'Eau à Kasserine, Tunisie Cinquième Mission.* Juillet 1991. Préparé par Alan Malina.
- FR 344 *Plan de Communication National pour la Promotion des Associations d'Intérêt Collectif en Tunisie.* Septembre 1991. Préparé par Jamil Simon.
- FR 350 (Supplément) *Guide de Formation des Agents pour le Projet Eau Potable.* Janvier 1992. Préparé par Sarah Fry.
- FR 351 *Les Liens entre les Programmes de Lutte Contre les Maladies Diarrhéiques et les Programmes d'Approvisionnement en Eau et d'Assainissement: Un Atelier de Care (Segou, Mali).* Février 1992. Préparé par Dick Wall et Agma Prins. TAS #235.
- FR 368 *Rapport Récapitulatif du Plan d'Action Visant à Elaborer la Stratégie Nationale pour la Création et le Suivi des Associations d'Intérêt Collectif.* Juin 1992. Préparé par Fred Rosensweig, Tahar E. Amouri, et Lee Jennings.

FR 383 *Atelier de Démarrage du Projet Eau et Santé au Maroc.* (du 19 au 22 octobre 1992). Janvier 1993. Préparé par Lee Jennings et Lou O'Brien.

Manuels sur les associations d'intérêt collectif

En rapport avec son travail en vue d'institutionnaliser les associations d'intérêt collectif en Tunisie, WASH a réalisé de nombreux manuels pour la formation de divers membres du personnel des associations. Ces manuels paraissent tous uniquement en français. Des illustrations ou des documents choisis sont disponibles en arabe.

Ces guides ont été spécifiquement préparés pour la Tunisie, mais ils peuvent intéresser d'autres pays francophones. Un grand nombre des questions dont ils traitent pourraient bien se présenter dans d'autres programmes de gestion communautaire. Prière de contacter le siège de WASH pour obtenir plus d'informations à propos de ces guides.

Guide du Formateur. Educateurs Sanitaires.

Guide du Formateur. Gardiens Pompistes.

Guide du Formateur. Présidents.

Guide du Formateur. Sous-régisseurs.

Guide du Formateur. Usagers.

Manuel de Procédures pour la Création et la Promotion des AIC d'Eau Potable.

Manuel de Procédures pour l'Entretien des Systèmes d'Eau Publics.